





Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

# CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM  
À COMPTER DU

8 juin 2000

TO  
JUSQU'AU

4 mars 2001

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

8124-3-1-60

VOLUME

2.

000002

# NOTE

## À l'attention de :

**De :** Marion Ménard  
Agent de programmes

**Objet :** Notes de clarification au dossier : *Entente Canada - Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde 2000-2003*

**Date :** 5 mars 2001

---

*Copie finale*

**ONGLET 1 :** Correction de L.Toupin et B.Perron (Version française et anglaise) *4 mars*

*2001*

**ONGLET 2 :** Version 22 février 2001

**ONGLET 3 :** Version du 15 février 2001

**ONGLET 4 :** - Version anglaise du 8 février 2001  
- Tableaux budgétaires

**ONGLET 5 :** - Version revue par Hilaire Lemoine.  
- Entrée dans le GCIMS.

**ONGLET 6 :** Version du 19 décembre 2000

**ONGLET 7 :** Entente spéciale de l'Île-du-Prince-édouard revue par les services financiers.

**ONGLET 8 :** Version du 21 novembre 2000

**ONGLET 9 :** - Corrections et changement du 26 novembre 2000  
- Version du 4 octobre 2000

**ONGLET 10 :** Version du préambule du 13 septembre 2000

**ONGLET 11 :** Version de juin 2000

**ONGLET 12 :** Recommandation à la ministre pour le renouvellement  
de l'Entente spéciale de gestion

*copie finale*

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA – SASKATCHEWAN  
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA  
QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA LA MINORITÉ**

**2000 – 2001 À 2003 – 2004**



**ENTENTE SPÉCIALE CANADA - SASKATCHEWAN  
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES  
À LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT  
DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

**LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE** a été conclue en français et en anglais ce 21 jour  
de MARS 2001.

**ENTRE :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**,  
ci-après appelée « Canada », représentée par la ministre du  
Patrimoine canadien;

**ET :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE LA  
SASKATCHEWAN**, ci-après appelée « Saskatchewan »,  
représentée par le ministre de l'Éducation de la  
Saskatchewan.

**ATTENDU QUE** la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**ATTENDU QUE** l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient à la Saskatchewan de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'enseignement dans la langue de la minorité;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province ou territoire de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative de la Saskatchewan a adopté la *Loi sur l'éducation, 1995* permettant la mise en oeuvre de la gestion scolaire en français;

**ATTENDU QUE** la ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**ATTENDU QUE** le Canada et la Saskatchewan ont antérieurement mis en oeuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire en français en Saskatchewan;

**ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions postsecondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

**EN CONSÉQUENCE**, la présente entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après :

## **1. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE**

- 1.1 La présente entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et la Saskatchewan en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Saskatchewan figurant à l'Annexe 2.

## **2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1 Sous réserve des dispositions du paragraphe 3.1 de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par la Saskatchewan pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises et d'enseignement postsecondaire en français décrits dans son plan d'action (Annexe 2), notamment :
- i) la mise en oeuvre par la Division scolaire francophone #310 de « services spéciaux à la clientèle francophone » tels qu'énumérés au paragraphe 1 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province;
  - ii) la mise en oeuvre par la Division scolaire francophone #310 des « programmes et services » tels qu'énumérés au paragraphe 2 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province.
- 2.2 Le plan d'action de la Saskatchewan qui figure à l'Annexe 2 comprend une description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle de la Saskatchewan.

## **3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la Saskatchewan pour la mise en oeuvre de son plan d'action (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moindre de 10 millions de dollars (10 000 000 \$), dont 1 900 000 \$ ont été approuvés pour 1999-2000, ou 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par la Saskatchewan, selon la répartition ci-après :

### Année financière

2000-2001 :	2 000 000 \$
2001-2002 :	2 000 000 \$
2002-2003 :	2 000 000 \$
2003-2004 :	2 100 000 \$

- 3.2 Le Canada et la Saskatchewan reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versé à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.
- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative de la Saskatchewan et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, la Saskatchewan s'engage à contribuer aux dépenses admissibles en vertu du plan d'action approuvé (décrit à l'Annexe 2), selon l'échéancier suivant. De plus, la Saskatchewan a approuvé une contribution de 2 512 696 \$ pour 1999-2000 :

#### Année financière

2000-2001 : 2 512 696 \$  
2001-2002 : 2 512 696 \$  
2002-2003 : 2 512 696 \$  
2003-2004 : 2 512 696 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par la province de la Saskatchewan, en vertu du paragraphe 3.3, est en surplus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en surplus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.5 La contribution prévue de la Saskatchewan doit également être en surplus des contributions du Canada et de la Saskatchewan en vertu de *l'Entente Canada - Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde* ou de toute autre entente semblable entre le Canada et la Saskatchewan dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'entente spéciale se trouvent à l'Annexe 1 de la présente entente spéciale.

#### **4. DÉPENSES ADMISSIBLES**

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérées au paragraphe 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

#### **5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS**

- 5.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que les contributions mentionnées à l'article 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale prévue dans la présente entente spéciale.

#### **6. INFORMATION AU PUBLIC**

- 6.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que le texte de la présente entente spéciale et ses annexes seront mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 La Saskatchewan rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu au paragraphe 1.3 de l'Annexe 1 de *l'Entente Canada - Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.
- 6.3 La Saskatchewan présentera les renseignements mentionnés au paragraphe 6.2 de la présente entente de la façon qu'elle juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou de la Saskatchewan, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et la Saskatchewan tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.

- 6.4 La Saskatchewan accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'elle fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués; les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux; et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. La Saskatchewan accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

## **7. DURÉE**

- 7.1 La présente entente spéciale lie la Saskatchewan et le Canada pour la période commençant le 1<sup>er</sup> avril 2000 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par la Saskatchewan au cours de ladite période en fonction du plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## **8. MODIFICATION OU CESSATION**

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit au paragraphe 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
  - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

## **9. ÉVALUATION**

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la Division scolaire francophone #310 à participer à cette rencontre.
- 9.2 La Saskatchewan convient de fournir au Canada un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2), y compris une évaluation des résultats atteints. Ce rapport doit être fourni au plus tard le 31 décembre 2004.

## **10. CONSULTATIONS**

- 10.1 La Saskatchewan continuera de consulter en particulier la Division scolaire francophone #310, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.

## **11. PARTENARIAT**

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et la Saskatchewan.

## **12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA SASKATCHEWAN**

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative de la Saskatchewan ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

## **13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT**

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

## **14. RESPONSABILITÉS DU CANADA**

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, mêmes mortelles, ni des dommages matériels subis par la Saskatchewan ou qui que ce soit d'autre à l'occasion de l'exécution de la présente entente par la Saskatchewan, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du gouvernement du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

## **15. INDEMNISATION**

- 15.1 La Saskatchewan devra indemniser le Canada ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou supposément attribuables à la Saskatchewan ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

## **16. COMMUNICATION**

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre du Patrimoine canadien  
Patrimoine Canada  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée à la Saskatchewan concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Le ministre de l'Éducation  
Gouvernement de la Saskatchewan  
Édifice Législatif, bureau 340  
Regina (Saskatchewan)  
S4S 0B3

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

## **17. ANNEXES**

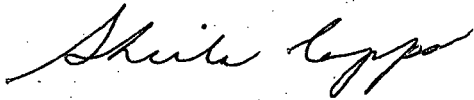
- 17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente spéciale :

Annexe 1 - Modalités et conditions administratives;  
Annexe 2 - Plan d'action de la Saskatchewan.

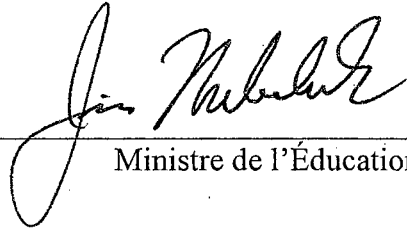
EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

AU NOM DU CANADA

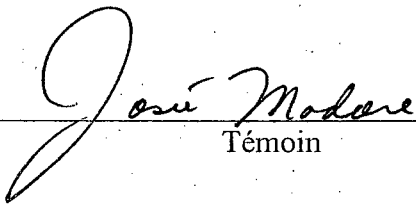
AU NOM DU DE LA SASKATCHEWAN



Ministre du Patrimoine canadien



Ministre de l'Éducation



Témoin

Témoin

## ANNEXE 1

# ENTENTE SPÉCIALE CANADA - SASKATCHEWAN SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ

## MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

### 1. MODALITÉS DE PAIEMENTS

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser à la Saskatchewan la contribution mentionnée à l'article 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente entente spéciale et l'acceptation par le Canada du plan d'action de quatre ans;
  - b) pour chaque exercice subséquent, le premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation du plan d'action (Annexe 2) mis à jour, le cas échéant, et à condition que les exigences pour les versements précédents aient été remplies;
  - c) pour chaque exercice de la présente entente spéciale, le second paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
    - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada à la Saskatchewan pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
    - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire;
    - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.
- 1.2 En plus des états financiers mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004.



- 1.3 Les montants à payer par le Canada à la Saskatchewan conformément à la présente entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente spéciale et que la Saskatchewan ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

## **2. TRANSFERTS**

- 2.1 La Saskatchewan pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action. La Saskatchewan devra présenter une demande en ce sens au Canada avant le 15 février de l'exercice financier visé.

## **3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS**

- 3.1 Aux fins de la présente entente spéciale, la Saskatchewan présentera des états financiers au Canada certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par la Saskatchewan et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers mentionnés à l'article 1 de la présente Annexe sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par la Saskatchewan à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action (Annexe 2).
- 3.3 Les rapports d'activités mentionnés à l'article 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## **4. EXCÉDENT**

- 4.1 Si les paiements versés à la Saskatchewan, conformément à la présente entente spéciale, dépassent les montants auxquels la Saskatchewan a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures à la Saskatchewan.

## **5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE**

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres de la Saskatchewan relatifs aux dispositions de la présente entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et la Saskatchewan accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.

- 5.2 Le Canada accepte d'informer la Saskatchewan des résultats de toute vérification financière et de verser à la Saskatchewan, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui à la Saskatchewan. La Saskatchewan accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par elle au Canada.

## **ANNEXE 2**

# **ENTENTE SPÉCIALE CANADA – SASKATCHEWAN SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA LA MINORITÉ**

## **PLAN D'ACTION DE LA SASKATCHEWAN**

**2000 – 2001 À 2003 – 2004**

**TABLE DES MATIÈRES**

PLAN D'ACTION : MESURES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION 2000 - 2004 ..... 2

TABLEAU : MESURES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION 2000 - 2004 ..... 3

## PLAN D'ACTION : MESURES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION 2000 - 2004

ACTIVITÉS de la Division scolaire francophone #310	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	INVESTISSEMENTS PRÉVUS		
			Activités	Sask.	Canada
1. <b>Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> - Promotion. - Recrutement. - Partenariat et collaboration avec les conseils d'école. - Équivalence de la programmation académique. - Participation active des parents dans les projets éducatifs. - Projets éducatifs.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Développer la crédibilité de la DSF.</li><li>- Informer les ayants droit.</li><li>- La collaboration entre les divers partenaires en éducation est établie et maintenue.</li><li>- Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone.</li><li>- Parents, personnel, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF #310 et pour créer un rapprochement avec les intervenants.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Niveau de satisfaction de la clientèle.</li><li>- Nombre d'élèves en augmentation.</li><li>- Des mécanismes de collaboration efficaces et permanents sont développés et implantés.</li><li>- Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés.</li><li>- Chaque école a son projet éducatif avec la participation des parents, du personnel et des élèves.</li><li>- Niveau de participation.</li></ul>	Promotion	52 000 \$	40 000 \$
			Recrutement	15 500 \$	12 000 \$
			Partenariat	26 000 \$	20 000 \$
			Équivalence	144 270 \$	110 000 \$
			Participation des parents & Projets éducatifs	23 500 \$	18 000 \$
			<b>Total annuel no. 1</b>	<b>261 270 \$</b>	<b>200 000 \$</b>
			2. <b>Programmes et services:</b> - Excellence de la programmation. - Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie. - Préscolaire/prématernelle/maternelle - Conseillers.ères en orientation. - Projets interprovinciaux. - Cours à distance. - Ressources multimédia.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leurs besoins.</li><li>- Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie.</li><li>- Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants droit, assurant ainsi une francisation plus précoce.</li><li>- La DSF #310 offrira des services spécialisés à sa clientèle : p.ex. : Orientation.</li><li>- Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones.</li><li>- Offrir des cours à distance de soutien aux élèves et aux enseignant.e.s éloigné.e.s.</li><li>- Les élèves ont accès aux ressources suggérées par le ministère de l'Éducation.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Nombre de cours et de programmes spécialement conçus pour les élèves.</li><li>- Nombre de programmes de francisation, d'intégration culturelle et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie offerts dans les écoles.</li><li>- Niveau de satisfaction de la clientèle.</li><li>- Nombre de programmes de préscolaire, prématernelle, et maternelle qui sont implantés.</li><li>- Nombre d'élèves qui s'expriment en français.</li><li>- Niveau de satisfaction des élèves.</li><li>- Nombre de projets inter-provinciaux élaborés et implantés dans les écoles fransaskoises.</li><li>- Nombre d'élèves qui ont accès à des cours.</li><li>- Les centres de ressources des écoles sont dotés des ressources nécessaires.</li></ul>
Francisation, intégration, animation	1 593 926 \$	1 240 000 \$*			
Préscolaire, prématernelle, maternelle	195 000 \$	195 000 \$			
Orientation	95 500 \$	60 000 \$			
Projets Interprovinciaux	8 000 \$	8 000 \$			
Cours à distance	82 000 \$	82 000 \$			
Ressources multimédia	162 000 \$	100 000 \$			
<b>Total annuel no.2</b>	<b>2 251 426 \$</b>	<b>1 800 000 \$</b>			
<b>* Veuillez prendre note que pour l'année financière 2003-04, le projet Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie est augmenté de 100 000 \$.</b>			<b>Total (no.1 et no2) (2000-2004)</b>	<b>10 050 784 \$</b>	<b>8 100 000 \$</b>

# TABLEAU : MESURES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION 2000 - 2004

## 1. Services spéciaux à la clientèle francophone

	2000-01		2001-02		2002-03		2003-04		TOTAL	
	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada
Promotion	52 000 \$	40 000 \$	52 000 \$	40 000 \$	52 000 \$	40 000 \$	52 000 \$	40 000 \$	208 000 \$	160 000 \$
Recrutement	15 500 \$	12 000 \$	15 500 \$	12 000 \$	15 500 \$	12 000 \$	15 500 \$	12 000 \$	62 000 \$	48 000 \$
Partenariat	26 000 \$	20 000 \$	26 000 \$	20 000 \$	26 000 \$	20 000 \$	26 000 \$	20 000 \$	104 000 \$	80 000 \$
Équivalence	144 270 \$	110 000 \$	144 270 \$	110 000 \$	144 270 \$	110 000 \$	144 270 \$	110 000 \$	577 080 \$	440 000 \$
Participation des parents et projets éducatifs	23 500 \$	18 000 \$	23 500 \$	18 000 \$	23 500 \$	18 000 \$	23 500 \$	18 000 \$	94 000 \$	72 000 \$

Sous-total no.1    261 270 \$    200 000 \$    261 270 \$    200 000 \$    261 270 \$    200 000 \$    261 270 \$    200 000 \$    1 045 080 \$    800 000 \$

## 2. Programmes et services de la DSF

Programmation	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$460 000	\$460 000
Francisation, intégration et animation culturelle	\$1 593 926	\$1 240 000	\$1 593 926	\$1 240 000	\$1 593 926	\$1 240 000	\$1 593 926	\$1 340 000	\$6 375 704	\$5 060 000
Préscolaire, prématernelle, maternelle	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$780 000	\$780 000
Orientation	\$95 500	\$60 000	\$95 500	\$60 000	\$95 500	\$60 000	\$95 500	\$60 000	\$382 000	\$240 000
Projets interprovinciaux	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$32 000	\$32 000
Cours à distance	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$328 000	\$328 000
Ressources multimédia	\$162 000	\$100 000	\$162 000	\$100 000	\$162 000	\$100 000	\$162 000	\$100 000	\$648 000	\$400 000

Sous-total no.2    2 251 426 \$    1 800 000 \$    2 251 426 \$    1 800 000 \$    2 251 426 \$    1 800 000 \$    2 251 426 \$    1 900 000 \$    9 005 704 \$    7 300 000 \$

2 512 696 \$    2 000 000 \$    2 512 696 \$    2 000 000 \$    2 512 696 \$    2 000 000 \$    2 512 696 \$    2 100 000 \$    10 050 784 \$    8 100 000 \$

**CANADA – SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT  
ON INVESTMENT MEASURES FOR QUALITY EDUCATION  
IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

**2000 – 2001 TO 2003 – 2004**

**CANADA - SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT ON  
INVESTMENT MEASURES FOR QUALITY EDUCATION IN THE  
LANGUAGE OF THE MINORITY**

**THIS SPECIAL AGREEMENT** was made on this 21 day of May, 2001.

**BETWEEN:** **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF  
CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented  
by the Minister of Canadian Heritage,

**AND:** **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF  
SASKATCHEWAN**, hereinafter referred to as  
"Saskatchewan", represented by the Minister of Education  
of Saskatchewan.

**WHEREAS** the *Constitution of Canada*, and more particularly the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, as well as the *Official Languages Act*, recognize that French and English are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**WHEREAS** education is a provincial jurisdiction and it is the responsibility of Saskatchewan to determine the objectives, define the contents, set the priorities and make the evaluation of its minority-language educational programs;

**WHEREAS** Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province or territory to have their children educated in their own language where numbers warrant;

**WHEREAS** the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

**WHEREAS** the Legislative Assembly of Saskatchewan has adopted the *School Amendment Act, 1995* which provides for the implementation of Francophone school governance;

**WHEREAS** the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the *Official Languages Act*, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official language minority communities education in their own language;

**WHEREAS** Canada and Saskatchewan have previously implemented a Special Agreement that resulted in the establishment of Francophone school governance in Saskatchewan;

**WHEREAS** Canada has approved a new series of Special Measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

**NOW THEREFORE**, this Special Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows:



## **1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT**

- 1.1 The purpose of this Special Agreement is to establish a framework for cooperation between Canada and Saskatchewan for the purpose of enhancing the quality of the education programs in the minority language, pursuant to the Saskatchewan Action Plan appearing in Schedule 2.

## **2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION**

- 2.1 Subject to the provisions of Subsection 3.1 of this Special Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Saskatchewan in order to achieve the objectives related to French-language school governance and French post-secondary education described in its Action Plan (Schedule 2), including:
- i) the implementation of "special services for Francophones" by the Francophone School Division #310 as outlined in the provincial Action Plan (see paragraph 1, Activities column); and
  - ii) the implementation of "programs and services" by the Francophone School Division #310 as outlined in the provincial Action Plan (see paragraph 2 of the Activities column).
- 2.2 Saskatchewan's Action Plan appearing in Schedule 2 to this Agreement includes a description of the activities to be undertaken, the desired outcomes and the performance indicators, as well as a proposed breakdown the respective contributions of Canada and Saskatchewan.

## **3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION**

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of the current and forecasted budgetary levels for the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Saskatchewan for the implementation of its Action Plan (Schedule 2) for the purposes described in Section 2, the lesser of ten million dollars (\$10,000,000), of which \$1,900,000 was approved for 1999-2000, or 50 per cent of the total eligible expenditures made by Saskatchewan, according to the following schedule:

### Fiscal year

2000-2001	\$2,000,000
2001-2002	\$2,000,000
2002-2003	\$2,000,000
2003-2004	\$2,100,000

- 3.2 Canada and Saskatchewan recognize that Canada's contribution provided in a particular fiscal year shall be paid to support measures that are implemented during the provincial school year.
- 3.3 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Saskatchewan and the maintenance of the current spending levels budgeted for the Department of Education, Saskatchewan agrees to contribute to the eligible expenditures under the approved Action Plan (described in Schedule 2), in accordance with the following Schedule. As well, Saskatchewan approved a contribution of \$2,512,696 for 1999-2000:

Fiscal year

2000-2001	\$ 2,512,696
2001-2002	\$ 2,512,696
2002-2003	\$ 2,512,696
2003-2004	\$ 2,512,696

- 3.4 The financial assistance allocated by the province of Saskatchewan under Subsection 3.3 is in addition to the funds normally granted in the context of the School Funding Program and the regular increases pertaining thereto.
- 3.5 The budgeted contribution shall also be in addition to Canada's and Saskatchewan's contributions under the *Canada - Saskatchewan Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* or any other similar agreement between Canada and Saskatchewan regarding French-language education.
- 3.6 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Special Agreement are in Schedule 1 to this Special Agreement.

**4. ELIGIBLE EXPENDITURES**

- 4.1 For the purposes of this Agreement, the eligible expenditures for each activity listed in Subsection 2.1 may include, among others, salaries and benefits, professional fees, administrative fees, and costs associated with purchasing or renting essential material and equipment, with producing and acquiring pedagogical materials and with training.

**5. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES**

- 5.1 Canada and Saskatchewan agree that the contributions referred to in Section 3 apply only to the activities described in the Saskatchewan Action Plan (Schedule 2) and in accordance with the federal and provincial budgetary breakdowns provided for this Special Agreement.

**6. PUBLIC INFORMATION**

- 6.1 Canada and Saskatchewan agree that the text of this Special Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 6.2 Saskatchewan shall make public an annual report on the activities carried out and the results achieved as part of its Action Plan (Schedule 2). This report shall be made public in conjunction with the annual report referred to in Subsection 1.3 of Schedule 1 to the *Canada - Saskatchewan Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction*.
- 6.3 Saskatchewan shall provide the information referred to in Subsection 6.2 of this Agreement in the manner it considers to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in the opinion of Canada or Saskatchewan, to clarify the information provided, Canada and Saskatchewan will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.

- 6.4 Saskatchewan agrees to give recognition of Canada's participation when conducting publicity for all programs and activities for which financial assistance was provided by Canada under this Agreement. For the purpose of this Agreement, publicity includes, without being limited to : news releases; reports of provincial government departments or agencies; and correspondence with educational institutions. Saskatchewan agrees to provide Canada with samples of these different kinds of publicity annually.

## **7. DURATION**

- 7.1 This Special Agreement between Saskatchewan and Canada is valid for the period commencing April 1, 2000 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the present provisions shall cover only the activities conducted and the expenditures made by Saskatchewan during the said period in carrying out of its Action Plan (Schedule 2).

## **8. AMENDMENT AND TERMINATION**

- 8.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Agreement or terminate it during the term of the Agreement.
- 8.2 Either party may terminate this Agreement at the end of any fiscal year by giving notice in writing to the other party at least one full fiscal year in advance.
- 8.3 Upon receipt of such a notice as described in Subsection 8.2:
- a) no new measure shall be undertaken; and
  - b) the existing measures shall terminate as of the date provided for in this notice and no expenditure shall be made after the date of expiration of the Agreement.

## **9. EVALUATION**

- 9.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Special Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the Francophone School Division #310 to participate in this meeting.
- 9.2 Saskatchewan agrees to provide to Canada a final detailed report on the activities undertaken within the framework of its action plan (Schedule 2), including an evaluation of the results achieved. This report shall be submitted by December 31, 2004 at the latest.

## **10. CONSULTATIONS**

- 10.1 Saskatchewan will continue to consult in particular the Francophone School Division #310, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs envisaged under this Special Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Special Agreement.

## **11. PARTNERSHIP**

- 11.1 The parties acknowledge that this Special Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Saskatchewan.

## **12. MEMBERS OF THE HOUSE OF COMMONS, THE SENATE AND THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF SASKATCHEWAN**

- 12.1 No member of the House of Commons, the Senate or the Legislative Assembly of Saskatchewan may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom.

## **13. OFFICIALS AND EMPLOYEES OF THE GOVERNMENT**

- 13.1 No official or employee of the Government of Canada may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom without the consent in writing of the Minister to whom the official or employee reports.

## **14. LIABILITY OF CANADA**

- 14.1 Canada is not liable for any injury, including fatal injury, or material damage suffered by Saskatchewan or anyone else as a result of the implementation of this Agreement by Saskatchewan unless such injuries or damages are attributable to the fault of an employee or agent of Government of Canada in the course of his or her duties.

## **15. INDEMNIFICATION**

- 15.1 Saskatchewan shall indemnify Canada and their servants or agents and release them from any liability for and against all claims, losses, damages, costs and expenses related to any injury or death of a person, or loss or damage to property caused or alleged to be caused by Saskatchewan or its servants or agents carrying out the activities described in this Agreement.

## **16. COMMUNICATIONS**

- 16.1 Any notice concerning this Special Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

Minister of Canadian Heritage  
Canadian Heritage  
Ottawa, Ontario  
K1A 0M5

- 16.2 Any notice concerning this Special Agreement intended for Saskatchewan shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education  
Government of Saskatchewan  
Legislative Building, Room 340  
Regina, Saskatchewan  
S4S 0B3

- 16.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

## **17. SCHEDULES**

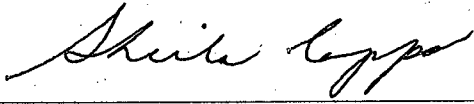
- 17.1 The schedules attached hereto are an integral part of this Special Agreement:

Schedule 1 - Administrative Terms and Conditions;  
Schedule 2 - Saskatchewan Action Plan.

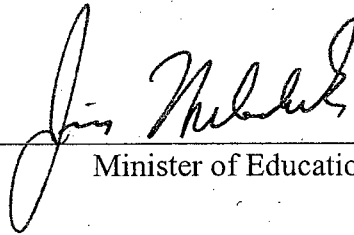
IN WITNESS WHEREOF, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

ON BEHALF OF CANADA

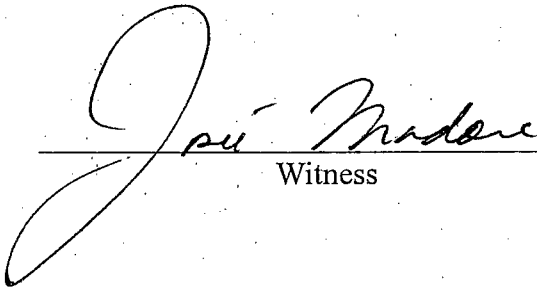
ON BEHALF OF SASKATCHEWAN



Minister of Canadian Heritage



Minister of Education



Witness

Witness

Minister  
of Canadian Heritage



Ministre  
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

MAR 15 2001

The Honourable Jim Melenchuk, M.L.A.  
Minister of Education  
Government of Saskatchewan  
340 - 2405 Legislative Building  
Regina, Saskatchewan S4S 0B3

Dear Mr. Melenchuk:

I am pleased to inform you that I have approved the renewal of the *Canada - Saskatchewan Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* as well as your government's three-year action plan as detailed in Schedule 2 of the above-mentioned agreement. I am also pleased to confirm that Canada's contribution towards the implementation of the action plan will be \$3,118,000 for each year.

As well, I have approved a supplementary contribution of \$500,000 for 2000-01 for one-time development projects and activities.

Furthermore, I have approved the *Canada - Saskatchewan Special Agreement on Investment Measures for Quality Education in the Language of the Minority* as well as your government's multi-year action plan (Schedule 2). Canada's contribution towards the implementation of the action plan will amount to \$10,000,000 for five years including \$1,9 million already approved for 1999-2000.

Canada's total contribution to Saskatchewan for this fiscal year under the Official Languages in Education Program (\$3,118,000), supplementary funding (\$500,00) and the Special Investment Measures (\$2,000,000) amounts to \$5,618,000.

You will note that I have signed the four enclosed copies of the *Canada - Saskatchewan Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* (two in English and two in French). I have also signed and enclosed four copies of the *Canada - Saskatchewan Special Agreement on Investment Measures for Quality Education in the Language of the Minority*. I invite you to countersign and return one English- and one French-language copy for each Agreement to me at your earliest convenience.

.../2

Canada

-2-

Further to the ratification of the two agreements mentioned above, I have authorized an initial payment totalling \$2,809,000. This amount represents the first two payments of Canada's 2000-2001 contribution under the Official Languages in Education regular funding (\$1,559,000) and the first payment of supplementary funding (\$250,000) and Special Investment Measures (\$1,000,000).

Subsequent payments will be made to your province subject to the terms and conditions of both Agreements.

The Government of Canada would like to inform the Canadian public about these agreements as soon as possible after they are signed. If you are interested, we would be pleased to do this through a joint press release with your Government. Officials from my department will be in touch with your officials to discuss such an arrangement.

In closing, I would like to mention that I am most pleased that our governments have agreed to sign these agreements which will have a significant impact on official languages education in Saskatchewan. The action-plan approach will facilitate transparency and accountability to all Canadians and discussions with all interested parties and minority-language communities.

I look forward to our continued cooperation in the area of the official languages in education.

Yours sincerely,



Sheila Copps

Enclosures



## SCHEDULE 1

# CANADA - SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY

## ADMINISTRATIVE TERMS AND CONDITIONS

### 1. PAYMENT

- 1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Saskatchewan the contribution referred to in Section 3 of this Special Agreement, as follows:
- a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Special Agreement, and acceptance of the Action Plan;
  - b) in each subsequent year, the first payment, representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution for that year will be paid subject to the receipt and acceptance of an updated Action Plan, where necessary, and on the condition that the requirements for the previous payments have been met;
  - c) in each fiscal year of this Special Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
    - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Saskatchewan for the preceding year, except for the first year of the Agreement;
    - (ii) of an interim certified financial statement except for the first year of the Agreement; demonstrating the actual expenditures made by Saskatchewan during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to the end of the provincial school year;
    - (iii) of detailed report on the activities conducted under the Action Plan (Schedule 2) in the preceding year, except for the first year of the Agreement.
- 1.2 In addition to the financial statements referred to in Subsection 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Saskatchewan during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be presented to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004.
- 1.3 The amount payable by Canada to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in Subsection 1.1 of this Schedule, provided that the information presented in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Special Agreement and that Saskatchewan has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

## **2. TRANSFERS**

- 2.1 Saskatchewan may transfer funds among the objectives of the Action Plan (Schedule 2) with the authorization in writing of Canada, provided that these transfers do not call into question the achievement of the results set out in the Action Plan (Schedule 2). Saskatchewan shall submit the appropriate request to Canada before February 15 of the fiscal year in question.

## **3. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS AND ACTIVITY REPORTS**

- 3.1 For the purposes of this Special Agreement, Saskatchewan will submit financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Saskatchewan and agreed to by Canada.
- 3.2 For the purposes of this Special Agreement, the financial statements referred to in Section 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Saskatchewan in regard to the activities funded within the framework of this Special Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the Action Plan (Schedule 2).
- 3.3 The activities reports referred to in Section 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities carried out within the framework of the Action Plan (Schedule 2).

## **4. OVERPAYMENT**

- 4.1 Should the payments made to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement exceed the amounts to which Saskatchewan is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Saskatchewan.

## **5. FINANCIAL AUDIT**

- 5.1 Canada reserves the right to audit Saskatchewan's accounts and records pertaining to the provisions of this Special Agreement, or to have them audited, for the purpose of ensuring that these provisions are being fulfilled, and Saskatchewan agrees to make available to the auditors any book, record or information they may require. The scope and extent of the financial audits, and the time selected to perform them, shall be established by Canada and, where applicable, these audits may be conducted by officials of the Department of Canadian Heritage or their agents.
- 5.2 Canada agrees to inform Saskatchewan of the results of any financial audit and to pay Saskatchewan, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Saskatchewan. Saskatchewan agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.

## **SCHEDULE 2**

### **CANADA – SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

#### **SASKATCHEWAN'S ACTION PLAN**

**2000 – 2001 TO 2003 – 2004**

**TABLE OF CONTENTS**

ACTION PLAN : INVESTMENT MEASURES IN EDUCATION 2000 - 2004..... 2

TABLE : INVESTMENT MEASURES IN EDUCATION 2000 - 2004 ..... 3

## ACTION PLAN : INVESTMENT MEASURES IN EDUCATION 2000 - 2004

ACTIVITIES Francophone School Division #310	DESIRED OUTCOMES	PERFORMANCE INDICATORS	EXPECTED INVESTMENT		
			Activities	Sask.	Canada
1. Special services for francophones - Promotion. - Recruitment. - Partnerships and collaboration with school councils. - Equivalency in academic programs. - Active participation of parents in the "Education project". - Education projects.	- Establish the credibility of the DSF #310. - The right holders are informed. - Collaboration amongst the partners in education is established and maintained. - Ensure equivalling in the educational services offered to the francophone clientele. - Parents, staff and students work together to improve education in the DSF #310.	- Level of satisfaction of the clientele. - Number of students increases. - Collaborative mechanisms are developed and implemented. - Equivalent services are offered. - Each school has a "Projet éducatif" in which parents, staff and students participate. - Level of participation.	Promotion	\$52,000	\$40,000
			Recrutment	\$15,500	\$12,000
			Partnerships	\$26,000	\$20,000
			Equivalency	\$144,270	\$110,000
			Participation of parents & Education projects	\$23,500	\$18,000
			Yearly total (Activity #1)	\$261,270	\$200,000
2. Programs and services - Excellence in programs. - Francisation, cultural animation and integration, and special education. - Pre-school, pre-kindergarten and kindergarten. - Guidance counsellors. - Inter-provincial projects. - Distance education courses. - Multimedia resources.	- Students receive an education recognized for its excellence and adapted to their needs. - Offer francisation, cultural integration and animation programs and offer special education services. - Pre-school, pre-kindergarten and kindergarten programs are offered to the francophone children in order to insure early language and culture recuperation. - The DSF #310 offers special services to its clientele e.g.: guidance. - The provinces collaborate on various projects for francophone students. - Distance education courses are offered to the students and teachers who are at a distance from a school. - Students have access to resources recommended by Saskatchewan Education.	- Number of courses and programs developed specifically for them. - Number of francisation, cultural integration and animation programs, and special education services offered in schools. - Level of clients satisfaction. - Number of pre-school, pre-kindergarten and kindergarten programs that are implemented. - Number of students speaking French. - Level of students satisfaction. - Number of inter-provincial projects developed and implemented in the schools. - Number of students having access to more courses. - Resources centers are updated and refurbished	Programs	\$115,000	\$115,000
			Francisation, integration, animation,	\$1,593,926	\$1,240,000*
			Preschool, Pre-kinder. Kindergarten	\$195,000	\$195,000
			Guidance	\$95,500	\$60,000
			Inter-provincial projects	\$8,000	\$8,000
			Distance education	\$82,000	\$82,000
			Multimedia resources	\$162,000	\$100,000
			Yearly total (Activity #2)	\$2,251,426	\$1,800,000
* Please note that for the 2003-04 fiscal year the project Francisation, cultural animation and integration, and special education is increased by \$100,000.			Total (2000 – 2004)	\$10,050,784	\$8,100,000

**TABLE : INVESTMENT MEASURES IN EDUCATION 2000 - 2004**

	2000-01		2001-02		2002-03		2003-04		TOTAL	
	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada
<b>1. Special services for francophones</b>										
Promotion	\$52 000	\$40 000	\$52 000	\$40 000	\$52 000	\$40 000	\$52 000	\$40 000	\$208 000	\$160 000
Recruitment	\$15 500	\$12 000	\$15 500	\$12 000	\$15 500	\$12 000	\$15 500	\$12 000	\$62 000	\$48 000
Partnerships and collaboration with school councils	\$26 000	\$20 000	\$26 000	\$20 000	\$26 000	\$20 000	\$26 000	\$20 000	\$104 000	\$80 000
Equivalency in academic programs	\$144 270	\$110 000	\$144 270	\$110 000	\$144 270	\$110 000	\$144 270	\$110 000	\$577 080	\$440 000
Active participation of parents in the "Education project"	\$23 500	\$18 000	\$23 500	\$18 000	\$23 500	\$18 000	\$23 500	\$18 000	\$94 000	\$72 000
<b>Subtotal no.1</b>	<b>\$261 270</b>	<b>\$200 000</b>	<b>\$261 270</b>	<b>\$200 000</b>	<b>\$261 270</b>	<b>\$200 000</b>	<b>\$261 270</b>	<b>\$200 000</b>	<b>\$1 045 080</b>	<b>\$800 000</b>
<b>2. Programs and services</b>										
Programs	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$460 000	\$460 000
Francisation, cultural animation, integration, etc.	\$1 593 926	\$1 240 000	\$1 593 926	\$1 240 000	\$1 593 926	\$1 240 000	\$1 593 926	\$1 340 000	\$6 375 704	\$5 060 000
Pre-school, pre-kindergarten and kindergarten	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$780 000	\$780 000
Guidance counselors	\$95 500	\$60 000	\$95 500	\$60 000	\$95 500	\$60 000	\$95 500	\$60 000	\$382 000	\$240 000
Inter-provincial projects	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$32 000	\$32 000
Distance education courses	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$328 000	\$328 000
Multimedia resources	\$162 000	\$100 000	\$162 000	\$100 000	\$162 000	\$100 000	\$162 000	\$100 000	\$648 000	\$400 000
<b>Subtotal no.2</b>	<b>\$2 251 426</b>	<b>\$1 800 000</b>	<b>\$2 251 426</b>	<b>\$1 800 000</b>	<b>\$2 251 426</b>	<b>\$1 800 000</b>	<b>\$2 251 426</b>	<b>\$1 900 000</b>	<b>\$9 005 704</b>	<b>\$7 300 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>\$2 512 696</b>	<b>\$2 000 000</b>	<b>\$2 512 696</b>	<b>\$2 000 000</b>	<b>\$2 512 696</b>	<b>\$2 000 000</b>	<b>\$2 512 696</b>	<b>\$2 100 000</b>	<b>\$10 050 784</b>	<b>\$8 100 000</b>



1

Notes



4 mai  
Corrections  
de lise  
Toupin

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA – SASKATCHEWAN**  
**SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA**  
**QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA LA MINORITÉ**

**2000 – 2001 À 2003 - 2004**

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA - SASKATCHEWAN  
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES  
À LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT  
DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

**LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE** a été conclue en français et en anglais ce \_\_ jour de  
\_\_\_\_ 2001.

**ENTRE :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci  
après appelé «Canada», représenté par la ministre du  
Patrimoine canadien

**ET :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE  
SASKATCHEWAN**, ci-après appelé «Saskatchewan»,  
représenté par le ministre de l'Éducation de la  
Saskatchewan

**ATTENDU QUE** la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**ATTENDU QUE** l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient à la Saskatchewan de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'enseignement dans la langue de la minorité;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative de la Saskatchewan a adopté la *Loi sur l'éducation, 1995* permettant la mise en oeuvre de la gestion scolaire en français;

**ATTENDU QUE** la Ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**ATTENDU QUE** le Canada et la Saskatchewan ont antérieurement mis en oeuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire en français en Saskatchewan;

**ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions post-secondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

**EN CONSÉQUENCE**, la présente entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent ~~conviennent~~ des modalités ci-après :

## **I. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE**

- 1.1 La présente entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et la Saskatchewan en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Saskatchewan figurant à l'Annexe 2.

## **2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1 Sous réserve des dispositions de la clause 3.1 de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par la Saskatchewan pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises et d'enseignement postsecondaire en français décrits dans son plan d'action (Annexe 2), notamment :
- i) La mise en oeuvre par la Division scolaire francophone #310 de « services spéciaux à la clientèle francophone » tels qu'énumérés au paragraphe 1 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province;
  - ii) La mise en oeuvre par la Division scolaire francophone #310 des « programmes et services » tels qu'énumérés au paragraphe 2 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province.
- 2.2 Le plan d'action de la Saskatchewan qui figure à l'Annexe 2 comprend une description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle de la Saskatchewan.

## **3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la Saskatchewan pour la mise en oeuvre de son plan d'action (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moins de 10 millions de dollars (10 000 000 \$), dont 1 900 000 \$ ont été approuvés pour 1999-2000, et 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par la Saskatchewan, selon la répartition ci-après :

### Année financière

2000-2001 :	2 000 000 \$
2001-2002 :	2 000 000 \$
2002-2003 :	2 000 000 \$
2003-2004 :	2 100 000 \$

- 3.2 Le Canada et la Saskatchewan reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versé à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.
- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative de la Saskatchewan et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, la Saskatchewan s'engage à contribuer aux dépenses admissibles en vertu du plan d'action approuvé (décrit à l'Annexe 2), selon l'échéancier suivant. De plus, la Saskatchewan a approuvé une contribution de 2 512 696 \$ pour 1999-2000 :

#### Année financière

2000-2001 : 2 512 696 \$  
2001-2002 : 2 512 696 \$  
2002-2003 : 2 512 696 \$  
2003-2004 : 2 512 696 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par la province de la Saskatchewan, en vertu de l'article 3.3, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.5 La contribution prévue de la Saskatchewan doit également être en sus des contributions du Canada et de la Saskatchewan en vertu de *l'Entente Canada – Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde* ou de toute autre entente semblable entre le Canada et la Saskatchewan dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'entente spéciale se trouvent à l'Annexe 1 de la présente entente spéciale.

#### **4. DÉPENSES ADMISSIBLES**

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérés au paragraphe 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

#### **5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS**

- 5.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que les contributions mentionnées à la clause 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale prévue dans la présente entente spéciale.

#### **6. INFORMATION AU PUBLIC**

- 6.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que le texte de la présente entente spéciale et ses annexes seront mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 La Saskatchewan rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu au paragraphe 1.3 de l'Annexe 1 de *l'Entente Canada – Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.
- 6.3 La Saskatchewan présentera les renseignements mentionnés au paragraphe 6.2 de la présente entente de la façon qu'elle juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou de la Saskatchewan, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et la Saskatchewan tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.

- 6.4 La Saskatchewan accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'elle fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués; les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux; et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. La Saskatchewan accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

## 7. DURÉE

- 7.1 La présente entente spéciale lie la Saskatchewan et le Canada pour la période commençant <sup>2000 ?</sup> le 1<sup>er</sup> avril 1999 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par la Saskatchewan au cours de ladite période en fonction du plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## 8. MODIFICATION OU CESSATION

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit au paragraphe 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
  - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

## 9. ÉVALUATION

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants ~~du Conseil~~ scolaire francophone à participer à cette rencontre.   
*de la Division #310*
- 9.2 La Saskatchewan convient de fournir au Canada un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2), y compris une évaluation des résultats atteints. Ce rapport doit être fourni au plus tard le 31 décembre 2004.

## 10. CONSULTATIONS

- 10.1 La Saskatchewan continuera de consulter en particulier <sup>la Division</sup> le Conseil scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés<sup>4310</sup> relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.

## 11. PARTENARIAT

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et la Saskatchewan.

## 12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA SASKATCHEWAN

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative de la Saskatchewan ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

## 13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

## 14. RESPONSABILITÉS DU CANADA

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, mêmes mortelles, ni des dommages matériels subis par la Saskatchewan ou qui que ce soit d'autre à l'occasion de l'exécution de la présente entente par la Saskatchewan, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du gouvernement du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

## 15. INDEMNISATION

- 15.1 La Saskatchewan devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou supposément attribuables à la Saskatchewan ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

## 16. COMMUNICATIONS

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

La ministre du Patrimoine canadien — ? si ça change ?  
Patrimoine canadien  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée à la Saskatchewan concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Le ministre de l'Éducation  
Gouvernement de la Saskatchewan  
Édifice Législatif, bureau 340  
Regina (Saskatchewan)  
S4S 0B3

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

## 17. ANNEXES

- 17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente spéciale :

Annexe 1 - Modalités et conditions administratives;  
Annexe 2 - Plan d'action de la Saskatchewan.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

**AU NOM DU CANADA**

**AU NOM DU DE LA SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin



## ANNEXE 1

# ENTENTE SPÉCIALE CANADA - SASKATCHEWAN SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ

## MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

### 1. MODALITÉS DE PAIEMENTS

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser à la Saskatchewan la contribution mentionnée à la clause 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente entente spéciale et l'acceptation par le Canada du plan d'action;
  - b) pour chaque exercice subséquent, le premier versement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation d'un rapport d'activités détaillé au sujet des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du plan d'action pour l'exercice précédent et au besoin, d'un plan d'action mis à jour, à condition que les versements précédents aient été remplis; ?
  - c) pour chaque exercice de la présente entente spéciale, le second paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
    - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada à la Saskatchewan pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
    - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire.
    - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.
- 1.2 En plus des états financiers mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004.

- 1.3 Les montants à payer par le Canada à la Saskatchewan conformément à la présente entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente spéciale et que la Saskatchewan ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

## **2. TRANSFERTS**

- 2.1 La Saskatchewan pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action. La Saskatchewan devra présenter une demande en ce sens au Canada avant le 15 février de l'exercice financier visé.

## **3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS**

- 3.1 Aux fins de la présente entente spéciale, la Saskatchewan présentera des états financiers au Canada certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par la Saskatchewan et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers mentionnés à l'article 1 de la présente Annexe, sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par la Saskatchewan à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action (Annexe 2).
- 3.3 Les rapports d'activités mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## **4. EXCÉDENT**

- 4.1 Si les paiements versés à la Saskatchewan, conformément à la présente entente spéciale, dépassent les montants auxquels la Saskatchewan a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures à la Saskatchewan.

## **5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE**

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres de la Saskatchewan relatifs aux dispositions de la présente entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et la Saskatchewan accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.

- 5.2 Le Canada accepte d'informer la Saskatchewan des résultats de toute vérification financière et de verser à la Saskatchewan, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui à la Saskatchewan. La Saskatchewan accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par elle au Canada.

## **ANNEXE 2**

# **ENTENTE SPÉCIALE CANADA – SASKATCHEWAN SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA LA MINORITÉ**

## **PLAN D'ACTION DE LA SASKATCHEWAN**

**2000 – 2001 À 2003 - 2004**

**TABLE DES MATIÈRES**

PLAN D'ACTION : MESURES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION 2000 - 2004 ..... 2

TABLEAU : MESURES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION 2000 - 2004 ..... 3

## PLAN D'ACTION : MESURES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION 2000 - 2004

ACTIVITÉS de la Division scolaire francophone #310	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	INVESTISSEMENTS PRÉVUS		
			Activités	Sask.	Canada
<b>1. Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> - Promotion. - Recrutement. - Partenariat et collaboration avec les conseils d'école. - Équivalence de la programmation académique. - Participation active des parents dans les projets éducatifs. - Projets éducatifs.	<b>1.</b> - Développer la crédibilité de la DSF. - Informer les ayants droit. - La collaboration entre les divers partenaires en éducation est établie et maintenue. - Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone. - Parents, personnel, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF et pour créer un rapprochement avec les intervenants.	<b>1.</b> - Niveau de satisfaction de la clientèle. - Nombre d'élèves en augmentation. - Des mécanismes de collaboration efficaces et permanents sont développés et implantés. - Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés. - Chaque école a son projet éducatif avec la participation des parents, du personnel et des élèves. - Niveau de participation.	Promotion	52 000 \$	40 000 \$
			Recrutement	15 500 \$	12 000 \$
			Partenariat	26 000 \$	20 000 \$
			Équivalence	144 270 \$	110 000 \$
			Participation des parents & Projets éducatifs	23 500 \$	18 000 \$
			<b>Total annuel (Activité #1)</b>	<b>261 270 \$</b>	<b>200 000 \$</b>
<b>2. Programmes et services:</b> - Excellence de la programmation. - Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie. - Préscolaire/prématernelle/maternelle. - Conseillers.ères en orientation. - Projets interprovinciaux. - Cours à distance. - Ressources multimédia.	<b>2.</b> - Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leurs besoins. - Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie. - Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants droit, assurant ainsi une francisation plus précoce. - La DSF offrira des services spécialisés à sa clientèle. (E.g. Orientation.) - Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones. - Offrir des cours à distance de soutien aux élèves et aux enseignant.e.s éloigné.e.s. - Les élèves ont accès aux ressources suggérées par le ministère de l'Éducation.	<b>2.</b> - Nombre de cours et de programmes spécialement conçus pour les élèves. - Nombre de programmes de francisation, d'intégration culturelle et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie offerts dans les écoles. - Niveau de satisfaction de la clientèle. - Nombre de programmes de préscolaire, prématernelle, et maternelle qui sont implantés. - Nombre d'étudiant.e.s qui s'expriment en français. - Niveau de satisfaction des élèves. - Nombre de projets inter-provinciaux qui sont élaborés et qui sont implantés dans les écoles fransaskoises. - Nombre d'élèves qui ont accès à des cours. - Les centres de ressources des écoles sont dotés d'un nombre de ressources.	Programmation	115 000 \$	115 000 \$
			Francisation, intégration, animation	1 593 926 \$	1 240 000 \$*
			Préscolaire, prématernel, maternel	195 000 \$	195 000 \$
			Orientation	95 500 \$	60 000 \$
			Projets Interprovinciaux	8 000 \$	8 000 \$
			Cours à distance	82 000 \$	82 000 \$
			Ressources multimédia	162 000 \$	100 000 \$
			<b>Total annuel (Activité #2)</b>	<b>2 251 426 \$</b>	<b>1 800 000 \$</b>
			<b>Total (#1 et #2) (2000-2004)</b>	<b>10 050 784 \$</b>	<b>8 100 000 \$</b>

\* Veuillez prendre note pour l'année fiscale 2003-04, le projet Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie est augmenté de 100 000 \$.

TABLEAU : MESURES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION 2000 - 2004

*Services spéciaux à la clientèle francophone*

	2000-01		2001-02		2002-03		2003-04		TOTAL	
	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada
<b>1. Activités de la Division scolaires francophone (DSF)</b>										
Promotion	52 000 \$	40 000 \$	52 000 \$	40 000 \$	52 000 \$	40 000 \$	52 000 \$	40 000 \$	52 000 \$	160 000 \$
Recrutement	15 500 \$	12 000 \$	15 500 \$	12 000 \$	15 500 \$	12 000 \$	15 500 \$	12 000 \$	15 500 \$	48 000 \$
Partenariat	26 000 \$	20 000 \$	26 000 \$	20 000 \$	26 000 \$	20 000 \$	26 000 \$	20 000 \$	26 000 \$	80 000 \$
Équivalence	144 270 \$	110 000 \$	144 270 \$	110 000 \$	144 270 \$	110 000 \$	144 270 \$	110 000 \$	144 270 \$	440 000 \$
Participation des parents et projets éducatifs	23 500 \$	18 000 \$	23 500 \$	18 000 \$	23 500 \$	18 000 \$	23 500 \$	18 000 \$	23 500 \$	72 000 \$
<b>Sous-total no.1</b>	<b>261 270 \$</b>	<b>200 000 \$</b>	<b>261 270 \$</b>	<b>200 000 \$</b>	<b>261 270 \$</b>	<b>200 000 \$</b>	<b>261 270 \$</b>	<b>200 000 \$</b>	<b>261 270 \$</b>	<b>800 000 \$</b>
									<b>1 045 080 \$</b>	
<b>2. Programmes et services de la DSF</b>										
Programmation	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$115 000	\$460 000	\$460 000
Francisation, intégration et animation culturelle	\$1 593 926	\$1 240 000	\$1 593 926	\$1 240 000	\$1 593 926	\$1 240 000	\$1 593 926	\$1 340 000	\$6 375 704	\$5 060 000
Préscolaire, prématernelle, maternelle	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$195 000	\$780 000	\$780 000
Orientation	\$95 500	\$60 000	\$95 500	\$60 000	\$95 500	\$60 000	\$95 500	\$60 000	\$382 000	\$240 000
Projets interprovinciaux	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$8 000	\$32 000	\$32 000
Cours à distance	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$82 000	\$328 000	\$328 000
Ressources multimédia	\$162 000	\$100 000	\$162 000	\$100 000	\$162 000	\$100 000	\$162 000	\$100 000	\$648 000	\$400 000
<b>Sous-total no.2</b>	<b>2 251 426 \$</b>	<b>1 800 000 \$</b>	<b>2 251 426 \$</b>	<b>1 800 000 \$</b>	<b>2 251 426 \$</b>	<b>1 800 000 \$</b>	<b>2 251 426 \$</b>	<b>1 900 000 \$</b>	<b>9 005 704 \$</b>	<b>7 300 000 \$</b>
	<b>2 512 696 \$</b>	<b>2 000 000 \$</b>	<b>2 512 696 \$</b>	<b>2 000 000 \$</b>	<b>2 512 696 \$</b>	<b>2 000 000 \$</b>	<b>2 512 696 \$</b>	<b>2 100 000 \$</b>	<b>10 050 784 \$</b>	<b>8 100 000 \$</b>

*pas exact!*

Corrections de  
Barbara

OK = Durrant  
4 mens  
14 heures

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA – SASKATCHEWAN**  
**SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA**  
**QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA LA MINORITÉ**

**2000 – 2001 À 2003 - 2004**



**ENTENTE SPÉCIALE CANADA - SASKATCHEWAN  
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES  
À LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT  
DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

**LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE** a été conclue en français et en anglais ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_ 2001.

**ENTRE :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci après appelée «Canada», représentée par la ministre du Patrimoine canadien

**ET :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE SASKATCHEWAN**, ci-après appelé «Saskatchewan», représenté par le ministre de l'Éducation de la Saskatchewan

**ATTENDU QUE** la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**ATTENDU QUE** l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient à la Saskatchewan de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'enseignement dans la langue de la minorité;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province ou territoire de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative de la Saskatchewan a adopté la *Loi sur l'éducation, 1995* permettant la mise en oeuvre de la gestion scolaire en français;

**ATTENDU QUE** la Ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**ATTENDU QUE** le Canada et la Saskatchewan ont antérieurement mis en oeuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire en français en Saskatchewan;

**ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions post-secondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

**EN CONSÉQUENCE**, la présente entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après :

## **I. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE**

- 1.1 La présente entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et la Saskatchewan en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Saskatchewan figurant à l'Annexe 2.

## **2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1 Sous réserve des dispositions de la clause 3.1 de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par la Saskatchewan pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises et d'enseignement postsecondaire en français décrits dans son plan d'action (Annexe 2), notamment :
- i) La mise en oeuvre par la Division scolaire francophone #310 de « services spéciaux à la clientèle francophone » tels qu'énumérés au paragraphe 1 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province;
  - ii) La mise en oeuvre par la Division scolaire francophone #310 des « programmes et services » tels qu'énumérés au paragraphe 2 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province.
- 2.2 Le plan d'action de la Saskatchewan qui figure à l'Annexe 2 comprend une description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle de la Saskatchewan.

## **3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la Saskatchewan pour la mise en oeuvre de son plan d'action (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moins de 10 millions de dollars (10 000 000 \$), dont 1 900 000 \$ ont été approuvés pour 1999-2000, et 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par la Saskatchewan, selon la répartition ci-après :

### Année financière

2000-2001 :	2 000 000 \$
2001-2002 :	2 000 000 \$
2002-2003 :	2 000 000 \$
2003-2004 :	2 100 000 \$

- 3.2 Le Canada et la Saskatchewan reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versé à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.
- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative de la Saskatchewan et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, la Saskatchewan s'engage à contribuer aux dépenses admissibles en vertu du plan d'action approuvé (décrit à l'Annexe 2), selon l'échéancier suivant. De plus, la Saskatchewan a approuvé une contribution de 2 512 696 \$ pour 1999-2000 :

#### Année financière

2000-2001 : 2 512 696 \$  
2001-2002 : 2 512 696 \$  
2002-2003 : 2 512 696 \$  
2003-2004 : 2 512 696 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par la province de la Saskatchewan, en vertu de l'article 3.3, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.5 La contribution prévue de la Saskatchewan doit également être en sus des contributions du Canada et de la Saskatchewan en vertu de *l'Entente Canada – Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde* ou de toute autre entente semblable entre le Canada et la Saskatchewan dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'entente spéciale se trouvent à l'Annexe 1 de la présente entente spéciale.

#### **4. DÉPENSES ADMISSIBLES**

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérées au paragraphe 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

#### **5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS**

- 5.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que les contributions mentionnées à la clause 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale prévue dans la présente entente spéciale.

#### **6. INFORMATION AU PUBLIC**

- 6.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que le texte de la présente entente spéciale et ses annexes seront mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 La Saskatchewan rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu ~~au paragraphe 1.3 de l'Annexe 1 de l'Entente Canada – Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde.~~ *à l'article*
- 6.3 La Saskatchewan présentera les renseignements mentionnés ~~au paragraphe 6.2 de la présente entente de la façon qu'elle juge comme étant la plus conforme à sa situation propre.~~ *à l'article* Si, de l'avis du Canada ou de la Saskatchewan, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et la Saskatchewan tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.

- 6.4 La Saskatchewan accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'elle fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués; les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux; et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. La Saskatchewan accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

## 7. DURÉE

- 7.1 La présente entente spéciale lie la Saskatchewan et le Canada pour la période commençant le 1er avril 2000 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par la Saskatchewan au cours de ladite période en fonction du plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## 8. MODIFICATION OU CESSATION

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit au paragraphe 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise; ~~et~~
  - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

## 9. ÉVALUATION

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la Division scolaire francophone #310 à participer à cette rencontre.
- 9.2 La Saskatchewan convient de fournir au Canada un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2), y compris une évaluation des résultats atteints. Ce rapport doit être fourni au plus tard le 31 décembre 2004. x

## **10. CONSULTATIONS**

- 10.1 La Saskatchewan continuera de consulter en particulier la Division scolaire francophone #310, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.

## **11. PARTENARIAT**

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et la Saskatchewan.

## **12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA SASKATCHEWAN**

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative de la Saskatchewan ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

## **13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT**

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

## **14. RESPONSABILITÉS DU CANADA**

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, mêmes mortelles, ni des dommages matériels subis par la Saskatchewan ou qui que ce soit d'autre à l'occasion de l'exécution de la présente entente par la Saskatchewan, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du gouvernement du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

## **15. INDEMNISATION**

- 15.1 La Saskatchewan devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou supposément attribuables à la Saskatchewan ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

## 16. COMMUNICATION

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

La ministre du Patrimoine canadien  
Patrimoine canadien  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée à la Saskatchewan concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Le ministre de l'Éducation  
Gouvernement de la Saskatchewan  
Édifice Législatif, bureau 340  
Regina (Saskatchewan)  
S4S 0B3

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

## 17. ANNEXES

- 17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente spéciale :

Annexe 1 - Modalités et conditions administratives;  
Annexe 2 - Plan d'action de la Saskatchewan.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

**AU NOM DU CANADA**

**AU NOM DU DE LA SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin

## ANNEXE 1

# ENTENTE SPÉCIALE CANADA - SASKATCHEWAN SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ

## MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

### 1. MODALITÉS DE PAIEMENTS

1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser à la Saskatchewan la contribution mentionnée à ~~la clause 3~~ de la présente entente spéciale de la façon suivante : *l'article*

- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente entente spéciale et l'acceptation par le Canada du plan d'action;
- b) pour chaque exercice subséquent, le premier versement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation d'un rapport d'activités détaillé au sujet des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du plan d'action pour l'exercice précédent et au besoin, d'un plan d'action mis à jour, à condition que les exigences pour les versements précédents aient été remplies;
- c) pour chaque exercice de la présente entente spéciale, le second paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
  - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada à la Saskatchewan pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
  - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire. *provincial*
  - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.

1.2 En plus des états financiers mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004. *à l'article*



- 1.3 Les montants à payer par le Canada à la Saskatchewan conformément à la présente entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente spéciale et que la Saskatchewan ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

## 2. TRANSFERTS

- 2.1 La Saskatchewan pourra transférer des fonds entre les <sup>objectifs</sup>activités du plan d'action (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action. La Saskatchewan devra présenter une demande en ce sens au Canada avant le 15 février de l'exercice financier visé.

## 3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS

- 3.1 Aux fins de la présente entente spéciale, la Saskatchewan présentera des états financiers au Canada certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par la Saskatchewan et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers mentionnés à l'article 1 de la présente Annexe, sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par la Saskatchewan à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action (Annexe 2). X
- 3.3 Les rapports d'activités mentionnés à <sup>l'article</sup>~~la clause~~ 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## 4. EXCÉDENT

- 4.1 Si les paiements versés à la Saskatchewan, conformément à la présente entente spéciale, dépassent les montants auxquels la Saskatchewan a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures à la Saskatchewan.

## 5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres de la Saskatchewan relatifs aux dispositions de la présente entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et la Saskatchewan accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.

- 5.2 Le Canada accepte d'informer la Saskatchewan des résultats de toute vérification financière et de verser à la Saskatchewan, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui à la Saskatchewan. La Saskatchewan accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par elle au Canada.

Corrections  
par Barbara Peron

**CANADA – SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT  
ON INVESTMENT MEASURES FOR QUALITY EDUCATION  
IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

**2000 – 2001 TO 2003 - 2004**

## CANADA - SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY

THIS SPECIAL AGREEMENT was made on this \_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 2001.

**BETWEEN:** **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF  
CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented  
by the Minister of Canadian Heritage,

**AND:** **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF  
SASKATCHEWAN**, hereinafter referred to as  
"Saskatchewan", represented by the Minister of Education  
of Saskatchewan.

**WHEREAS** the *Constitution of Canada*, and more particularly the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, as well as the *Official Languages Act*, recognize that French and English are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**WHEREAS** education is a provincial jurisdiction and it is the responsibility of Saskatchewan to determine the objectives, define the contents, set the priorities and make the evaluation of its minority-language educational programs;

**WHEREAS** section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province or territory to have their children educated in their own language where numbers warrant;

**WHEREAS** the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

**WHEREAS** the Legislative Assembly of Saskatchewan has adopted the School Amendment Act, 1995 *italicize* which provides for the implementation of Francophone school governance;

**WHEREAS** the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the *Official Languages Act*, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official language minority communities education in their own language;

**WHEREAS** Canada and Saskatchewan have previously implemented a Special Agreement that resulted in the establishment of Francophone school governance in Saskatchewan;

**WHEREAS** Canada has approved a new series of Special Measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

**NOW THEREFORE**, this Special Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows:

000

## 1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT

- 1.1 The purpose of this Special Agreement is to establish a framework for cooperation between Canada and Saskatchewan for the purpose of enhancing the quality of the education programs in the minority language, pursuant to the Saskatchewan Action Plan appearing in Schedule 2.

## 2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION

- 2.1 Subject to the provisions of clause 3.1 of this Special Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Saskatchewan in order to achieve the objectives related to French-language school governance and French post-secondary education described in its Action Plan (Schedule 2), including:
- i) ~~The~~ implementation of "special services for Francophones" by the Francophone School Division #310 as outlined in the provincial Action Plan (see paragraph 1, Activities column); *and*
  - ii) ~~The~~ implementation of programs and services by the Francophone School Division #310 as outlined in the provincial Action Plan (see paragraph 2 of the Activities column).
- 2.2 Saskatchewan's Action Plan appearing in Schedule 2 to this Agreement includes a description of the activities to be undertaken, the desired outcomes and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of ~~Canada's~~ *Saskatchewan's* respective contributions. *the of Canada and Saskatchewan*

## 3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of the current and forecasted budgetary levels for the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Saskatchewan for the implementation of its Action Plan (Schedule 2) for the purposes described in clause 2, the lesser of ten million dollars (\$10,000,000), of which \$1,900,000 was approved for 1999-2000, and 50 per cent of the total eligible expenditures made by Saskatchewan, according to the following schedule:

### Fiscal year

2000-2001	\$2,000,000
2001-2002	\$2,000,000
2002-2003	\$2,000,000
2003-2004	\$2,100,000

- 3.2 Canada and Saskatchewan recognize that Canada's contribution provided in a particular fiscal year shall be paid to support measures that are implemented during the provincial school year.
- 3.3 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Saskatchewan and the maintenance of the current spending levels budgeted for the Department of Education, Saskatchewan agrees to contribute to the eligible expenditures under the approved Action Plan (described in Schedule 2), in accordance with the following schedule. *As well, Saskatchewan has approved a contribution of \$2,512,696 for 1999-2000.* *Add space*

Fiscal year

2000-2001	\$ 2,512,696
2001-2002	\$ 2,512,696
2002-2003	\$ 2,512,696
2003-2004	\$ 2,512,696

- 3.4 The financial assistance allocated by the province of Saskatchewan under ~~section~~ <sup>Clause</sup> 3.3 is in addition to the funds normally granted in the context of the School Funding Program and the regular increases pertaining thereto.
- 3.5 The budgeted <sup>Saskatchewan</sup> contribution shall also be in addition to Canada's and Saskatchewan's contributions under the *Canada - Saskatchewan Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* or any other similar agreement between Canada and Saskatchewan regarding French-language education.
- 3.6 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Special Agreement are in Schedule 1 to this Special Agreement.

**4. ELIGIBLE EXPENDITURES**

- 4.1 For the purposes of this Agreement, the eligible expenditures for each activity listed in Clause 2.1 may ~~include~~ <sup>and</sup> include, among others, salaries and benefits, professional fees, administrative fees, costs associated with purchasing or renting essential material and equipment, with producing and acquiring pedagogical materials and with training.

**5. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES**

- 5.1 Canada and Saskatchewan agree that the contributions referred to in Clause 3 apply only to the activities described in the Saskatchewan Action Plan (Schedule 2) and in accordance with the federal and provincial ~~budget allocation~~ <sup>budgetary breakdowns provided for</sup> in this Special Agreement. x

**6. PUBLIC ~~ACKNOWLEDGEMENT~~ <sup>INFORMATION</sup>**

- 6.1 Canada and Saskatchewan agree that the text of this Special Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 6.2 Saskatchewan shall make public an annual report on the activities carried out and the results achieved as part of its Action Plan (Schedule 2). This report shall be made public in conjunction with the annual report referred to in Clause 1.3 of Schedule 1 to the *Canada - Saskatchewan Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction*. Add space
- 6.3 Saskatchewan shall provide the information referred to in Clause 6.2 of this Agreement in the manner it considers to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in the opinion of Canada or Saskatchewan, to clarify the information provided, Canada and Saskatchewan will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.

- 6.4 Saskatchewan agrees to give recognition of Canada's participation when conducting publicity for all programs and activities for which financial assistance was provided by Canada. For the purpose of this Agreement, publicity includes, without being limited to news releases, reports of provincial government departments or agencies, and correspondence with educational institutions. Saskatchewan agrees to provide Canada with samples of these different kinds of publicity annually.
- under this Agreement*

## 7. DURATION

- 7.1 This Special Agreement between Saskatchewan and Canada is valid for the period commencing April 1, 2000 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the present provisions shall cover only the activities conducted and the expenditures made by Saskatchewan during the said period in carrying out of its Action Plan (Schedule 2)

## 8. AMENDMENT AND TERMINATION

- 8.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Agreement or terminate it during the term of the Agreement.
- 8.2 Either party may terminate this Agreement at the end of any fiscal year by giving notice in writing to the other party at least one full fiscal year in advance.
- 8.3 Upon receipt of such a notice as described in Clause 8.2:
- a) no new measure shall be undertaken; and
  - b) the existing measures shall terminate as of the date provided for in this notice and no expenditure shall be made after the date of expiration of the Agreement.

## 9. EVALUATION

- 9.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Special Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the Francophone School Division #310 to participate in this meeting.
- 9.2 Saskatchewan agrees to provide to Canada a final detailed report on the activities undertaken within the framework of its action plan (Schedule 2), including an evaluation of the results achieved. This report shall be submitted by December 31, 2004 at the latest.
- add space*
- date on same line*

## 10. CONSULTATIONS

- 10.1 Saskatchewan will continue to consult in particular the Francophone School Division #310, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs envisaged under this Special Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Special Agreement.
- add space*

## **11. PARTNERSHIP**

- 11.1 The parties acknowledge that this Special Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Saskatchewan.

## **12. MEMBERS OF THE HOUSE OF COMMONS, THE SENATE AND THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF SASKATCHEWAN**

- 12.1 No member of the House of Commons, the Senate or the Legislative Assembly of Saskatchewan may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom.

## **13. OFFICIALS AND EMPLOYEES OF THE GOVERNMENT**

- 13.1 No official or employee of the Government of Canada may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom without the consent in writing of the Minister to whom the official or employee reports.

## **14. LIABILITY OF CANADA**

- 14.1 Canada is not liable for any injury, including fatal injury, or material damage suffered by Saskatchewan or anyone else as a result of the implementation of this Agreement by Saskatchewan unless such injuries or damages are attributable to the fault of an employee or agent of Government of Canada in the course of his or her duties.

## **15. INDEMNIFICATION**

- 15.1 Saskatchewan shall indemnify Canada and the Minister of Canadian Heritage and their servants or agents and release them from any liability for and against all claims, losses, damages, costs and expenses related to any injury or death of a person, or loss or damage to property caused or alleged to be caused by Saskatchewan or its servants or agents carrying out the activities described in this Agreement.

## **16. COMMUNICATIONS**

- 16.1 Any notice concerning this Special Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage  
Canadian Heritage  
Ottawa, Ontario  
K1A 0M5

- 16.2 Any notice concerning this Special Agreement intended for Saskatchewan shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education  
Government of Saskatchewan  
Legislative Building, Room 340  
Regina, Saskatchewan  
S4S 0B3



- 16.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

## **17. SCHEDULES**

- 17.1 The schedules attached hereto are an integral part of this Special Agreement:

Schedule 1 - Administrative Terms and Conditions;  
Schedule 2 - Saskatchewan Action Plan.

**IN WITNESS WHEREOF**, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

**ON BEHALF OF CANADA**

**ON BEHALF OF SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Minister of Canadian Heritage

\_\_\_\_\_  
Minister of Education ~~of Saskatchewan~~

X

\_\_\_\_\_  
Witness

\_\_\_\_\_  
Witness

## SCHEDULE 1

### CANADA - SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY

#### ADMINISTRATIVE TERMS AND CONDITIONS

#### 1. PAYMENT

1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Saskatchewan the contribution referred to in clause 3 of this Special Agreement, as follows:

- a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Special Agreement;  
*and acceptance of the Action Plan (I don't have this in mine. You may want to check others)*
- b) *x* in each subsequent fiscal year, the first payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution for that year, will be paid subject to the receipt and acceptance of an updated Action Plan, where necessary, and on the condition that the requirement for the previous payments have been met;
- c) in each fiscal year of this Special Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
  - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Saskatchewan for the preceding year, *if applicable; except for the first year of the Agreement;*
  - (ii) of an interim certified financial statement *in relation to Canada's contribution to Saskatchewan during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to the end of the school year; provincial.*
  - (iii) of detailed report on the activities conducted under the Action Plan (Schedule 2) in the preceding year, except for the first year of the Agreement.

*demonstrating the actual expenditures made by*

1.2 In addition to the financial statements referred to in Clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Saskatchewan during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be presented to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004. *x*

1.3 The amount payable by Canada to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in Clause 1.1 of this Schedule, provided that the information presented in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Special Agreement and that Saskatchewan has responded to any questions raised by Canada, where applicable. *x*

## 2. TRANSFERS

- 2.1 Saskatchewan may transfer funds among the objectives of the Action Plan with the authorization in writing of Canada, provided that these transfers do not call into question the achievement of the results set out in the Action Plan. ~~(Schedule 2)~~. Saskatchewan shall submit the appropriate request to Canada before February 15 of the fiscal year in question.

## 3. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS AND ACTIVITY REPORTS

- 3.1 For the purposes of this Special Agreement, Saskatchewan will submit financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Saskatchewan and agreed to by Canada.
- 3.2 For the purposes of this Special Agreement, the financial statements referred to in Clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Saskatchewan in regard to the activities funded within the framework of this Special Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the Action Plan (Schedule 2). *X* *add space*
- 3.3 The activities reports referred to in Clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities carried out within the framework of the Action Plan (Schedule 2) ~~and of the ensuing outcomes.~~ *X* *X*

## 4. OVERPAYMENT

- 4.1 Should the payments made to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement exceed the amounts to which Saskatchewan is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Saskatchewan. *add space*

## 5. FINANCIAL AUDIT

- 5.1 Canada reserves the right to audit Saskatchewan's accounts and records pertaining to the provisions of this Special Agreement, or to have them audited, for the purpose of ensuring that these provisions are being fulfilled, and Saskatchewan agrees to make available to the auditors any book, record or information they may require. The scope and extent of the financial audits, and the time selected to perform them, shall be established by Canada and, where applicable, these audits may be conducted by officials of the Department of Canadian Heritage or their agents. *X add space*
- 5.2 Canada agrees to inform Saskatchewan of the results of any financial audit and to pay Saskatchewan, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Saskatchewan. Saskatchewan agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.



Notes



"Barraud, Willy EDO" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 02/22/2001  
05:26:16 PM

Pour : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc :  
Objet : FW: Plan d'action de la Sask

---

Marion,  
Tu trouveras ci-joint les dernières versions, française, et anglaises, du  
plan d'action de la Saskatchewan et du préambule.  
Willy J. Barraud  
<<Ang special measures.doc>> <<Ang-fl1 Plan d'action quinquenal.doc>>  
<<Ang-fl2 Plan d'action quinquenal.doc>> <<Ang-Supp\_fds\_ Plan d'action  
quinquenal.doc>> <<Fr Mesures speciales.doc>> <<Fr-Fds supp\_ Plan  
d'action.doc>> <<Fr-fl1 Plan d'action.doc>> <<Fr-fl2 Plan d'action.doc>>  
<<Lemoine re Sask Plan d'action.doc>> <<Preamble du plan d'action.doc>>  
<<Preamble Saskatchewan s action plan.doc>> <<Tableau budgtaire L0E.doc>>

> -----Original Message-----  
> From: Leibel, Brigitte EDO On Behalf Of Archambault, Rene EDO  
> Sent: Wednesday, February 21, 2001 4:12 PM  
> To: 'hilaire\_lemoine@pch.gc.ca'  
> Cc: 'lise\_toupin@pch.gc.ca'  
> Subject: Plan d'action de la Sask

> Bonjour,  
> Veuillez trouver ci-joint une lettre en anglais et en français pour  
> accompagnée le plan d'action de la Saskatchewan.

> L'original vous parviendra par la poste.

> <<Lemoine re Sask Plan d'action.doc>>

> de la part de René Archambault  
> Directeur général, BML0



- Ang special measures.doc ✓



- Ang-fl1 Plan d'action quinquenal.doc



- Ang-fl2 Plan d'action quinquenal.doc










- Ang-Supp\_fds\_ Plan d'action quinquenal.doc



- Fr Mesures speciales.doc ✓



- Fr-Fds supp\_ Plan d'action.doc

-  - Fr-fl1 Plan d'action.doc
-  - Fr-fl2 Plan d'action.doc
-  - Lemoine re Sask Plan d'action.doc
-  - Preamble du plan d action.doc
-  - Preamble Saskatchewan s action plan.doc
-  - Tableau budgtaire LOE.doc
-  - Lemoine re Sask Plan d'action.doc



February 21, 2001

Mr. Hilaire Lemoine  
Executive Director  
Official Languages Programs  
Heritage Canada  
15 Eddy Street  
HULL PQ K1A 0M5

Dear Mr. Lemoine :

Further to the negotiations that have taken place between our two governments, I am submitting the Action Plan for the Province of Saskatchewan with respect to official languages in education. The Action Plan is an addendum and completes the Bilateral Agreement for French as a first-language and French as a second-language education, as well as the Special Agreement on Investment Measures for Quality Education in the Language of the Minority.

The Action Plan contains the province's request for funding for French as a first-language and French as a second-language at the K to 12 level, and at the post-secondary level. It includes more specifically a request for the Francophone School Division and for supplementary funds. Notwithstanding that the Action Plan is a multi-year plan, the province recognizes that supplementary funds are approved on an annual basis.

I am hopeful that this request will be expedited as quickly as possible and I thank you for the interest that you bring to this initiative.

Sincerely,



René Archambault  
Executive Director

le 21 février 2001

M. Hilaire Lemoine  
Directeur général  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
15, rue Eddy  
HULL PQ K1A 0M5

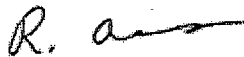
Monsieur,

À la suite des négociations entre nos deux gouvernements, je vous sou mets le plan d'action de la province de la Saskatchewan en matière de langues officielles en éducation. Le plan d'action s'ajoute à l'entente bilatérale générale pour le français langue première et le français langue seconde en éducation, et à l'entente spéciale pour les mesures d'investissement relatives à la qualité de l'enseignement dans la langue de la minorité, et vient les compléter.

Le plan d'action contient les demandes de la province pour le français langue première et le français langue seconde de la maternelle à la 12e année, et le postsecondaire. Il inclut aussi plus spécifiquement une demande pour la Division scolaire francophone et une demande de fonds supplémentaires. Quoique le plan d'action soit pluri-annuel, la province reconnaît que, selon l'entente bilatérale, les fonds supplémentaires identifiés pour trois ans dans le plan d'action sont sujets à une approbation annuelle.

Je souhaite que cette demande puisse être traitée dans les plus brefs délais et je vous remercie pour l'intérêt que vous porterez à ce dossier.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



René Archambault  
Directeur général

**ANNEXE B**

**PLAN D'ACTION**

**MESURES SPÉCIALES EN ÉDUCATION**

Province de la Saskatchewan

2000 - 2004

## PLAN D'ACTION : MESURES SPÉCIALES EN ÉDUCATION 2000 - 2004

ACTIVITÉS de la Division scolaire francophone #310	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	INVESTISSEMENTS PRÉVUS		
			Activités	Sask.	Canada
<b>1. Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> - Promotion. - Recrutement. - Partenariat et collaboration avec les conseils d'école. - Équivalence de la programmation académique. - Participation active des parents dans les projets éducatifs. - Projets éducatifs.	<b>1.</b> - Développer la crédibilité de la DSF. - Informer les ayants droit. - La collaboration entre les divers partenaires en éducation est établie et maintenue. - Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone. - Parents, personnel, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF et pour créer un rapprochement avec les intervenants.	<b>1.</b> - Niveau de satisfaction de la clientèle. - Nombre d'élèves en augmentation. - Des mécanismes de collaboration efficaces et permanents sont développer et implanter. - Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés. - Chaque école à son projet éducatif avec la participation des parents, du personnel et des élèves. - Niveau de participation.	Promotion	52 000 \$	40 000 \$
			Recrutement	15 500 \$	12 000 \$
			Partenariat	26 000 \$	20 000 \$
			Équivalence	144 270 \$	110 000 \$
			Participation des parents & Projets éducatifs	23 500 \$	18 000 \$
			<b>Total annuel (Activité #1)</b>	<b>261 270 \$</b>	<b>200 000 \$</b>
<b>2. Programmes et services:</b> - Excellence de la programmation. - Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie. - Préscolaire/prématernelle/maternelle. - Conseillers.ères en orientation. - Projets interprovinciaux. - Cours à distance. - Ressources multimédia.	<b>2.</b> - Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leur besoins. - Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogue. - Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants droit, assurant ainsi une francisation plus précoce. - La DSF offrira des services spécialisés à sa clientèle. E.g. Orientation. - Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones. - Offrir des cours à distance de soutien aux élèves et aux enseignant.e.s éloigné.e.s. - Les élèves ont accès aux ressources suggérés par le ministère de l'Éducation.	<b>2.</b> - Nombre de cours et de programmes spécialement conçus pour les élèves. - Nombre de programmes de francisation, d'intégration culturelle et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie offerts dans les écoles. - Niveau de satisfactions de la clientèle. - Nombre de programmes de préscolaires, prématernelles, et maternelles qui sont implantés. - Nombre d' étudiant.e.s qui s'expriment en français. - Niveau de satisfaction des élèves. - Nombre de projets inter-provinciaux qui sont élaborés et qui sont implantés dans les écoles fransaskoises. - Nombre d'élèves qui ont accès à des cours. - Les centres de ressources des écoles sont dotés d'un nombre de ressources.	Programmation	115 000 \$	115 000 \$
			Francisation, intégration, animation	1 593 926 \$	1 240 000 \$*
			Préscolaire, prématernel, maternel	195 000 \$	195 000 \$
			Orientation	95 500 \$	60 000 \$
			Projets Interprovinciaux	8 000 \$	8 000 \$
			Cours à distance	82 000 \$	82 000 \$
			Ressources multimédia	162 000 \$	100 000 \$
			<b>Total annuel (Activité #2)</b>	<b>2 251 426 \$</b>	<b>1 800 000 \$</b>
			<b>Total (2000-2004)</b>	<b>10 050 784 \$</b>	<b>8 100 000 \$</b>


\* Veuillez prendre que pour l'année fiscale 2003-04 le projet Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie est augmenté de 100 000 \$.

000080

# ACTION PLAN : SPECIAL MEASURES IN EDUCATION 2000 - 2004

ACTIVITIES Francophone school division #310	DESIRED OUTCOMES	PERFORMANCE INDICATORS	EXPECTED INVESTMENT		
			Activities	Sask.	Canada
<b>1. Special services for francophones</b> - Promotion. - Recruitment. - Partnerships and collaboration with school councils. - Equivalency in academic programs. - Active participation of parents in the "Education project". - Education projects.	<b>1.</b> - Establish the credibility of the DSF #310. - The right holders are informed. - Collaboration amongst the partners in education is established and maintained. - Insure equivalling in the educational services offered to the francophone clientele. - Parents, staff and students work together to improve education in the DSF #310.	<b>1.</b> - Level of satisfaction of the clientele. - Number of students increases. - Collaborative mechanisms are developed and implemented. - Equivalent services are offered. - Each school has a "Projet éducatif" in which parents, staff and students participate. - Level of participation.	Promotion	\$52,000	\$40,000
			Recruitment	\$15,500	\$12,000
			Partnerships	\$26,000	\$20,000
			Equivalency	\$144,270	\$110,000
			Participation of parents & Education projects	\$23,500	\$18,000
			<b>Yearly total (Activity #1)</b>	<b>\$261,270</b>	<b>\$200,000</b>
<b>2. Programs and services</b> - Excellence in programs. - Francisation, cultural animation and integration, and special education. - Pre-school, pre-kindergarten and kindergarten. - Guidance counselors. - Inter-provincial projects. - Distance education courses. - Multimedia resources.	<b>2.</b> - Students receive an education recognized for its excellence and adapted to their needs. - Offer francisation, cultural integration and animation programs and offer special education services. - Pre-school, pre-kindergarten and kindergarten programs are offered to the francophone children in order to insure early language and culture recuperation. - The DSF #310 offers special services to its clientele e.g.: guidance. - The provinces collaborate on various projects for francophone students. - Distance education courses are offered to the students and teachers who are at a distance from a school. - Students have access to resources recommended by Saskatchewan Education.	<b>2.</b> - Number of courses and programs developed specifically for them. - Number of francisation, cultural integration and animation programs, and special education services offered in schools. - Level of clients satisfaction. - Number of pre-school, pre-kindergarten and kindergarten programs that are implemented. - Level of students satisfaction. - Number of inter-provincial projects developed and implemented in the schools. - Number of students having access to more courses. - Resources centers are updated and refurbished.	Programs	\$115,000	\$115,000
			Francisation, integration, animation, ...	\$1,593,926	\$1,240,000*
			Preschool, Pre-kinder. Kindergarten	\$195,000	\$195,000
			Guidance	\$95,500	\$60,000
			Inter-provincial projects	\$8,000	\$8,000
			Distance education	\$82,000	\$82,000
			Multimedia resources	\$162,000	\$100,000
			<b>Yearly total (Activity #2)</b>	<b>\$2,251,426</b>	<b>\$1,800,000</b>
			<b>Total (2000 - 2004)</b>	<b>\$10,050,784</b>	<b>\$8,100,000</b>


\* Please note that for the 2003-04 fiscal year the project Francisation, cultural animation and integration, and special education is increased by \$100,000.



Marion Menard  
02/21/2001 11:01 AM

Pour : "Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>

cc :

Objet : Réf. : Approbation de l'arrêté ministériel 

Merci de l'information. Je te donne des nouvelles très bientôt.




"Barraud, Willy EDO" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 02/21/2001  
10:58:40 AM

Pour : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : "Archambault, Rene EDO" <Rene.Archambault@sasked.gov.sk.ca>  
Objet : Approbation de l'arrêté ministériel


---

Marion,  
Juste pour ton information, le gouvernement de la Saskatchewan vient  
d'approuver l'arrêté ministériel concernant les deux ententes  
Saskatchewan-Canada.  
Bonne journée.

Willy J. Barraud


 Hilaire Lemoine  
02/16/2001 06:37 PM

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Paula Doyon@PCH, Marion  
Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Racine Denis, Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH,  
Sylvie Bergeron/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Élise Hockman/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Réf. : Communication/Ententes LOE en Saskatchewan 

On voudra respecter les vœux de la province; ce qui ne nous empêche aucunement de faire notre propre promotion.

Hilaire  
Lise Toupin

 Lise Toupin  
16/02/2001 12:43

Pour : Hilaire Lemoine@PCH, Yvan Dery  
cc : Paula Doyon@PCH, Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Denis Racine, Chantal Alarie, Sylvie  
Bergeron, Élise Hockman/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Communication/Ententes LOE en Saskatchewan

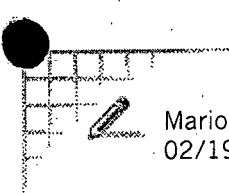
Lors de notre appel de ce matin avec le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan, celui-ci a fait part de l'approche souhaitée par la province en terme de communication suite à la signature des ententes LOE (bilatérale et Mesures spéciales). Aucun communiqué serait émis par la province et aucun intérêt pour un communiqué conjoint. La province laisse le soin à PCH d'émettre son propre communiqué s'il le désire.

La province pourrait toutefois avisé par lettre les principaux intervenants concernés, incluant la SRC.

Commentaires, réactions...

Merci





Marion Menard  
02/19/2001 09:37 AM

Pour : "Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH

Objet : Ententes LOE

Bonjour Willy,

1. Voici les ententes en éducation (régulière et spéciale) avec les modifications apportées depuis la version du 19 décembre dernier. Les changements apparaissent en rouge.
2. IMPORTANT : Nous avons omis lors de la conférence téléphonique de vendredi dernier de vous demander de séparer les sommes attribuées pour l'éducation post-secondaire dans votre plan d'action. Est-ce que c'est possible d'apporter cette modification ?

Merci de ton aide

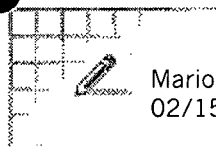
Marion





Notes

3



Marion Menard  
02/15/2001 05:16 PM

Pour : Rene.Archambault@sasked.gov.sk.ca  
cc : "Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>, Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH,  
Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet: Plan d'action LOE

Bonjour René,

Voici la proposition d'un nouveau format pour les plans d'action, telle que discutée avec Lise Toupin plus tôt aujourd'hui.

Marion Ménard  
819-953-8764



**ANNEXE B**

**PLAN D'ACTION**

**MESURES SPÉCIALES EN ÉDUCATION**

Province de la Saskatchewan

2000 - 2004

*Proposition d'un nouveau  
format à la province  
(15 février 2001)*

# PLAN D'ACTION : MESURES SPÉCIALES EN ÉDUCATION 2000 - 2004

ACTIVITÉS de la Division scolaire francophone #310	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	INVESTISSEMENTS PRÉVUS		
			Activités	Sask.	nada
<b>1. Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> - Promotion. - Recrutement. - Partenariat et collaboration avec les conseils d'école. - Équivalence de la programmation académique. - Participation active des parents dans les projets éducatifs. - Projets éducatifs.	<b>1.</b> - Développer la crédibilité de la DSF. - Informer les ayants droit. - La collaboration entre les divers partenaires en éducation est établie et maintenue. - Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone. - Parents, personnel, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF et pour créer un rapprochement avec les intervenants.	<b>1.</b> - Niveau de satisfaction de la clientèle. - Nombre d'élèves en augmentation. - Des mécanismes de collaboration efficaces et permanents sont développer et implanter. - Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés. - Chaque école à son projet éducatif avec la participation des parents, du personnel et des élèves. - Niveau de participation.	Promotion	à confirmer	40 000 \$
			Recrutement	à confirmer	12 000 \$
			Partenariat	à confirmer	20 000 \$
			Équivalence et participation des parents	à confirmer	110 000 \$
			Projets éducatifs	à confirmer	18 000 \$
			<b>Total annuel (Activité #1)</b>	<b>261 270 \$</b>	<b>200 000 \$</b>
<b>2. Programmes et services:</b> - Excellence de la programmation. - Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie. - Préscolaire/prématernelle/maternelle. - Conseillers.ères en orientation. - Projets interprovinciaux. - Cours à distance. - Ressources multimédia.	<b>2.</b> - Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leur besoins. - Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogue. - Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants droit, assurant ainsi une francisation plus précoce. - La DSF offrira des services spécialisés à sa clientèle. E.g. Orientation. - Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones. - Offrir des cours à distance de soutien aux élèves et aux enseignant.e.s éloigné.e.s. - Les élèves ont accès aux ressources suggérés par le ministère de l'Éducation.	<b>2.</b> - Nombre de cours et de programmes spécialement conçus pour les élèves. - Nombre de programmes de francisation, d'intégration culturelle et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie offerts dans les écoles. - Niveau de satisfactions de la clientèle. - Nombre de programmes de préscolaires, prématernelles, et maternelles qui sont implantés. - Nombre d'étudiant.e.s qui s'expriment en français. - Niveau de satisfaction des élèves. - Nombre de projets inter-provinciaux qui sont élaborés et qui sont implantés dans les écoles fransaskoises. - Nombre d'élèves qui ont accès à des cours. - Les centres de ressources des écoles sont dotés d'un nombre de ressources.	Programmation	à confirmer	115 000 \$
			Francisation, intégration, animation	à confirmer	1 240 000\$*
			Préscolaire, prématernel, maternel	à confirmer	195 000 \$
			Orientation	à confirmer	60 000 \$
			Projets interprovinciaux	à confirmer	8 000 \$
			Cours à distance	à confirmer	82 000 \$
			Ressources multimédia	à confirmer	100 000 \$
			<b>Total annuel (Activité #2)</b>	<b>2 251 426 \$</b>	<b>1 800 000 \$</b>
			<b>Total 2000-2004</b>	<b>10 050 784 \$</b>	<b>8 100 000 \$</b>

\* Veuillez prendre que pour l'année fiscale 2003-04 le projet Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie est augmenté de 100 000 \$.

Reunion de Travail  
du 14/02/01

---

---

Participants : Jise Toupin + Marion Hénard  
- Révision du Plan d'action de la Saskatchewan  
LOE + Mesures spéciales

Années

Mesures spéciales

ACTIVITÉS de la Division scolaire francophone #310	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	INVESTISSEMENT PRÉ
<b>1. Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion.</li> <li>- Recrutement.</li> <li>- Partenariat et collaboration avec les conseils d'école.</li> <li>- Équivalence de la programmation académique.</li> <li>- Participation active des parents dans les projets éducatifs.</li> <li>- Projets éducatifs.</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la crédibilité de la DSF.</li> <li>- Informer les ayants droit.</li> <li>- La collaboration entre les divers partenaires en éducation est établie et maintenue.</li> <li>- Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone.</li> <li>- Parents, personnel, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF et pour créer un rapprochement avec les intervenants.</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau de satisfaction de la clientèle.</li> <li>- Nombre d'élèves en augmentation.</li> <li>- Des mécanismes de collaboration efficaces et permanents sont développer et implanter.</li> <li>- Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés.</li> <li>- Chaque école à son projet éducatif avec la participation des parents, du personnel et des élèves.</li> <li>- Niveau de participation.</li> </ul>	<p><u>Base annuelle</u></p> <p>Contribution provinciale 261 270 \$ <u>Justifier</u></p> <p>Contribution fédérale 200 000 \$</p> <p><b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b></p> <p>Contribution provinciale 1 045 080 \$</p> <p>Contribution fédérale 800 000 \$</p> <p>Détails des contributions fédérales de 2000 à 04*:</p> <p>Promotion : 40 000 \$</p> <p>Recrutement : 12 000 \$</p> <p>Partenariat : 20 000 \$</p> <p>Équivalence : 110 000 \$</p> <p>Participation des parents et Projets éducatifs : 18 000 \$</p>
<b>2. Programmes et services:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Excellence de la programmation.</li> <li>- Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie.</li> <li>- Préscolaire/prématernelle/maternelle.</li> <li>- Conseillers.ères en orientation.</li> <li>- Projets interprovinciaux.</li> <li>- Cours à distance.</li> <li>- Ressources multimédia.</li> </ul>	<b>2.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leur besoins.</li> <li>- Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogue.</li> <li>- Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants droit, assurant ainsi une francisation plus précoce.</li> <li>- La DSF offrira des services spécialisés à sa clientèle. E.g. Orientation.</li> <li>- Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones.</li> <li>- Offrir des cours à distance de soutien aux élèves et aux enseignant.e.s éloigné.e.s.</li> <li>- Les élèves ont accès aux ressources suggérés par le ministère de l'Éducation.</li> </ul>	<b>2.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de cours et de programmes spécialement conçus pour les élèves.</li> <li>- Nombre de programmes de francisation, d'intégration culturelle et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie offerts dans les écoles.</li> <li>- Niveau de satisfactions de la clientèle.</li> <li>- Nombre de programmes de préscolaires, prématernelles, et maternelles qui sont implantés.</li> <li>- Nombre d'étudiant.e.s qui s'expriment en français.</li> <li>- Niveau de satisfaction des élèves.</li> <li>- Nombre de projets inter-provinciaux qui sont élaborés et qui sont implantés dans les écoles fransaskoises.</li> <li>- Nombre d'élèves qui ont accès à des cours.</li> <li>- Les centres de ressources des écoles sont dotés d'un nombre de ressources.</li> </ul>	<p><u>Base annuelle</u></p> <p>Contribution provinciale 2 251 426 \$</p> <p>Contribution fédérale 00-01: 1 800 000 \$</p> <p>Contribution fédérale 01-02: 1 800 000 \$</p> <p>Contribution fédérale 02-03: 1 800 000 \$</p> <p>Contribution fédérale 03-04: 1 900 000 \$</p> <p><b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b></p> <p>Contribution provinciale 9 005 704 \$</p> <p>Contribution fédérale 7 300 000 \$</p> <p>Détails des contributions fédérales de 2000 à 04*:</p> <p>Programmation : 115 000 \$</p> <p>Francisation, intégration... : 1 240 000 \$</p> <p>Présc./prémat./mat. : 195 000 \$</p> <p>Orientation : 60 000 \$</p> <p>Projets interprovinciaux : 8 000 \$</p> <p>Cours à distance : 82 000 \$</p> <p>Ressources multimédia : 100 000 \$</p>

\* Veuillez prendre que pour l'année fiscale 2003-04 le projet Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie est augmenté de 100 000 \$.



Marion Menard  
02/14/2001 03:00 PM

Pour : Rene.Archambault@sasked.gov.sk.ca, Sylvie Bergeron/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Chantal  
Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH, "Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
Objet : Conférence téléphonique

Bonjour ;

J'aimerais savoir si vous êtes disponibles pour participer à une conférence téléphonique qui se  
tiendrait **ce vendredi 16 février à 11 h 00 am**. Il serait question des points suivants :

1. Mise à jour de l'Entente bilatérale et de l'Entente spéciale dans le domaine de l'éducation;
2. Mise à jour des plans d'action;
3. Projet-pilote de français intensif en Saskatchewan;
4. Le Collège Mathieu : mise à jour du dossier.

Veuillez me signaler votre participation à la conférence.

Merci.

Marion Ménard  
819-953-8764



Notes

4



"Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 02/08/2001  
04:40:52 PM

Pour : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc :  
Objet : Version anglaise du plan d'action de la Saskatchewan

---

Voici la version anglaise du plan d'action de la Saskatchewan.  
Bonne journée.

Willy J. Barraud

<<Ang special measures.doc>> <<Ang-fl1 Plan d'action quinquenal.doc>>  
<<Ang-fl2 Plan d'action quinquenal.doc>> <<Ang-Supp\_fds\_ Plan d'action  
quinquenal.doc>>



- Ang special measures.doc



- Ang-fl1 Plan d'action quinquenal.doc



- Ang-fl2 Plan d'action quinquenal.doc

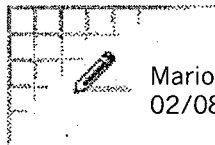


- Ang-Supp\_fds\_ Plan d'action quinquenal.doc

## ACTION PLAN : SPECIAL MEASURES IN EDUCATION 2000 - 2004

ACTIVITIES Francophone school division #310	DESIRED OUTCOMES	PERFORMANCE INDICATORS	EXPECTED INVESTMENT		
			Activities	Sask.	Canada
<b>1. Special services for francophones</b> - Promotion. - Recruitment. - Partnerships and collaboration with school councils. - Equivalency in academic programs. - Active participation of parents in the "Education project". - Education projects.	<b>1.</b> - Establish the credibility of the DSF #310. - The right holders are informed. - Collaboration amongst the partners in education is established and maintained. - Insure equivalling in the educational services offered to the francophone clientele. - Parents, staff and students work together to improve education in the DSF #310.	<b>1.</b> - Level of satisfaction of the clientele. - Number of students increases. - Collaborative mechanisms are developed and implemented. - Equivalent services are offered. - Each school has a "Projet éducatif" in which parents, staff and students participate. - Level of participation.	Promotion	\$52,000	\$40,000
			Recruitment	\$15,500	\$12,000
			Partnerships	\$26,000	\$20,000
			Equivalency	\$144,270	\$110,000
			Participation of parents & Education projects	\$23,500	\$18,000
			<b>Yearly total (Activity #1)</b>	<b>\$261,270</b>	<b>\$200,000</b>
<b>2. Programs and services</b> - Excellence in programs. - Francisation, cultural animation and integration, and special education. - Pre-school, pre-kindergarten and kindergarten. - Guidance counselors. - Inter-provincial projects. - Distance education courses. - Multimedia resources.	<b>2.</b> - Students receive an education recognized for its excellence and adapted to their needs. - Offer francisation, cultural integration and animation programs and offer special education services. - Pre-school, pre-kindergarten and kindergarten programs are offered to the francophone children in order to insure early language and culture recuperation. - The DSF #310 offers special services to its clientele e.g.: guidance. - The provinces collaborate on various projects for francophone students. - Distance education courses are offered to the students and teachers who are at a distance from a school. - Students have access to resources recommended by Saskatchewan Education.	<b>2.</b> - Number of courses and programs developed specifically for them. - Number of francisation, cultural integration and animation programs, and special education services offered in schools. - Level of clients satisfaction. - Number of pre-school, pre-kindergarten and kindergarten programs that are implemented. - Level of students satisfaction. - Number of inter-provincial projects developed and implemented in the schools. - Number of students having access to more courses. - Resources centers are updated and refurbished.	Programs	\$115,000	\$115,000
			Francisation, integration, animation, ...	\$1,593,926	\$1,240,000*
			Preschool, Pre-kindergarten	\$195,000	\$195,000
			Guidance	\$95,500	\$60,000
			Inter-provincial projects	\$8,000	\$8,000
			Distance education	\$82,000	\$82,000
			Multimedia resources	\$162,000	\$100,000
			<b>Yearly total (Activity #2)</b>	<b>\$2,251,426</b>	<b>\$1,800,000</b>
			<b>Total (2000 - 2004)</b>	<b>\$10,050,784</b>	<b>\$8,100,000</b>

\* Please note that for the 2003-04 fiscal year the project Francisation, cultural animation and integration, and special education is increased by \$100,000.



Marion Menard  
02/08/2001 11:53 AM

Pour : "Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>  
cc :

Objet : Tableau LOE

Bonjour Willy,

Je t'appelle cet après-midi. La mise en page a souffert un peu de la conversion en Excel. J'espère que le tout demeure lisible.



Marion



"Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 02/08/2001  
12:05:49 PM

Pour : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc :  
Objet : RE: Tableau LOE

---

Bien reçu ton tableau. Le tout est lisible.

> -----Original Message-----

> From: Marion\_Menard@pch.gc.ca [SMTP:Marion\_Menard@pch.gc.ca]

> Sent: Thursday, February 08, 2001 10:54 AM

> To: Barraud, Willy ED0

> Subject: Tableau LOE

>

> Bonjour Willy,

>

> Je t'appelle cet après-midi. La mise en page a souffert un peu de la  
> conversion

> en Excel. J'espère que le tout demeure lisible.

>

> Marion(See attached file: Coûts LOE-Tableau.XLS) << File: Microsoft Excel

> ?? >>

LANGUES OFFICIELLES DANS L'ENSEIGNEMENT / OFFICIAL LANGUAGES IN EDUCATION  
Saskatchewan

1. FRANÇAIS LANGUE PREMIÈRE				2000-2001				2001-2002				2002-2003				2003-2004				ENTENTE BILATÉRALE				GESTION SCOLAIRE			
	\$\$\$ SK	\$\$\$ FED	Total	\$\$\$ SK	\$\$\$ FED	Total		\$\$\$ SK	\$\$\$ FED	Total		\$\$\$ SK	\$\$\$ FED	Total		\$\$\$ SK	\$\$\$ FED	Total		\$\$\$ SK	\$\$\$ FED	Total		\$\$\$ SK	\$\$\$ FED	Total	
1.1 Appui et administration de l'enseignement																											
1.1.1 Subvention supplémentaires à la DSF...	3 539 920	286 000	C\$3 825 920		3 539 920	286 000	C\$3 825 920		3 539 920	286 000	C\$3 825 920		3 539 920	286 000	C\$3 825 920												
1.1.2 Subvention supplémentaires et frais d'admin.	619 080	37 099	C\$656 179		619 080	37 099	C\$656 179		619 080	37 099	C\$656 179		619 080	37 099	C\$656 179												
1.1.3 Subventions au collèges, univ., et inst.franco.																											
Université de Régina	67 500	67 500	C\$135 000		67 500	67 500	C\$135 000		67 500	67 500	C\$135 000		67 500	67 500	C\$135 000												
Institut de formation linguistique	66 250	66 250	C\$132 500		66 250	66 250	C\$132 500		66 250	66 250	C\$132 500		66 250	66 250	C\$132 500												
Collège Mathieu	637 000	415 000	C\$1 052 000		637 000	415 000	C\$1 052 000		637 000	415 000	C\$1 052 000		637 000	415 000	C\$1 052 000												
Sous-total 1.1	C\$4 929 750	C\$871 849	C\$5 801 599	27.00%	C\$4 929 750	C\$871 849	C\$5 801 599		C\$4 929 750	C\$871 849	C\$5 801 599		C\$4 929 750	C\$871 849	C\$5 801 599												
1.2 Elaboration de programmes																											
1.2.1 Production de ressources didactiques + prog. d'appt.	48 058	29 180	C\$77 238		48 058	29 180	C\$77 238		48 058	29 180	C\$77 238		48 058	29 180	C\$77 238												
1.2.2 Actualisation des programmes	134 205	68 483	C\$202 688		134 205	68 483	C\$202 688		134 205	68 483	C\$202 688		134 205	68 483	C\$202 688												
1.2.3 Intégration des nouv. tech.	11 250	4 000	C\$15 250		11 250	4 000	C\$15 250		11 250	4 000	C\$15 250		11 250	4 000	C\$15 250												
1.2.4 Élabo. et implan. de ress. pour la form à distance	11 250	4 000	C\$15 250		11 250	4 000	C\$15 250		11 250	4 000	C\$15 250		11 250	4 000	C\$15 250												
1.2.5 Subventions pour des progr.éducatifs																											
Soutien aux parents	30 000	30 000	C\$60 000		30 000	30 000	C\$60 000		30 000	30 000	C\$60 000		30 000	30 000	C\$60 000												
Programme éducatifs	30 000	30 000	C\$60 000		30 000	30 000	C\$60 000		30 000	30 000	C\$60 000		30 000	30 000	C\$60 000												
Sous-total 1.2	C\$264 763	C\$165 663	C\$430 426	2.00%	C\$264 763	C\$165 663	C\$430 426		C\$264 763	C\$165 663	C\$430 426		C\$264 763	C\$165 663	C\$430 426												
1.3 Formation des enseignants																											
1.3.1 Développement professionnel des enseign.	0	5 000	C\$5 000		0	5 000	C\$5 000		0	5 000	C\$5 000		0	5 000	C\$5 000												
1.3.2 Bourses pour les enseignants	0	5 000	C\$5 000		0	5 000	C\$5 000		0	5 000	C\$5 000		0	5 000	C\$5 000												
1.3.3 Aide au personnel enseignant	0	4 500	C\$4 500		0	4 500	C\$4 500		0	4 500	C\$4 500		0	4 500	C\$4 500												
Sous-total 1.3	C\$0 000	C\$14 500 000	C\$14 500 000	0.07%	C\$0 000	C\$14 500 000	C\$14 500 000		C\$0 000	C\$14 500 000	C\$14 500 000		C\$0 000	C\$14 500 000	C\$14 500 000												
1.4 Aide aux étudiants et aux élèves																											
1.4.1 Bourses : formation en langue et accès à l'édu	0	42 500	C\$42 500		0	42 500	C\$42 500		0	42 500	C\$42 500		0	42 500	C\$42 500												
1.4.2 Activités culturelles	18 945	18 945	C\$37 890		18 945	18 945	C\$37 890		18 945	18 945	C\$37 890		18 945	18 945	C\$37 890												
Sous-total 1.4	C\$18 945	C\$61 445	C\$80 390	0.37%	C\$18 945	C\$61 445	C\$80 390		C\$18 945	C\$61 445	C\$80 390		C\$18 945	C\$61 445	C\$80 390												
SOUS-TOTAL FRANÇAIS LANGUE PREMIÈRE				C\$5 213 458	C\$1 113 457	C\$6 326 915		C\$5 213 458	C\$1 113 457	C\$6 326 915		C\$5 213 458	C\$1 113 457	C\$6 326 915		C\$5 213 458	C\$1 113 457	C\$6 326 915		15 640 374	3 340 371	C\$18 980 745					
2. FRANÇAIS LANGUE SECONDE																											
2.1 Appui et administration de l'enseignement																											
2.1.1 Subventions aux comm. scol. + transport + service	5 163 968	962 980	C\$6 126 948		5 163 968	962 980	C\$6 126 948		5 163 968	962 980	C\$6 126 948		5 163 968	962 980	C\$6 126 948												
2.1.2 Subventions suppl. et frais d'administration	704 177	131 315	C\$835 492		704 177	131 315	C\$835 492		704 177	131 315	C\$835 492		704 177	131 315	C\$835 492												
2.1.3 Subventions aux collèges, univ. et institutions																											
Univ. de Régina (Bacc.)	288 621	202 500	C\$491 121		288 621	202 500	C\$491 121		288 621	202 500	C\$491 121		288 621	202 500	C\$491 121												
Institut de formation linguistique	874 150	198 750	C\$1 072 900		874 150	198 750	C\$1 072 900		874 150	198 750	C\$1 072 900		874 150	198 750	C\$1 072 900												
Sous-total 2.1	C\$7 030 916	C\$1 495 545	C\$8 526 461	39.68%	C\$7 030 916	C\$1 495 545	C\$8 526 461		C\$7 030 916	C\$1 495 545	C\$8 526 461		C\$7 030 916	C\$1 495 545	C\$8 526 461												
2.2 Elaboration de programmes																											
2.2.1 Production de ressources, évaluation, etc.	135 173	75 000	C\$210 173		135 173	75 000	C\$210 173		135 173	75 000	C\$210 173		135 173	75 000	C\$210 173												
2.2.2 Actualisation des programmes	385 075	211 123	C\$596 198		385 075	211 123	C\$596 198		385 075	211 123	C\$596 198		385 075	211 123	C\$596 198												
2.2.3 Intégration des nouvelles technologie	30 778	8 965	C\$39 743		30 778	8 965	C\$39 743		30 778	8 965	C\$39 743		30 778	8 965	C\$39 743												
2.2.4 Élabo. et implan. de ress. pour la form à distance	30 778	8 965	C\$39 743		30 778	8 965	C\$39 743		30 778	8 965	C\$39 743		30 778	8 965	C\$39 743												
2.2.5 Subventions pour des progr.éducatifs																											
Programmes éducatifs	10 000	10 000	C\$20 000		10 000	10 000	C\$20 000		10 000	10 000	C\$20 000		10 000	10 000	C\$20 000												
Soutien aux parents	10 000	10 000	C\$20 000		10 000	10 000	C\$20 000		10 000	10 000	C\$20 000		10 000	10 000	C\$20 000												
Sous-total 2.2	C\$601 804	C\$324 053	C\$925 857	4.31%	C\$601 804	C\$324 053	C\$925 857		C\$601 804	C\$324 053	C\$925 857		C\$601 804	C\$324 053	C\$925 857												
2.3 Formation des enseignants																											



Thérèse Laberge

02/08/2001 08:21

Pour : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Élise Hockman/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Ententes LOE

Bonjour, Marion,

J'ai enfin été en mesure de prendre le temps de réviser les ententes ci-dessous.

La seule remarque que je ferai a trait avec le fait que, dans l'entente relative à l'enseignement dans la langue de la minorité, il est indiqué, aux clauses 3.1 et 3.3 que le ministère accordera du financement pour les années 1999-2000 (et 2000-2001) et qu'un tel financement a déjà dû être accordé. Pourquoi ne pas simplement reconnaître, comme à la clause 5.3 de l'entente de mesures spéciales de gestion scolaire le financement déjà accordé?

Pour ce qui est de la suggestion faite afin de modifier la version anglaise de la clause d'indemnisation, je n'ai pas de difficulté particulière avec le version proposée (quoique l'expression "save harmless" est celle qui est universellement utilisée dans de telles clauses!). Il vaudrait cependant mieux parler de "liability", plutôt que de "responsibility".

À la prochaine et bonne journée,

Thérèse Laberge

----- Envoyée par Thérèse Laberge/HullOttawa/PCH/CA le 08/02/2001 08:09 -----



Marion Menard  
18/12/2000 12:14

Pour : Thérèse Laberge/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Ententes LOE

Bonjour Madame Laberge,

Je suis l'agent responsable des dossiers de la Saskatchewan à la Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles. Depuis quelques semaines, je travaille à finaliser le contenu des ententes en éducation entre nos deux gouvernements. (entente spéciale et entente LOE).

Il est important de mentionner que ce travail s'est fait en collaboration avec mes collègues qui s'affairent également à conclure des ententes similaires avec d'autres provinces. À ce titre, ces mêmes collègues ont généreusement partagé avec moi le contenu des modifications que vous nous avez proposées dans les dernières semaines et j'ai fait les corrections nécessaires, le cas échéant.

Malgré tout, à la veille de partager le tout avec mes homologues provinciaux, j'aimerais que les deux documents fassent l'objet d'une dernière révision par vos services. Je me sentirais davantage rassuré quant à la validité de leur contenu.

● Merci de votre aide

Marion Ménard  
Agent de programmes  
DGPALO  
953-8764





"Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 02/07/2001  
11:27:08 AM

Pour : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH

cc :

Objet : Tableaux récapitulatifs du Plan d'action de la Saskatchewan

---

Marion,

Tu trouveras ci-joint les tableaux financiers récapitulants le plan d'action de la Saskatchewan. Ces tableaux ont été créés en format Excel.

Bonne journée

Willy J. Barraud

<<Planification\_financiere.xls>>



- Planification\_financiere.xls

**PLANIFICATION FINANCIÈRE**  
**NIFICATION DES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES - LANGUES OFFICIELLES EN ÉDUCATI**

	2000-2001	2001-2002	2002-2003	TOTAL
<b>Appui et maintien</b>				
Contributions provinciales	\$ 11 960 666	\$ 11 960 666	\$ 11 960 666	\$ 35 881 998
Contributions fédérales	\$ 2 367 394	\$ 2 367 394	\$ 2 367 394	\$ 7 102 182
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 14 328 060</b>	<b>\$ 14 328 060</b>	<b>\$ 14 328 060</b>	<b>\$ 42 984 180</b>
<b>Élaboration &amp; développement de programmes</b>				
Contributions provinciales	\$ 863 567	\$ 863 567	\$ 863 567	\$ 2 590 701
Contributions fédérales	\$ 489 716	\$ 489 716	\$ 489 716	\$ 1 469 148
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 1 353 283</b>	<b>\$ 1 353 283</b>	<b>\$ 1 353 283</b>	<b>\$ 4 059 849</b>
<b>Formation &amp; perfectionnement des enseignants</b>				
Contributions provinciales	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
Contributions fédérales	\$ 58 000	\$ 58 000	\$ 58 000	\$ 174 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 58 000</b>	<b>\$ 58 000</b>	<b>\$ 58 000</b>	<b>\$ 174 000</b>
<b>Appui aux étudiants</b>				
Contributions provinciales	\$ 32 265	\$ 32 265	\$ 32 265	\$ 96 795
Contributions fédérales	\$ 202 890	\$ 202 890	\$ 202 890	\$ 608 670
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 235 155</b>	<b>\$ 235 155</b>	<b>\$ 235 155</b>	<b>\$ 705 465</b>
<b>Total de la contribution provinc</b>	<b>\$ 12 856 498</b>	<b>\$ 12 856 498</b>	<b>\$ 12 856 498</b>	<b>\$ 38 569 494</b>
<b>Total de la contribution fédérale</b>	<b>\$ 3 118 000</b>	<b>\$ 3 118 000</b>	<b>\$ 3 118 000</b>	<b>\$ 9 354 000</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$ 15 974 498</b>	<b>\$ 15 974 498</b>	<b>\$ 15 974 498</b>	<b>\$ 47 923 494</b>

PLANIFICATION FINANCIÈRE  
PLANIFICATION DES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES - LANGUES OFFICIELLES EN ÉDUCATION

	2000-01		2001-02		2002-03		TOTAL from 2000-01 to 2002-03		
	Français langue 1ère	Français langue 2ème	Français langue 1ère	Français langue 2ème	Français langue 1ère	Français langue 2ème	Français langue 1ère	Français langue 2ème	
<b>Appui et maintien</b>									
Contributions provinci	\$ 4 939 750	\$ 7 030 915	\$ 4 939 750	\$ 7 030 915	\$ 4 939 750	\$ 7 030 915	\$ 14 809 250	\$ 21 092 740	\$ 35 891 990
Contributions fédérale	\$ 871 549	\$ 1 485 545	\$ 871 549	\$ 1 485 545	\$ 871 549	\$ 1 485 545	\$ 2 615 547	\$ 4 456 635	\$ 7 102 182
<b>TOTAL</b>	\$ 5 811 299	\$ 8 526 461	\$ 5 811 299	\$ 8 526 461	\$ 5 811 299	\$ 8 526 461			
<b>Élaboration &amp; développement de programmes</b>									
Contributions provinci	\$ 281 769	\$ 601 804	\$ 281 769	\$ 601 804	\$ 281 769	\$ 601 804	\$ 755 299	\$ 1 805 412	\$ 2 560 701
Contributions fédérale	\$ 165 833	\$ 324 053	\$ 165 833	\$ 324 053	\$ 165 833	\$ 324 053	\$ 496 965	\$ 972 159	\$ 1 469 148
<b>TOTAL</b>	\$ 427 426	\$ 925 857	\$ 427 426	\$ 925 857	\$ 427 426	\$ 925 857			
<b>Formation &amp; perfectionnement des enseignants</b>									
Contributions provinci	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
Contributions fédérale	\$ 14 500	\$ 48 500	\$ 14 500	\$ 48 500	\$ 14 500	\$ 48 500	\$ 48 500	\$ 130 500	\$ 174 000
<b>TOTAL</b>	\$ 14 500	\$ 48 500	\$ 14 500	\$ 48 500	\$ 14 500	\$ 48 500			
<b>Appui aux étudiants</b>									
Contributions provinci	\$ 18 945	\$ 18 920	\$ 18 945	\$ 18 920	\$ 18 945	\$ 18 920	\$ 56 810	\$ 56 800	\$ 174 530
Contributions fédérale	\$ 61 445	\$ 141 445	\$ 61 445	\$ 141 445	\$ 61 445	\$ 141 445	\$ 184 335	\$ 424 335	\$ 608 670
<b>TOTAL</b>	\$ 80 390	\$ 154 765	\$ 80 390	\$ 154 765	\$ 80 390	\$ 154 765			
<b>GRAND TOTAL</b>	\$ 6 323 915	\$ 9 650 583	\$ 6 323 915	\$ 9 650 583	\$ 6 323 915	\$ 9 650 583	\$ 18 971 145	\$ 38 361 749	\$ 47 923 394

PLANIFICATION FINANCIÈRE  
PLANIFICATION DES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES - LANGUES OFFICIELLES EN ÉDUCATION  
(Fonds supplémentaires)

<b>Collège Mathieu</b>									
Contributions provinci	\$ 250 000	\$ -	\$ 250 000	\$ -	\$ 250 000	\$ -	\$ 750 000	\$ -	\$ 750 000
Contributions fédérale	\$ 250 000	\$ -	\$ 250 000	\$ -	\$ 250 000	\$ -	\$ 750 000	\$ -	\$ 750 000
<b>TOTAL</b>	\$ 500 000	\$ -	\$ 500 000	\$ -	\$ 500 000	\$ -			
<b>Institut de formation linguistique</b>									
Contributions provinci	\$ 21 250	\$ 68 750	\$ 21 250	\$ 68 750	\$ 21 250	\$ 68 750	\$ 68 750	\$ 191 250	\$ 255 000
Contributions fédérale	\$ 21 250	\$ 68 750	\$ 21 250	\$ 68 750	\$ 21 250	\$ 68 750	\$ 68 750	\$ 191 250	\$ 255 000
<b>TOTAL</b>	\$ 42 500	\$ 127 500	\$ 42 500	\$ 127 500	\$ 42 500	\$ 127 500			
<b>Service fransaskois d'éducation aux adultes</b>									
Contributions provinci	\$ 85 000	\$ -	\$ 85 000	\$ -	\$ 85 000	\$ -	\$ 255 000	\$ -	\$ 255 000
Contributions fédérale	\$ 85 000	\$ -	\$ 85 000	\$ -	\$ 85 000	\$ -	\$ 255 000	\$ -	\$ 255 000
<b>TOTAL</b>	\$ 170 000	\$ -	\$ 170 000	\$ -	\$ 170 000	\$ -			
<b>Ministère de l'éducation de la Saskatchewan</b>									
Contributions provinci	\$ 20 000	\$ 60 000	\$ 20 000	\$ 60 000	\$ 20 000	\$ 60 000	\$ 60 000	\$ 180 000	\$ 240 000
Contributions fédérale	\$ 20 000	\$ 60 000	\$ 20 000	\$ 60 000	\$ 20 000	\$ 60 000	\$ 60 000	\$ 180 000	\$ 240 000
<b>TOTAL</b>	\$ 40 000	\$ 120 000	\$ 40 000	\$ 120 000	\$ 40 000	\$ 120 000			
<b>GRAND TOTAL</b>	\$ 752 500	\$ 247 500	\$ 752 500	\$ 247 500	\$ 752 500	\$ 247 500	\$ 2 257 500	\$ 742 500	\$ 3 000 000

FINANCIAL PLANNING  
PLANNED FEDERAL CONTRIBUTIONS - OFFICIAL LANGUAGES IN EDUCATION

	2000-01		2001-02		2002-03		TOTAL from 2000-01 to 2002-03		
	French 1st language	French 2nd language	French 1st language	French 2nd language	French 1st language	French 2nd language	French 1st language	French 2nd language	
<b>Educational structure/support</b>									
Provincial contribution \$	4 929 750	7 030 916	4 929 750	7 030 916	4 929 750	7 030 916	14 789 250	21 092 748	35 881 998
Federal contributions \$	871 849	1 495 545	871 849	1 495 545	871 849	1 495 545	2 615 547	4 486 635	7 102 182
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 5 801 599</b>	<b>\$ 8 526 461</b>	<b>\$ 5 801 599</b>	<b>\$ 8 526 461</b>	<b>\$ 5 801 599</b>	<b>\$ 8 526 461</b>			
<b>Program development</b>									
Provincial contribution \$	261 763	601 804	261 763	601 804	261 763	601 804	785 289	1 805 412	2 590 701
Federal contributions \$	165 663	324 053	165 663	324 053	165 663	324 053	496 989	972 159	1 469 148
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 427 426</b>	<b>\$ 925 857</b>	<b>\$ 427 426</b>	<b>\$ 925 857</b>	<b>\$ 427 426</b>	<b>\$ 925 857</b>			
<b>Teacher training</b>									
Provincial contribution \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Federal contributions \$	14 500	43 500	14 500	43 500	14 500	43 500	43 500	130 500	174 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 14 500</b>	<b>\$ 43 500</b>	<b>\$ 14 500</b>	<b>\$ 43 500</b>	<b>\$ 14 500</b>	<b>\$ 43 500</b>			
<b>Student support</b>									
Provincial contribution \$	18 945	13 320	18 945	13 320	18 945	13 320	56 835	39 960	96 795
Federal contributions \$	61 445	141 445	61 445	141 445	61 445	141 445	184 335	424 335	608 670
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 80 390</b>	<b>\$ 154 765</b>	<b>\$ 80 390</b>	<b>\$ 154 765</b>	<b>\$ 80 390</b>	<b>\$ 154 765</b>			
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$ 6 323 915</b>	<b>\$ 9 650 533</b>	<b>\$ 6 323 915</b>	<b>\$ 9 650 533</b>	<b>\$ 6 323 915</b>	<b>\$ 9 650 533</b>	<b>\$15 971 745</b>	<b>\$28 951 749</b>	<b>\$47 923 494</b>

FINANCIAL PLANNING  
PLANNED FEDERAL CONTRIBUTIONS - OFFICIAL LANGUAGES IN EDUCATION  
(Supplementary funds)

<b>Collège Mathieu</b>									
Provincial contribution \$	250 000	-	250 000	-	250 000	-	750 000	-	750 000
Federal contributions \$	250 000	-	250 000	-	250 000	-	750 000	-	750 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ -</b>			
<b>Language institute</b>									
Provincial contribution \$	21 250	63 750	21 250	63 750	21 250	63 750	63 750	191 250	255 000
Federal contributions \$	21 250	63 750	21 250	63 750	21 250	63 750	63 750	191 250	255 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 42 500</b>	<b>\$ 127 500</b>	<b>\$ 42 500</b>	<b>\$ 127 500</b>	<b>\$ 42 500</b>	<b>\$ 127 500</b>			
<b>Service fransaskois d'éducation aux adultes</b>									
Provincial contribution \$	85 000	-	85 000	-	85 000	-	255 000	-	255 000
Federal contributions \$	85 000	-	85 000	-	85 000	-	255 000	-	255 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 170 000</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 170 000</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 170 000</b>	<b>\$ -</b>			
<b>Saskatchewan Education</b>									
Provincial contribution \$	20 000	60 000	20 000	60 000	20 000	60 000	60 000	180 000	240 000
Federal contributions \$	20 000	60 000	20 000	60 000	20 000	60 000	60 000	180 000	240 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 40 000</b>	<b>\$ 120 000</b>	<b>\$ 40 000</b>	<b>\$ 120 000</b>	<b>\$ 40 000</b>	<b>\$ 120 000</b>			
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$ 752 500</b>	<b>\$ 247 500</b>	<b>\$ 752 500</b>	<b>\$ 247 500</b>	<b>\$ 752 500</b>	<b>\$ 247 500</b>	<b>\$ 2 257 500</b>	<b>\$ 742 500</b>	<b>\$ 3 000 000</b>

### Contributions fédérales

	2000-01	2001-02	2002-03	TOTAL
<b>Langue de la minorité</b>				
Appui et maintien	571 849	571 849	571 849	2 615 547
Élaboration & développement de programmes	165 663	165 663	165 663	496 989
Formation & perfectionnement des enseignements	14 500	14 500	14 500	42 500
Appui aux étudiants	61 445	61 445	61 445	184 335
<i>Total</i>	<i>1 113 457</i>	<i>1 113 457</i>	<i>1 113 457</i>	<i>3 340 371</i>
<b>Langue seconde</b>				
Appui et maintien	1 495 545	1 495 545	1 495 545	4 486 635
Élaboration & développement de programmes	324 053	324 053	324 053	972 159
Formation & perfectionnement des enseignements	43 500	43 500	43 500	130 500
Appui aux étudiants	141 445	141 445	141 445	424 335
<i>Total</i>	<i>2 004 543</i>	<i>2 004 543</i>	<i>2 004 543</i>	<i>6 013 629</i>

### Fonds supplémentaires

<b>Langue de la minorité</b>				
Collège Mathieu	250 000	250 000	250 000	750 000
Institut de formation linguistique	21 250	21 250	21 250	63 750
SFEA	85 000	85 000	85 000	255 000
Ministère de l'éducation de la Saskatchewan	20 000	20 000	20 000	60 000
<i>Total</i>	<i>376 250</i>	<i>376 250</i>	<i>376 250</i>	<i>1 128 750</i>
<b>Langue seconde</b>				
Collège Mathieu				
Institut de formation linguistique	63 750	63 750	63 750	191 250
SFEA				
Ministère de l'éducation de la Saskatchewan	60 000	60 000	60 000	180 000
<i>Total</i>	<i>123 750</i>	<i>123 750</i>	<i>123 750</i>	<i>371 250</i>

### Mesures spéciales

	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	TOTAL
<b>Mesures spéciales</b>					
Appui et maintien	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
Élaboration & développement de programmes	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 900 000	7 300 000
<i>Total</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 100 000</i>	<i>8 100 000</i>

**FINANCIAL PLANNING**  
**PLANNED FEDERAL CONTRIBUTIONS - OFFICIAL LANGUAGES IN EDUCATION**

	2000-2001	2001-2002	2002-2003	TOTAL
<b>Educational structure/support</b>				
Provincial contributions	\$ 11 960 666	\$ 11 960 666	\$ 11 960 666	\$ 35 881 998
Federal contributions	\$ 2 367 394	\$ 2 367 394	\$ 2 367 394	\$ 7 102 182
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 14 328 060</b>	<b>\$ 14 328 060</b>	<b>\$ 14 328 060</b>	<b>\$ 42 984 180</b>
<b>Program development</b>				
Provincial contributions	\$ 863 567	\$ 863 567	\$ 863 567	\$ 2 590 701
Federal contributions	\$ 489 716	\$ 489 716	\$ 489 716	\$ 1 469 148
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 1 353 283</b>	<b>\$ 1 353 283</b>	<b>\$ 1 353 283</b>	<b>\$ 4 059 849</b>
<b>Teacher training</b>				
Provincial contributions	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
Federal contributions	\$ 58 000	\$ 58 000	\$ 58 000	\$ 174 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 58 000</b>	<b>\$ 58 000</b>	<b>\$ 58 000</b>	<b>\$ 174 000</b>
<b>Student support</b>				
Provincial contributions	\$ 32 265	\$ 32 265	\$ 32 265	\$ 96 795
Federal contributions	\$ 202 890	\$ 202 890	\$ 202 890	\$ 608 670
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 235 155</b>	<b>\$ 235 155</b>	<b>\$ 235 155</b>	<b>\$ 705 465</b>
<b>Total provincial contributions</b>	<b>\$ 12 856 498</b>	<b>\$ 12 856 498</b>	<b>\$ 12 856 498</b>	<b>\$ 38 569 494</b>
<b>Total federal contributions</b>	<b>\$ 3 118 000</b>	<b>\$ 3 118 000</b>	<b>\$ 3 118 000</b>	<b>\$ 9 354 000</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$ 15 974 498</b>	<b>\$ 15 974 498</b>	<b>\$ 15 974 498</b>	<b>\$ 47 923 494</b>



**FINANCIAL PLANNING**  
**PLANNED FEDERAL CONTRIBUTIONS - OFFICIAL LANGUAGES IN EDUCATION**  
**(supplementary funds)**

	2000-2001	2001-2002	2002-2003	TOTAL
<b>Collège Mathieu</b>				
Provincial contributions	\$ 250 000	\$ 250 000	\$ 250 000	\$ 750 000
Federal contributions	\$ 250 000	\$ 250 000	\$ 250 000	\$ 750 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ 1 500 000</b>
<b>Language institute</b>				
Provincial contributions	\$ 85 000	\$ 85 000	\$ 85 000	\$ 255 000
Federal contributions	\$ 85 000	\$ 85 000	\$ 85 000	\$ 255 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 170 000</b>	<b>\$ 170 000</b>	<b>\$ 170 000</b>	<b>\$ 510 000</b>
<b>Service fransaskois d'éducation aux adultes</b>				
Provincial contributions	\$ 85 000	\$ 85 000	\$ 85 000	\$ 255 000
Federal contributions	\$ 85 000	\$ 85 000	\$ 85 000	\$ 255 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 170 000</b>	<b>\$ 170 000</b>	<b>\$ 170 000</b>	<b>\$ 510 000</b>
<b>Saskatchewan Education</b>				
Provincial contributions	\$ 80 000	\$ 80 000	\$ 80 000	\$ 240 000
Federal contributions	\$ 80 000	\$ 80 000	\$ 80 000	\$ 240 000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 160 000</b>	<b>\$ 160 000</b>	<b>\$ 160 000</b>	<b>\$ 480 000</b>
<b>Total provincial contributions</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ 1 500 000</b>
<b>Total federal contributions</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ 500 000</b>	<b>\$ 1 500 000</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$ 1 000 000</b>	<b>\$ 1 000 000</b>	<b>\$ 1 000 000</b>	<b>\$ 3 000 000</b>

### Federal contributions

	2000-01	2001-02	2002-03	TOTAL	
<b>Minority language</b>					
Educational support	871 849	871 849	871 849	2 615 547	-
Program dev.	165 662	165 662	165 662	496 989	-
Teacher training	14 500	14 500	14 500	43 500	-
Student support	61 445	61 445	61 445	184 385	-
<i>Total</i>	<i>1 113 457</i>	<i>1 113 457</i>	<i>1 113 457</i>	<i>3 340 571</i>	-
<b>Second language</b>					
Educational support	1 495 545	1 495 545	1 495 545	4 486 635	
Program dev.	324 052	324 052	324 052	972 159	
Teacher training	43 500	43 500	43 500	130 500	
Student support	141 445	141 445	141 445	424 385	
<i>Total</i>	<i>2 004 542</i>	<i>2 004 542</i>	<i>2 004 542</i>	<i>6 013 629</i>	

### Supplementary funds

<b>Minority language</b>					
Collège Mathieu	250 000	250 000	250 000	750 000	
Language Institute	21 250	21 250	21 250	63 750	
SFEA	85 000	85 000	85 000	255 000	
Saskatchewan Educat	20 000	20 000	20 000	60 000	
<i>Total</i>	<i>376 250</i>	<i>376 250</i>	<i>376 250</i>	<i>1 128 750</i>	
<b>Second language</b>					
Collège Mathieu	-	-	-	-	
Language Institute	63 750	63 750	63 750	191 250	
SFEA	-	-	-	-	
Saskatchewan Educat	60 000	60 000	60 000	180 000	
<i>Total</i>	<i>123 750</i>	<i>123 750</i>	<i>123 750</i>	<i>371 250</i>	

### Special measures

	2000-01	2001-02	2002-03	2003-2004	TOTAL
Educational support	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
Program dev.	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 900 000	7 300 000
<i>Total</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 100 000</i>	<i>8 100 000</i>



Notes

5

12 juin 2000

Version Revue par  
Hilaire Jemmoie  
et 2<sup>e</sup> février 2001

ÉBAUCHE

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-SASKATCHEWAN  
RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION  
DE LA MINORITÉ FRANCOPHONE**

- Discussion du Plan d'action Hilaire Jemmoie, Marion Ueland et Benoît Archambault le 2 février dernier.

## **ENTENTE SPÉCIALE CANADA-SASKATCHEWAN RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION DE LA MINORITÉ FRANCOPHONE**

**LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE** a été conclue en français et en anglais ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_ 2000.

**ENTRE :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA** (ci après appelé «Canada»), représenté par la ministre du Patrimoine canadien

**ET :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE SASKATCHEWAN** (ci-après appelé «Saskatchewan»), représenté par le ministre de l'Éducation de la Saskatchewan

**ATTENDU QUE** la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**ATTENDU QUE** l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient à la Saskatchewan de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'enseignement dans la langue de la minorité;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative de la Saskatchewan a adopté la *Loi sur l'éducation, 1995* permettant la mise en oeuvre de la gestion scolaire en français;

**ATTENDU QUE** la Ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**ATTENDU QUE** le Canada et la Saskatchewan ont antérieurement mis en oeuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire en français en Saskatchewan;

**ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions post-secondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

**EN CONSÉQUENCE**, la présente entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après :

## **I. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE**

- 1.1 La présente entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et la Saskatchewan en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Saskatchewan figurant à l'Annexe 2.

## **2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1 Sous réserve des dispositions de la clause 3.1 de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par la Saskatchewan pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises et d'enseignement postsecondaire en français décrits dans son plan d'action (Annexe 2), notamment :
- i) La mise en œuvre par la Division scolaire francophone #310 de « services spéciaux à la clientèle francophone » tels qu'énumérés au paragraphe 1 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province;
  - ii) La mise en œuvre par la Division scolaire francophone #310 des « programmes et services » tels qu'énumérés au paragraphe 2 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province.
- 2.2 Le plan d'action de la Saskatchewan qui figure à l'Annexe 2 comprend une description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle de la Saskatchewan.

## **3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la Saskatchewan pour la mise en œuvre de son plan d'action (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moindre de 10 millions de dollars (10 000 000 \$) et 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par la Saskatchewan, selon la répartition ci-après :

### Année financière

1999-2000 :	1 900 000 \$
2000-2001 :	2 000 000 \$
2001-2002 :	2 000 000 \$
2002-2003 :	2 000 000 \$
2003-2004 :	2 100 000 \$

- 3.2 Le Canada et la Saskatchewan reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versé à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.
- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative de la Saskatchewan et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, la Saskatchewan s'engage à contribuer aux dépenses admissibles en vertu du plan d'action approuvé (décrit à l'Annexe 2), selon la répartition ci-après :

#### Année financière

1999-2000 : 2 512 696 \$  
2000-2001 : 2 512 696 \$  
2001-2002 : 2 512 696 \$  
2002-2003 : 2 512 696 \$  
2003-2004 : 2 512 696 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par la province de la Saskatchewan, en vertu de l'article 3.3, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.5 La contribution prévue de la Saskatchewan doit également être en sus des contributions du Canada et de la Saskatchewan en vertu de *l'Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité ou à l'enseignement de la langue seconde* ou de toute autre entente semblable entre le Canada et la Saskatchewan dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'entente spéciale se trouvent à l'Annexe 1 de la présente entente spéciale.

#### **4. DÉPENSES ADMISSIBLES**

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérés au paragraphe 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

#### **5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS**

- 5.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que les contributions mentionnées à la clause 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale prévue dans la présente entente spéciale.

#### **6. INFORMATION AU PUBLIC**

- 6.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que le texte de la présente entente spéciale et ses annexes seront mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 La Saskatchewan rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu au paragraphe 1.3 de l'Annexe A de *l'Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.



- 6.3 La Saskatchewan présentera les renseignements mentionnés au paragraphe 6.2 de la présente entente de la façon qu'elle juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou de la Saskatchewan, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et la Saskatchewan tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.
- 6.4 La Saskatchewan accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'elle fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués; les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux; et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. La Saskatchewan accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

## **7. DURÉE**

- 7.1 La présente entente spéciale lie la Saskatchewan et le Canada pour la période commençant le 1er avril 1999 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par la Saskatchewan au cours de ladite période en fonction du plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## **8. MODIFICATION OU CESSATION**

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit au paragraphe 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
  - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

## **9. ÉVALUATION**

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants du Conseil scolaire francophone à participer à cette rencontre.
- 9.2 La Saskatchewan convient de fournir au Canada un rapport sur l'évaluation des activités réalisées avec l'appui financier du Canada, dans les six mois suivant l'expiration de la présente entente spéciale.

## **10. CONSULTATIONS**

- 10.1 La Saskatchewan continuera de consulter en particulier le Conseil scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressées relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.

## **11. PARTENARIAT**

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et la Saskatchewan.

## **12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA SASKATCHEWAN**

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative de la Saskatchewan ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

## **13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT**

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

## **14. RESPONSABILITÉS DU CANADA**

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, mêmes mortelles, ni des dommages matériels subis par la Saskatchewan ou qui que ce soit d'autre à l'occasion de l'exécution de la présente entente par la Saskatchewan, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

## **15. INDEMNISATION**

- 15.1 La Saskatchewan devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou supposément attribuables à la Saskatchewan ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

## 16. COMMUNICATIONS

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

La ministre du Patrimoine canadien  
Patrimoine canadien  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée à la Saskatchewan concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Le ministre de l'Éducation  
Gouvernement de la Saskatchewan  
Édifice Législatif, bureau 340  
Regina (Saskatchewan)  
S4S 0B3

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

## 17. ANNEXES

- 17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente spéciale :

Annexe 1 - Modalités et conditions administratives;  
Annexe 2 - plan d'action de la Saskatchewan,

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

**AU NOM DU CANADA**

**AU NOM DU DE LA SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation

**EN PRÉSENCE DE :**

**EN PRÉSENCE DE :**

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin

## ANNEXE 1

### ENTENTE SPÉCIALE CANADA – SASKATCHEWAN RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION DE LA MINORITÉ FRANCOPHONE

#### MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

#### 1. PAIEMENT

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser à la Saskatchewan la contribution mentionnée à la clause 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente entente spéciale;
  - b) pour chaque exercice subséquent, le premier versement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation d'un rapport d'activités détaillé au sujet des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du plan d'action pour l'exercice précédent et au besoin, d'un plan d'action mis à jour, à condition que les versements précédents aient été remplis;
  - c) pour chaque exercice de la présente entente spéciale, le second paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
    - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada à la Saskatchewan pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
    - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire.
    - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.
- 1.2 En plus du rapport annuel détaillé mentionné au sous-alinéa 1.1 c) (iii) de la présente Annexe, la Saskatchewan devra soumettre au Canada, d'ici le 31 décembre 2004, un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2).
- 1.3 En plus des états financiers mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004.

- 1.4 Les montants à payer par le Canada à la Saskatchewan conformément à la présente entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente spéciale et que la Saskatchewan ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

## **2. TRANSFERTS**

- 2.1 La Saskatchewan pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action. La Saskatchewan devra présenter une demande en ce sens au Canada avant le 15 février de l'exercice financier visé.

## **3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS**

- 3.1 Aux fins de la présente entente spéciale, la Saskatchewan présentera des états financiers au Canada certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par la Saskatchewan et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers mentionnés à l'article 1 de la présente Annexe, sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par la Saskatchewan à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action (Annexe 2).
- 3.3 Les rapports d'activités mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## **4. EXCÉDENT**

- 4.1 Si les paiements versés à la Saskatchewan, conformément à la présente entente spéciale, dépassent les montants auxquels la Saskatchewan a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures à la Saskatchewan.

## **5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE**

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres de la Saskatchewan relatifs aux dispositions de la présente entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et la Saskatchewan accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer la Saskatchewan des résultats de toute vérification financière et de verser à la Saskatchewan, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui à la Saskatchewan. La Saskatchewan accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par elle au Canada.

**ANNEXE 2**


**PLAN D'ACTION DE LA SASKATCHEWAN**

# Mesures spéciales

ACTIVITÉS de la Division scolaire francophone #310	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	INVESTISSEMENT PRÉVU
<b>1. Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion.</li> <li>- Recrutement.</li> <li>- Partenariat et collaboration avec les conseils d'école.</li> <li>- Équivalence de la programmation académique.</li> <li>- Participation active des parents dans les projets éducatifs.</li> <li>- Projets éducatifs.</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la crédibilité de la DSF.</li> <li>- Informer les ayants droits.</li> <li>- La collaboration entre les divers partenaires en éducation est établie et maintenue.</li> <li>- Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone.</li> <li>- Parents, personnel, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF et pour créer un rapprochement avec les intervenants.</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau de satisfaction de la clientèle.</li> <li>- Nombre d'élèves en augmentation.</li> <li>- Des mécanismes de collaboration efficaces et permanents sont développer et implanter.</li> <li>- Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés.</li> <li>- Chaque école à son projet éducatif avec la participation des parents, du personnel et des élèves.</li> <li>- Niveau de participation.</li> </ul>	<p><b>Base annuelle</b></p> <p>Contribution provinciale 261 270 \$</p> <p>Contribution fédérale 200 000 \$</p> <p><b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b></p> <p>Contribution provinciale 1 045 080 \$</p> <p>Contribution fédérale 800 000 \$</p> <p>Détails des contributions fédérales de 2000 à 04*:</p> <p>Promotion : 40 000 \$</p> <p>Recrutement : 12 000 \$</p> <p>Partenariat : 20 000 \$</p> <p>Équivalence : 110 000 \$</p> <p>Participation des parents et Projets éducatifs : 18 000 \$</p> <p><b>Base annuelle</b></p> <p>Contribution provinciale 2 251 426 \$</p> <p>Contribution fédérale 00-01: 1 800 000 \$</p> <p>Contribution fédérale 01-02: 1 800 000 \$</p> <p>Contribution fédérale 02-03: 1 800 000 \$</p> <p>Contribution fédérale 03-04: 1 900 000 \$</p> <p><b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b></p> <p>Contribution provinciale 9 005 704 \$</p> <p>Contribution fédérale 7 300 000 \$</p> <p>Détails des contributions fédérales de 2000 à 04*:</p> <p>Programmation : 115 000 \$</p> <p>Francisation, intégration... : 1 240 000 \$</p> <p>Présc./prémat./mat. : 195 000 \$</p> <p>Orientation : 60 000 \$</p> <p>Projets interprovinciaux : 8 000 \$</p> <p>Cours à distance : 82 000 \$</p> <p>Ressources multimédia : 100 000 \$</p>
<b>2. Programmes et services:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Excellence de la programmation.</li> <li>- Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie.</li> <li>- Préscolaire/prématernelle/maternelle.</li> <li>- Conseillers.ères en orientation.</li> <li>- Projets interprovinciaux.</li> <li>- Cours à distance.</li> <li>- Ressources multimédia.</li> </ul>	<b>2.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leur besoins.</li> <li>- Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogue.</li> <li>- Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants droits, assurant ainsi une francisation plus précoce.</li> <li>- La DSF offrira des services spécialisés à sa clientèle. E.g. Orientation.</li> <li>- Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones.</li> <li>- Offrir des cours à distance de soutien aux élèves et aux enseignant.e.s éloigné.e.s.</li> <li>- Les élèves ont accès aux ressources suggérés par le ministère de l'Éducation.</li> </ul>	<b>2.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de cours et de programmes spécialement conçus pour les élèves.</li> <li>- Nombre de programmes de francisation, d'intégration culturelle et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie offerts dans les écoles.</li> <li>- Niveau de satisfactions de la clientèle.</li> <li>- Nombre de programmes de préscolaires, prématernelles, et maternelles qui sont implantés.</li> <li>- Nombre d'étudiant.e.s qui s'expriment en français.</li> <li>- Niveau de satisfaction des élèves.</li> <li>- Nombre de projets inter-provinciaux qui sont élaborés et qui sont implantés dans les écoles fransaskoises.</li> <li>- Nombre d'élèves qui ont accès à des cours.</li> <li>- Les centres de ressources des écoles sont dotés d'un nombre de ressources.</li> </ul>	

\* Veuillez prendre que pour l'année fiscale 2003-04 le projet Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie est augmenté de 100 000 \$.



 Lise Toupin  
02/02/2001 12:58 PM

Pour : Élise Hockman/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : #CI-DGPALO - OPÉRATIONS, Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Sylvie  
Rochette/HullOttawa/PCH/CA@PCH

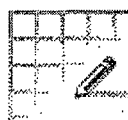
Objet : Réf. : COORDINATION DES ENTENTES LOE AU SEIN DES OPÉRATIONS 

Merci pour cette information. Je pense que c'est une bonne approche.

Qu'en est-il des dossiers qui sont présentement sur le bureau de Thérèse? Calendrier?

MERCI

Élise Hockman

 Élise Hockman  
02/02/2001 12:06

Pour : #CI-DGPALO - OPÉRATIONS  
cc : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Sylvie Rochette/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : COORDINATION DES ENTENTES LOE AU SEIN DES OPÉRATIONS

Ceci pour vous faire part d'un processus pour faciliter la coordination des ententes LOE (bilatérale, spéciale) qui devront être montées pour approbation ministérielle. J'ai convenu avec Thérèse Laberge des Services juridiques que désormais pour toute question qu'on aurait à lui poser sur les ententes d'une province ou d'un territoire donné.e, on s'adresserait à moi et que je me chargerais d'en faire part à Thérèse. Ceci à la suggestion d'Yvan.

On voudra aussi discuter avec moi au besoin de toute question de fond qui pourrait avoir des répercussions sur l'ensemble des ententes. Il s'agit d'une implication qui serait complémentaire et qui ne se substituera pas au travail fait par le comité de revue de la DGPALO touchant les plans d'action/ententes, comité auquel je participe toujours.

Par ailleurs, j'en profite pour vous signaler que, fraîche de son expérience de l'acheminement d'une entente LOE, Monic a accepté de dresser un aide-mémoire qui indiquera la marche à suivre pertinente depuis la préparation du dossier jusqu'à son retour une fois approuvé par la Ministre.

Merci de votre collaboration et en espérant que ceci vous sera utile.

---

This is to inform you of a process to facilitate the coordination of the OLE agreements (bilateral, special) that are to be sent up for Ministerial approval. I have agreed with Thérèse Laberge (Legal Services) that from now on, any question which you may need to ask her on the agreements of a

given province or territory would be addressed to me, and I will ensure that Thérèse is made aware of them. This is at Yvan's suggestion.

You will also want to discuss with me, as needed, any question that may have repercussions on all the agreements as a whole. My involvement would be complementary to and would not substitute for the work accomplished by the OLSPB review committee concerning the action plans/agreements, committee in which I continue to participate.

On a related point, I would like to take advantage of this opportunity to indicate that, having just gone through the experience of forwarding an OLE agreement for approval, Monic has accepted to draft an *aide-mémoire* which will outline the appropriate process to follow from the preparation of a file to its return once approved by the Minister.

Thanks for your cooperation and hoping that this will be useful to you.

Thérèse Laberge

01/10/2001 12:34

Pour : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Ententes LOE

Bonjour, Marion,

J'ai lu la correspondance ci-dessous. J'ai récemment eu l'occasion de discuter de la question de conservation des documents avec d'autres secteurs du ministère.

Il semble que la durée de conservation varie quelque peu. Ce qui semble généralement importer, cependant, c'est que le ministère puisse, dans une période de cinq ans après qu'une entente ait pris fin, être en mesure de faire une évaluation du succès du programme afférent aux paiements de transfert. Pour être en mesure de faire une évaluation valable, le ministère doit pouvoir avoir accès à tous les documents pertinents relativement à l'administration de l'entente de contribution.

Par conséquent et sujet à ce que ceci soit confirmé par les responsables ministériels de l'évaluation, une conservation de documents par un bénéficiaire de contribution pour une période de sept ans après que l'objet de la contribution ait été rempli me semble tout à fait raisonnable.

J'espère être en mesure de procéder à la révision complète des ententes dont il est ici question dans les plus brefs délais.

Au plaisir,

Thérèse

----- Envoyée par Thérèse Laberge/HullOttawa/PCH/CA le 10/01/2001 12:21 -----



Marion Menard  
09/01/2001 10:49

Pour : Thérèse Laberge/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Ententes LOE

Bonjour Madame Laberge,

Mes collègues du ministère de l'Éducation de la Saskatchewan m'ont demandé des précisions quant à la portée d'un des articles des ententes en éducation que je vous ai fait parvenir le 18 décembre dernier. Il s'agit de la durée de conservation des documents reliés à l'Entente bilatérale (pièces justificatives, rapports d'activités, etc). Ces interrogations font suite à leur analyse préliminaire des textes des deux Ententes, plus particulièrement de l'article 3.1 de l'Annexe A de l'Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité qui prescrit que :

"3.1 La Saskatchewan accepte de tenir des comptes et des états de ses recettes et dépenses en ce qui touche la présente entente."

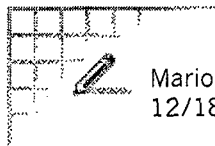
Nos règles internes pour ce genre de documents prévoient une durée de conservation de **7 ans**.

Est-ce que la contrepartie provinciale doit respecter cette norme ?

Merci de votre aide.

Marion Ménard  
953-8764

----- Envoyée par Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA le 01/09/2001 09:09 AM -----



Marion Menard  
12/18/2000 12:14 PM

Pour : Thérèse Laberge/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Ententes LOE

Bonjour Madame Laberge,

Je suis l'agent responsable des dossiers de la Saskatchewan à la Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles. Depuis quelques semaines, je travaille à finaliser le contenu des ententes en-éducation entre nos deux gouvernements. (entente spéciale et entente LOE).

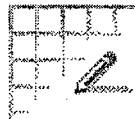
Il est important de mentionner que ce travail s'est fait en collaboration avec mes collègues qui s'affairent également à conclure des ententes similaires avec d'autres provinces. À ce titre, ces mêmes collègues ont généreusement partagé avec moi le contenu des modifications que vous nous avez proposées dans les dernières semaines et j'ai fait les corrections nécessaires, le cas échéant.

Malgré tout, à la veille de partager le tout avec mes homologues provinciaux, j'aimerais que les deux documents fassent l'objet d'une dernière révision par vos services. Je me sentirais davantage rassuré quant à la validité de leur contenu.

Merci de votre aide

Marion Ménard  
Agent de programmes  
DGPALO  
953-8764



 Marion Menard  
01/09/2001 10:49 AM

Pour : Thérèse Laberge/HullOttawa/PCH/CA@PCH

cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Ententes LOE

Bonjour Madame Laberge,

Mes collègues du ministère de l'Éducation de la Saskatchewan m'ont demandé des précisions quant à la portée d'un des articles des ententes en éducation que je vous ai fait parvenir le 18 décembre dernier. Il s'agit de la durée de conservation des documents reliés à l'Entente bilatérale (pièces justificatives, rapports d'activités, etc). Ces interrogations font suite à leur analyse préliminaire des textes des deux Ententes, plus particulièrement de l'article 3.1 de l'Annexe A de l'Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité qui prescrit que :


"3.1 La Saskatchewan accepte de tenir des comptes et des états de ses recettes et dépenses en ce qui touche la présente entente."

Nos règles internes pour ce genre de documents prévoient une durée de conservation de **7 ans**. Est-ce que la contrepartie provinciale doit respecter cette norme ?

Merci de votre aide.

Marion Ménard  
953-8764

----- Envoyée par Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA le 01/09/2001 09:09 AM -----

 Marion Menard  
12/18/2000 12:14 PM

Pour : Thérèse Laberge/HullOttawa/PCH/CA@PCH

cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Ententes LOE

Bonjour Madame Laberge,

Je suis l'agent responsable des dossiers de la Saskatchewan à la Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles. Depuis quelques semaines, je travaille à finaliser le contenu des ententes en éducation entre nos deux gouvernements. (entente spéciale et entente LOE).

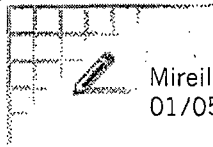
Il est important de mentionner que ce travail s'est fait en collaboration avec mes collègues qui s'affairent également à conclure des ententes similaires avec d'autres provinces. À ce titre, ces mêmes collègues ont généreusement partagé avec moi le contenu des modifications que vous nous avez proposées dans les dernières semaines et j'ai fait les corrections nécessaires, le cas échéant.

Malgré tout, à la veille de partager le tout avec mes homologues provinciaux, j'aimerais que les deux documents fassent l'objet d'une dernière révision par vos services. Je me sentirais davantage rassuré quant à la validité de leur contenu.

Merci de votre aide

Marion Ménard  
Agent de programmes  
DGPALO  
953-8764





Mireille Guitard  
01/05/2001 03:38 PM

Pour : #CI-DGPALO - OPÉRATIONS  
cc : Josée Madore/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Nicole Lacasse/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Louise Gleason/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Gilles Leduc/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : GCIMS - entente bilatérale

Et voilà , déjà rendu en janvier et aucune entente bilatérale signée.....

Dans le but d'être prêt lorsque le grand moment arrivera, nous avons ouvert dans GCIMS un projet par province sous le codage "Plan d'action - fonds régulier". Les dossiers ont été transmis via GCIMS aux agents responsables.

Pour les provinces qui auront des "ententes spéciales" dont les fonds proviendront des "Mesures d'investissement en éducation" un autre projet sera ouvert dans GCIMS (déjà fait pour ceux qui ont des approbations de principe).

En ce qui a trait aux 3 territoires, malgré le fait qu'il n'auront pas d'ententes spéciales, nous avons quand même créé deux projets par territoires: un pour le financement régulier du programme et un autre pour la consolidation de la gestion scolaire.

Si vous avez des questions/commentaires, n'hésitez pas à m'en faire part.

Merci

*Mireille*

**Grants and Contributions Information Management System - [Project Information]**

File View Reporting Options Windows Help User Reports Client Reports Project Reports

Client Name: **GOUVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN MINISTRE DES FI** Application Status: In Development  
Project Name: **Mesures spéciales d'investissement en éducation** Current Owner: **MadoreJ**  
Project Fiscal Year: **19992000** Application Fiscal Year: **20002001** Transfer Own

**Open File** Eligibility Assess / Rec Approval Status

Business Line: **Canadian Identity**  
Product Service Line: **Official Languages**  
Sub-Product Service Line: **Federal-provincial co-operation on Off. Languages**  
Summary Commitment Item: **Contribution to Provinces and Territories**  
Commitment Item: **FP Education Investment (C)**  
Fund Centre: **Official Languages - NCR**  
Project Start Date: **04/01/1999** Project End Date: **03/31/2004**  
Registry File Number:   
GAF Received Original Date: **04/01/1999**  
GAF Requested Amount: **\$8,100,000.00** GAF Completed Date: **MM/DD/YYYY**  
Funding Type Code: **Project**  
Funding Method Code: **Contribution**  
Funding Attribute Code: **Amendment 1**

**Workflow**  
☐ Open File  
☒ Initial App  
☒ Client Veri  
☒ Address In  
☒ File Num  
☒ Assigned  
☒ Application  
☒ Application  
☒ Prepare le  
☒ Letter of A  
☒ Client Mar  
☒ Client Soc  
☒ Client Incr  
☒ For Indiv  
☒ Proof of C

User:   
Comment:

**<< Back** **Save** **Open Client**

Start Grants and Contributi... untitled - Paint



# Entente spéciale

DRAFT

## ONGLET. OUVRIR LE DOSSIER

### DESCRIPTION

La conclusion d'ententes spéciales en gestion scolaire entre le ministère du Patrimoine canadien et différentes provinces permettent de consolider le travail entrepris par celles-ci depuis 1992 en matière de gestion scolaire, d'enseignement postsecondaire en français, et d'enseignement de la langue seconde.

Dans le cas de la Saskatchewan, les discussions se poursuivaient depuis plusieurs mois avec le ministère de l'éducation de la province en vue d'en venir à un renouvellement de l'Entente spéciale en gestion scolaire, qui avait expiré le 31 mars 1999. La ministre du Patrimoine canadien s'était d'ailleurs engagée en ce sens avec la province dans une lettre envoyée le 8 juin 2000 au Ministre de l'Éducation de la Saskatchewan.

L'Entente spéciale Canada - Saskatchewan sur des mesures d'investissement relatives à la qualité de l'enseignement dans la langue de la minorité comprend un plan d'action (Annexe 2) qui décrit le travail qui sera entrepris par la Division scolaire francophone #310 en vue d'offrir des programmes et des services spéciaux en éducation à la clientèle francophone. Le plan d'action explicite en détail ces activités ainsi que l'utilisation qui sera faite du financement fédéral et provincial. Des indicateurs de rendement ont été élaborés en vue de mesurer l'atteinte des résultats dans le domaine de la gestion scolaire. Notons que l'engagement financier de Patrimoine canadien est prévu jusqu'en 2003-2004..

### COMMENTAIRES GÉNÉRAUX SUR LA DEMANDE

La demande est conforme à l'objectif du Programme des langues officielles dans l'enseignement, c'est-à-dire, offrir aux membres de la collectivité minoritaire d'expression française ou anglaise la possibilité de se faire instruire dans leur langue maternelle et de participer à un enrichissement culturel en se familiarisant avec leur propre culture.

### JUSTIFICATION D'OUVERTURE DE DOSSIER

Le texte d'entente ci-joint ainsi que le plan d'action ont été négociés entre Patrimoine canadien et le gouvernement de la Saskatchewan, à la satisfaction des deux parties. Le gouvernement provincial a présenté des demandes officielles pour les initiatives incluses dans le plan d'action de l'Entente spéciale et qui font l'objet de la présente recommandation.

### ONGLET « ADMISSIBILITÉ »

#### JUSTIFICATION DE L'ADMISSIBILITÉ

Ce projet s'inscrit dans le volet de financement Langues officielles dans l'enseignement des Programmes d'appui aux langues officielles. Il contribuera au développement et à la consolidation de l'éducation francophone et permettra d'offrir aux membres de la collectivité minoritaire d'expression française de la Saskatchewan la possibilité de se faire instruire dans leur langue maternelle.

L'Entente spéciale Canada - Saskatchewan sur des mesures d'investissement relatives à la qualité de l'enseignement dans la langue de la minorité a pour but d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et la Saskatchewan en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité. L'entente est assortie d'un plan d'action (Annexe B), lequel rend publique la planification provinciale pour ce qui est des activités qui seront mises en oeuvre, de l'utilisation du financement fédéral et provincial, des résultats prévus et des indicateurs de rendement.

### ONGLET' « ANALYSE / RECOMMANDATION »

#### ANALYSE DU PROJET

La demande repose sur deux axes de développement poursuivis par la Division scolaire francophone #301 (DSF).

Dans un premier temps, la demande vise à soutenir les services spéciaux offerts à la clientèle francophone par la DSF #310. Parmi ces services spéciaux, mentionnons entre autres des activités de promotion, de recrutement, la mise en place de partenariats avec les conseils d'écoles, l'équivalence des programmations académiques, etc. En offrant ces services spéciaux, la DSF veut renforcer sa crédibilité et informer les ayants droit des services à leur disposition. Elle cherche également à créer une synergie entre les différents partenaires en éducation. Le résultat visé est d'amener les parents, le personnel et les élèves à travailler conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF.

Dans un deuxième temps, la DSF veut renforcer les programmes et services offerts à la communauté. Elle veut s'assurer que les élèves reçoivent une éducation de qualité, reconnue pour son excellence et adaptée à leurs besoins. Elle offrira des programmes de francisation, d'intégration, d'animation culturelle et d'orthopédagogie. Des programmes de préscolaire (prématernelle et maternelle) seront offerts à la clientèle des ayants droit, assurant ainsi une francisation dès le bas âge. Elle offrira également des cours à distance aux élèves et aux enseignants qui habitent

**TABLEAU BUDGÉTAIRES : LANGUES OFFICIELLES EN ÉDUCATION 2000 - 2003**

	2000-01		2001-02		2002-03		TOTAL	
	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada	Sask.	Canada
<b>Français langue première</b>								
Appui et administration de l'enseignement	4 929 750 \$	871 849 \$	4 929 750 \$	871 849 \$	4 929 750 \$	871 849 \$	14 789 250 \$	2 615 547 \$
Élaboration & développement de programmes	261 763 \$	165 663 \$	261 763 \$	165 663 \$	261 763 \$	165 663 \$	785 289 \$	496 989 \$
Formation & perfectionnement des enseignants	0 \$	14 500 \$	0 \$	14 500 \$	0 \$	14 500 \$	0 \$	43 500 \$
Appui aux étudiants et aux élèves	18 945 \$	61 445 \$	18 945 \$	61 445 \$	18 945 \$	61 445 \$	56 835 \$	184 335 \$
<b>Total - Français langue première</b>	<b>5 210 458 \$</b>	<b>1 113 457 \$</b>	<b>5 210 458 \$</b>	<b>1 113 457 \$</b>	<b>5 210 458 \$</b>	<b>1 113 457 \$</b>	<b>15 631 374 \$</b>	<b>3 340 371 \$</b>
<b>Français langue seconde</b>								
Appui et administration de l'enseignement	\$7 030 916	\$1 495 545	\$7 030 916	\$1 495 545	\$7 030 916	\$1 495 545	\$21 092 748	\$4 486 635
Élaboration & développement de programmes	\$601 804	\$324 053	\$601 804	\$324 053	\$601 804	\$324 053	\$1 805 412	\$972 159
Formation & perfectionnement des enseignants	\$0	\$43 500	\$0	\$43 500	\$0	\$43 500	\$0	\$130 500
Appui aux étudiants et aux élèves	\$13 320	\$141 445	\$13 320	\$141 445	\$13 320	\$141 445	\$39 960	\$424 335
<b>Total - Français langue seconde</b>	<b>\$7 646 040</b>	<b>\$2 004 543</b>	<b>\$7 646 040</b>	<b>\$2 004 543</b>	<b>\$7 646 040</b>	<b>\$2 004 543</b>	<b>\$22 938 120</b>	<b>\$6 013 629</b>
<b>TOTAL</b>	<b>\$12 856 498</b>	<b>\$3 118 000</b>	<b>\$12 856 498</b>	<b>\$3 118 000</b>	<b>\$12 856 498</b>	<b>\$3 118 000</b>	<b>\$38 569 494</b>	<b>\$9 354 000</b>

**Fonds supplémentaires 2000 - 2001**

	2000-01	
	Canada	Sk
<b>Langue de la minorité</b>		
Mise en œuvre du plan d'actin du Collège Mathieu	250 000 \$	250 000 \$
Programmes de l'Institut de formation linguistique	85 000 \$	85 000 \$
Programmes du SFEA*	85 000 \$	85 000 \$
Investissement du Ministère de l'éducation de la Saskatchewan	80 000 \$	80 000 \$
<b>Total - Fonds supplémentaires</b>	<b>\$500 000</b>	<b>\$500 000</b>

\* Service francsaskois d'éducation aux adultes

dans des régions éloignées.

#### JUSTIFICATION DE LA RECOMMANDATION

La négociation particulière de l'entente ci-jointe avec la Saskatchewan a commencé au printemps 2000. Le 8 juin 2000, la ministre du Patrimoine canadien confirmait l'engagement financier du Ministère jusqu'en 2003-2004, pour la mise en oeuvre d'initiatives de gestion scolaire et d'enseignement postsecondaire pour la minorité de langue officielle de la Saskatchewan. Les trois (3) premières versions du plan d'action ont fait l'objet d'étroites discussions entre le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan et le ministère du Patrimoine canadien. La rédaction finale de la version actuelle (ci-jointe) est donc à la satisfaction des deux parties.

Les projets proposés par le gouvernement de la Saskatchewan méritent l'appui du Ministère car ils permettent le développement d'initiatives dans le domaine de la gestion scolaire et assurent la consolidation d'établissements postsecondaires francophones. Par le fait même, le tout est conforme aux orientations des Mesures spéciales d'investissement en éducation.

DRAFT

OK

<p>3. <u>Le Service fransaskois d'éducation aux adultes (SFEA) offre différents programmes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cours crédités.</li> <li>- Diplôme en informatique.</li> <li>- Promotions.</li> <li>- Comité consultatif.</li> </ul>	<p>3.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Implantation de cours crédités au niveau secondaire et post-secondaire.</li> <li>- Implantation d'un diplôme en informatique.</li> <li>- Promotion des services offerts par le SFEA et rejoindre une clientèle plus vaste.</li> <li>- Comité consultatif du SFEA est établi.</li> </ul>	<p>3.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'inscriptions.</li> <li>- Nombre de publications et de visites au site WEB.</li> <li>- Nombre de rencontres, tarification des cours offerts par le SFEA, et rédaction des règles de fonctionnement.</li> </ul>		<p><b>Sask.</b></p>	<p><b>Canada</b></p>
<p>4. <u>Investissement du Ministère de l'Éducation de la Saskatchewan</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement et livraison de cours virtuels ou de télévision interactive</li> </ul>	<p>4.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les cours virtuels et de télévision interactive sont développés et livrés à la clientèle de français langue première et seconde.</li> </ul>	<p>4.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'écoles ou d'enseignant.e.s ayant recours aux nouveaux programmes et matériels.</li> <li>- Niveau de satisfaction des utilisateurs.trices des nouveaux programmes.</li> </ul>		<p>85 000\$</p>	<p>85 000\$</p>
			<p><b>TOTAL ANNUEL</b></p>	<p><b>500 000 \$</b></p>	<p><b>500 000 \$</b></p>



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre Deputy Minister

Hull (Québec)  
K1A 0M5

Hull, Quebec  
K1A 0M5

6 JUIN 2000

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS

GESTION SCOLAIRE EN SASKATCHEWAN

(Pour signature)

**RÉSUMÉ**

- ° Les discussions se poursuivent depuis plusieurs mois avec le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan afin d'en venir à un accord dans le dossier du renouvellement de l'Entente spéciale de gestion, qui a expiré le 31 mars 1999.
- ° Le gouvernement de la Saskatchewan souhaite recevoir un engagement formel de votre part, à cet égard.

Contexte

- ° La première *Sous-entente relative à la gestion scolaire et l'amélioration de l'enseignement en français*, signée en mars 1994, prévoyait un montant de 7,75 M \$ sur six ans, soit de 1993-1994 à 1998-1999. Cette entente est venue à échéance en mars 1999. Comme nous n'avons pas encore signé une nouvelle entente, vous avez approuvé, à la fin mars, un montant de 1,9 M \$ en vertu des Mesures spéciales afin de permettre la poursuite, en 1999-2000, des initiatives entreprises selon la première Entente.

Considérations

- ° Nous avons offert à la Saskatchewan un montant de 10 M \$ pour cinq ans qui proviendrait des Mesures spéciales. Ce montant servira à appuyer des projets de développement en matière de gestion scolaire francophone visant à améliorer la qualité des programmes et en matière d'enseignement postsecondaire dans la langue de la minorité.

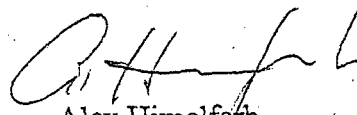
Canada

- 2 -

- ° La Saskatchewan s'engage à trouver des solutions pour obtenir du financement additionnel pour des initiatives de gestion scolaire et d'amélioration des cours offerts au niveau postsecondaire, soit dans le cadre de nouveaux programmes provinciaux ou via l'enveloppe régulière du Programme des langues officielles dans l'enseignement, étant donné que le financement en vertu des Mesures spéciales se terminera en 2003-2004 et que le gouvernement provincial devra alors prendre la relève à cet égard.
- ° Nous poursuivons notre travail avec les représentants du ministère de l'Éducation quant au plan d'action proposé par la Saskatchewan. Lorsque nous aurons terminé nos discussions, nous serons en mesure de finaliser le texte d'Entente spéciale et de vous le proposer pour signature.
- ° Entre-temps, le ministère de l'Éducation souhaite recevoir un engagement formel de votre part en ce qui a trait au niveau de financement proposé pour les Mesures spéciales.

#### Recommandation

- ° Nous vous recommandons de signer la lettre ci-jointe au ministre de l'Éducation de la Saskatchewan, M. Jim Melenchuk, dans laquelle vous confirmez l'engagement financier de Patrimoine canadien jusqu'en 2003-2004, pour des initiatives de gestion scolaire et d'enseignement postsecondaire pour la minorité de langue officielle.

  
Alex Himelfarb

Pièces jointes

Préparée par :

Micheline Guilbeault, Programmes d'appui aux langues officielles, 994-4060  
Norman Moyer, Identité canadienne, 994-2164

Minister  
of Canadian Heritage



Ministre  
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

JUN 08 2000

The Honourable Jim Melenchuk, M.L.A.  
Minister of Education  
Government of Saskatchewan  
2405 Legislative Building, Room 340  
Regina, Saskatchewan  
S4S 0B3

Dear Mr. Melenchuk:

I am writing to you concerning the renewal of the Special Agreement on Francophone School Governance in Saskatchewan.

Following discussions between our respective officials, I am pleased to confirm federal funding of \$10 million over five years (1999-2000 to 2003-2004), including \$1.9 million already approved for 1999-2000, to improve the quality of programs offered for Francophone School Governance and to develop the French-language post-secondary education sector. This amount will come from the new Special Investment Measures in Education envelope.

It is my understanding that discussions are progressing well on a multi-year action plan to 2004 and on the text of a new Special Agreement. As soon as this work has been completed, we will be in a position to sign a Special Agreement that will allow us to pursue in partnership the work done since 1993 in Francophone school governance and post-secondary education in Saskatchewan.

Thank you for your close co-operation. I look forward to your continued support in matters relating to official languages in education.

Please accept my best wishes.

Yours sincerely,

Sheila Copps

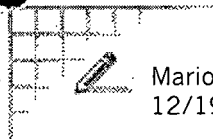
Canada





Notes

6



Marion Menard  
12/19/2000 10:18 AM

Pour : "Barraud, Willy EDO" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Textes légaux des ententes

Bonjour Willy,

Bonjour Madame Laberge,

J'ai finalement complété l'élaboration du contenu des ententes en éducation (entente spéciale et entente bilatérale). J'ai envoyé les documents, en anglais et en français, auprès de nos services légaux pour une dernière révision. De plus, j'ai converti le tout en MS Word pour que tu puisses consulter le tout aisément.

Pour ton information, le travail des dernières semaines a été d'harmoniser le contenu de différentes ententes provinciales afin d'en arriver à un produit relativement uniforme.

Les modifications et ajouts proposés apparaissent en rouge dans les documents ci-bas. Tu peux ainsi repérer les changements plus facilement.

Merci de ta collaboration et fais moi part de tes commentaires.

Marion Ménard  
Agent de programmes  
819-953-8764



*Version du 19 décembre 2000*

**ÉBAUCHE**

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-SASKATCHEWAN  
RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION  
DE LA MINORITÉ FRANCOPHONE**

## **ENTENTE SPÉCIALE CANADA-SASKATCHEWAN RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION DE LA MINORITÉ FRANCOPHONE**

**LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE** a été conclue en français et en anglais ce \_\_ jour de \_\_\_\_ 2000.

**ENTRE :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA** (ci après appelé «Canada»), représenté par la ministre du Patrimoine canadien

**ET :** **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE SASKATCHEWAN** (ci-après appelé «Saskatchewan»), représenté par le ministre de l'Éducation de la Saskatchewan

**ATTENDU QUE** la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**ATTENDU QUE** l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient à la Saskatchewan de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'enseignement dans la langue de la minorité;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative de la Saskatchewan a adopté la *Loi sur l'éducation, 1995* permettant la mise en oeuvre de la gestion scolaire en français;

**ATTENDU QUE** la Ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**ATTENDU QUE** le Canada et la Saskatchewan ont antérieurement mis en oeuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire en français en Saskatchewan;

**ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions post-secondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

**EN CONSÉQUENCE**, la présente entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après :

## **I. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE**

- 1.1 La présente entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et la Saskatchewan en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Saskatchewan figurant à l'Annexe 2.

## **2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1 Sous réserve des dispositions de la clause 3.1 de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par la Saskatchewan pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises et d'enseignement postsecondaire en français décrits dans son plan d'action (Annexe 2), notamment :
- i) La mise en oeuvre par la Division scolaire francophone #310 de « services spéciaux à la clientèle francophone » tels qu'énumérés au paragraphe 1 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province;
  - ii) La mise en oeuvre par la Division scolaire francophone #310 des « programmes et services » tels qu'énumérés au paragraphe 2 de la colonne « Activités » du plan d'action de la province.
- 2.2 Le plan d'action de la Saskatchewan qui figure à l'Annexe 2 comprend une description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle de la Saskatchewan.

## **3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la Saskatchewan pour la mise en oeuvre de son plan d'action (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moindre de 10 millions de dollars (10 000 000 \$) et 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par la Saskatchewan, selon la répartition ci-après :

### Année financière

1999-2000 :	1 900 000 \$
2000-2001 :	2 000 000 \$
2001-2002 :	2 000 000 \$
2002-2003 :	2 000 000 \$
2003-2004 :	2 100 000 \$

- 3.2 Le Canada et la Saskatchewan reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versé à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.
- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative de la Saskatchewan et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, la Saskatchewan s'engage à contribuer aux dépenses admissibles en vertu du plan d'action approuvé (décrit à l'Annexe 2), selon la répartition ci-après :

#### Année financière

1999-2000 : 2 512 696 \$  
2000-2001 : 2 512 696 \$  
2001-2002 : 2 512 696 \$  
2002-2003 : 2 512 696 \$  
2003-2004 : 2 512 696 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par la province de la Saskatchewan, en vertu de l'article 3.3, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.5 La contribution prévue de la Saskatchewan doit également être en sus des contributions du Canada et de la Saskatchewan en vertu de *l'Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité ou à l'enseignement de la langue seconde* ou de toute autre entente semblable entre le Canada et la Saskatchewan dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'entente spéciale se trouvent à l'Annexe 1 de la présente entente spéciale.

#### **4. DÉPENSES ADMISSIBLES**

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérés au paragraphe 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

#### **5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS**

- 5.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que les contributions mentionnées à la clause 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale prévue dans la présente entente spéciale.

#### **6. INFORMATION AU PUBLIC**

- 6.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que le texte de la présente entente spéciale et ses annexes seront mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 La Saskatchewan rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu au paragraphe 1.3 de l'Annexe A de *l'Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.

- 6.3 La Saskatchewan présentera les renseignements mentionnés au paragraphe 6.2 de la présente entente de la façon qu'elle juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou de la Saskatchewan, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et la Saskatchewan tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.
- 6.4 La Saskatchewan accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'elle fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués; les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux; et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. La Saskatchewan accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

## **7. DURÉE**

- 7.1 La présente entente spéciale lie la Saskatchewan et le Canada pour la période commençant le 1er avril 1999 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par la Saskatchewan au cours de ladite période en fonction du plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## **8. MODIFICATION OU CESSATION**

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit au paragraphe 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
  - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

## **9. ÉVALUATION**

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants du Conseil scolaire francophone à participer à cette rencontre.
- 9.2 La Saskatchewan convient de fournir au Canada un rapport sur l'évaluation des activités réalisées avec l'appui financier du Canada, dans les six mois suivant l'expiration de la présente entente spéciale.

## **10. CONSULTATIONS**

- 10.1 La Saskatchewan continuera de consulter en particulier le Conseil scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressées relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.

## **11. PARTENARIAT**

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et la Saskatchewan.

## **12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA SASKATCHEWAN**

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative de la Saskatchewan ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

## **13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT**

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

## **14. RESPONSABILITÉS DU CANADA**

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, mêmes mortelles, ni des dommages matériels subis par la Saskatchewan ou qui que ce soit d'autre à l'occasion de l'exécution de la présente entente par la Saskatchewan, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

## **15. INDEMNISATION**

- 15.1 La Saskatchewan devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou supposément attribuables à la Saskatchewan ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.



## **16. COMMUNICATIONS**

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

La ministre du Patrimoine canadien  
Patrimoine canadien  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée à la Saskatchewan concernant la présente entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Le ministre de l'Éducation  
Gouvernement de la Saskatchewan  
Édifice Législatif, bureau 340  
Regina (Saskatchewan)  
S4S 0B3

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

## **17. ANNEXES**

- 17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente spéciale :

Annexe 1 - Modalités et conditions administratives;  
Annexe 2 - plan d'action de la Saskatchewan.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

**AU NOM DU CANADA**

**AU NOM DU DE LA SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation

**EN PRÉSENCE DE :**

**EN PRÉSENCE DE :**

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin

## ANNEXE 1

### ENTENTE SPÉCIALE CANADA – SASKATCHEWAN RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION DE LA MINORITÉ FRANCOPHONE

#### MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

##### 1. PAIEMENT

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser à la Saskatchewan la contribution mentionnée à la clause 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente entente spéciale;
  - b) pour chaque exercice subséquent, le premier versement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation d'un rapport d'activités détaillé au sujet des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du plan d'action pour l'exercice précédent et au besoin, d'un plan d'action mis à jour, à condition que les versements précédents aient été remplis;
  - c) pour chaque exercice de la présente entente spéciale, le second paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
    - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada à la Saskatchewan pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
    - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire.
    - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.
- 1.2 En plus du rapport annuel détaillé mentionné au sous-alinéa 1.1 c) (iii) de la présente Annexe, la Saskatchewan devra soumettre au Canada, d'ici le 31 décembre 2004, un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre de son plan d'action (Annexe 2).
- 1.3 En plus des états financiers mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004.

- 1.4 Les montants à payer par le Canada à la Saskatchewan conformément à la présente entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés au paragraphe 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente spéciale et que la Saskatchewan ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

## **2. TRANSFERTS**

- 2.1 La Saskatchewan pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action. La Saskatchewan devra présenter une demande en ce sens au Canada avant le 15 février de l'exercice financier visé.

## **3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS**

- 3.1 Aux fins de la présente entente spéciale, la Saskatchewan présentera des états financiers au Canada certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par la Saskatchewan et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers mentionnés à l'article 1 de la présente Annexe, sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par la Saskatchewan à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action (Annexe 2).
- 3.3 Les rapports d'activités mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées dans le plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 2).

## **4. EXCÉDENT**

- 4.1 Si les paiements versés à la Saskatchewan, conformément à la présente entente spéciale, dépassent les montants auxquels la Saskatchewan a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures à la Saskatchewan.

## **5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE**

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres de la Saskatchewan relatifs aux dispositions de la présente entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et la Saskatchewan accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer la Saskatchewan des résultats de toute vérification financière et de verser à la Saskatchewan, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui à la Saskatchewan. La Saskatchewan accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par elle au Canada.

**ANNEXE 2**

**PLAN D'ACTION DE LA SASKATCHEWAN**

**DRAFT :19 décembre 2000**

**Agreement between the Government of Canada and  
the Government of Saskatchewan  
for minority-language education and  
second-language instruction**

2000-01 to 2002-03

**AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND  
THE GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN  
FOR MINORITY-LANGUAGE EDUCATION AND  
SECOND-LANGUAGE INSTRUCTION**

**THIS AGREEMENT** has been concluded in English and in French on this \_\_\_\_ day of  
\_\_\_\_ 2000

**BETWEEN:**

**HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF  
CANADA**, hereinafter referred to as "Canada",  
represented by the Minister of Canadian Heritage,

**AND:**

**HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF  
SASKATCHEWAN**, hereinafter referred to as  
"Saskatchewan", represented by the Minister of  
Education of Saskatchewan.

**WHEREAS** English and French are the official languages of Canada, as recognized by the  
*Canadian Constitution*, as well as by the *Official Languages Act*, and whereas Canada recognizes  
its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**WHEREAS** section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of  
Canadian citizens belonging to the English- or French-language minority in a province or  
territory to have their children educated in that language, at the elementary and secondary levels,  
where numbers of students warrant, and that this right includes, where the number of those  
children so warrants, the right to have them receive that instruction in minority-language  
educational facilities provided out of public funds;

**WHEREAS** Canada is committed to supporting the development of the official-language  
minority communities and to promoting the recognition and usage of English and French in  
Canadian society, and whereas, in accordance with the *Official Languages Act*, the Minister of  
Canadian Heritage can undertake measures to encourage and assist provincial/territorial  
governments to offer members of the official-language minority communities education in their  
own language and to provide everyone with the opportunity to learn French and English as a  
second language;

**WHEREAS** a Protocol for Agreement between Canada and the provincial and territorial  
governments for minority-language education and second-language instruction was concluded on  
February 23, 2000 between the Minister of Canadian Heritage and the Chair of the Council of  
Ministers of Education, Canada (CMEC), on behalf of all the provincial and territorial ministers  
responsible for education, hereinafter referred to as the "Protocol";

**WHEREAS** under the aforementioned Protocol, each provincial and territorial government will  
conclude a bilateral agreement with Canada for the period from April 2000 to March 2003;

**WHEREAS** Saskatchewan, as part of its jurisdiction over education, provides education in  
French in Saskatchewan in accordance with section 23 of the *Canadian Charter of Rights and  
Freedoms* and with the spirit of the said provision and instruction in French as a second  
language;

**WHEREAS** education, as a provincial jurisdiction, requires that Saskatchewan determine the  
objectives, define the contents, set priorities and evaluate their education programs in French and  
French second-language instruction;

**WHEREAS** Saskatchewan has agreed, for the purpose of the Protocol concluded on February 23, 2000, to describe the objectives, the main measures it intends to undertake and their expected results in multi-year action plans;

**WHEREAS** Canada and Saskatchewan recognize the existence, as acknowledged in the Protocol, of additional costs resulting from the fact that minority-language education and second-language instruction are provided, and Canada is prepared to assist Saskatchewan to absorb these costs;

**WHEREAS** the parties recognize that the federal contributions paid to Saskatchewan for the period extending from April 1998 to March 2000 were provided pursuant to annual provisional arrangements replicating the conditions of the previous bilateral agreement;

**THEREFORE**, given the reciprocal agreements contained herein, this Agreement bears witness to the fact that the parties agree on the terms and conditions hereinafter.



## **OBJECTIVES AND PRIORITIES**

### **1. OBJECTIVES**

The objectives for which Canada offers Saskatchewan a financial contribution are set out below.

- 1.1 To provide members of the French minority-language community with the opportunity to be educated in their own language, including cultural enrichment through exposure to their own culture.
- 1.2 To provide the residents of Saskatchewan with the opportunity to learn French as a second language along with opportunities for cultural enrichment through knowledge of the culture of the other official-language community.

### **2. STRATEGIC PRIORITIES**

- 2.1 Further to the objectives described in Clause 1, Canada and Saskatchewan agree to recognize that the following items constitute areas of special interest which merit particular attention during the period covered by this Agreement:
  - 2.1.1 Consolidation and development of educational services in the language of the minority;
  - 2.1.2 Support for the development of innovative minority-language educational programs and educational services and support for measures that increase access of minorities to post-secondary educational services, in particular in taking advantage of new communications technologies, where applicable;
  - 2.1.3 Support for the development and implementation of innovative programs for second-language core programs, in particular in taking advantage of new communications technologies, where applicable;
  - 2.1.4 Consolidation and development of immersion programs and support for the development of such programs;
  - 2.1.5 Consolidation and development of teacher training and development programs;
  - 2.1.6 Fostering of dialogue and mutual understanding between the Francophone and Anglophone communities in the context of regular educational measures sponsored by the provincial/territorial governments, notably through linguistic exchange programs at the secondary and post-secondary levels;
  - 2.1.7 Reinforcement of inter-provincial and territorial co-operation.

## **FEDERAL SUPPORT**

### **3. ACTION PLAN**

- 3.1 Subject to the provisions of the Protocol and this Agreement, Canada shall make the following contributions to the additional costs that Saskatchewan must assume in order to implement the measures provided for in the multi-year action plan that it has developed for the purposes of this bilateral Agreement. "Additional costs" means generally the costs or expenses that Saskatchewan incurs in addition to those it would incur in order to meet its obligation to educate its residents if it did not offer educational programs in French or instruction in French as a second language. The provincial action plan is contained in Schedule B and forms an integral part of this Agreement.
- 3.2. For the duration of the bilateral Agreement concluded with Saskatchewan, the action plan will set out, for each of the objectives mentioned in Clause 1:
- 3.2.1 a description of measures to be undertaken for each category of support indicated in Clause 4;
  - 3.2.2 a description of desired outcomes;
  - 3.2.3 a description of performance indicators by which the provincial government will measure achievement of outcomes;
  - 3.2.4 an annual breakdown of estimated expenditures and of Canada's and provincial contributions for each measure.

### **4. SUPPORT CATEGORIES**

- 4.1 For all levels of education, Canada's financial assistance shall be provided for measures related to the education structure and support, program development, teacher training, student support and any other type of support that will make it possible to better reflect the particular situation in Saskatchewan, that will be in accordance with the strategic priorities set out in Clause 2 and have been agreed upon by the Canada and the provincial government.
- 4.2 Inter-provincial and territorial Projects or Pan-Canadian Projects
- In the interests of increasing inter-provincial/territorial co-operation and to encourage optimum use of resources, Canada and Saskatchewan recognize the importance of undertaking projects or measures of an inter-provincial/territorial or pan-Canadian scope. For this purpose, it is mutually agreed that such projects or measures may be co-ordinated by the CMEC Secretariat, Saskatchewan or any other province or territory. The financial contribution paid by Canada to Saskatchewan for these projects shall be administered in accordance with the terms of this Agreement.

### **5. CANADA'S CONTRIBUTION**

- 5.1 Subject to Parliamentary approval of funds, to the maintenance of current and forecasted budgetary levels for the Official Languages in Education Program and the undertakings in the Protocol and this Agreement, Canada shall provide financial assistance for the measures described in the provincial action plan or other measures on which the parties have agreed, as set out in Clause 4 during the period of this Agreement.

5.2 Canada and Saskatchewan recognize that Canada's contribution provided in a particular fiscal year shall be paid to support measures that are implemented during the provincial school year.

5.3 Canada and Saskatchewan recognize that under the provisional arrangements concluded for the years 1998-1999 and 1999-2000, the following federal contributions were made for infrastructure support and the minimum guarantee under the terms of the previous Protocol and that the conclusion of this Agreement will not bring about any retroactive change in these contributions:

1998-1999 .....	\$2,604,372
1999-2000 .....	\$3,117,725

5.4 Funding for the provincial action plan

Subject to Clause 5.1, Canada shall make the following annual contributions to Saskatchewan for the implementation of measures described in its action plan in the fiscal years from 2000-2001 to 2002-2003:

2000-2001 .....	\$3,118,000
2001-2002 .....	\$3,118,000
2002-2003 .....	\$3,118,000

5.5 Supplementary contribution

In addition to the funding made available further to Clause 5.4, Canada may make a supplementary contribution to Saskatchewan for specific measures described in the action plan or any other project or activity agreed to by Canada and Saskatchewan. The projects and measures to be funded and the level of funding provided will be agreed upon by Canada and Saskatchewan. The parties may agree on a multi-year funding for such projects and measures. These projects or measures will be included in a document to be attached annually to this Agreement and will form an integral part thereof or, where appropriate, constitute an auxiliary agreement

5.6 Subject to prior agreement between Canada and Saskatchewan, the province may each year transfer part of the contributions made by Canada in that year under Clauses 5.4 or 5.5 to CMEC or to any other provincial or territorial government for the implementation of inter-provincial/territorial or pan-Canadian projects.

5.7 Subject to prior agreement between Canada and Saskatchewan, the province may each year transfer to CMEC part of the financial assistance provided by Canada in that year for the Summer Language Bursary Program and for the Official-Language Monitor Program for the implementation of measures described in its action plan, as provided for in Clause 5.4.

5.8 Canada's contribution is conditional on Saskatchewan's providing for each category of support a financial contribution equivalent to or greater than that of Canada for the implementation of the action plan and any other measure carried out under this bilateral Agreement, except for teacher and student bursaries and fellowships which can be totally supported by the federal contribution.

## **6. TRANSFERS**

- 6.1 Saskatchewan may transfer funds from one category of support to another as part of a single objective in the action plan, provided that these transfers do not call into question the achievement of the results set out in the action plan. Canada and Saskatchewan may agree, in each year covered by this Agreement, to transfer a portion of the federal contribution from one linguistic objective to another in the action plan. Saskatchewan will submit a request to the federal Minister to transfer funds from one linguistic objective to another before February 15 in the year in question.
- 6.2 Within Supplementary Contribution, Saskatchewan may transfer funds from one project to another with the authorization in writing of Canada, provided that these transfers do not call into question the achievement of the results set out. Canada and Saskatchewan may also agree each year to transfer regular funds to projects financed by the Supplementary Contribution. Saskatchewan will submit a request for any transfer to the federal Minister before February 15 in the year in question.

## **7. CONSULTATIONS**

- 7.1 Saskatchewan must demonstrate to Canada that interested associations and groups have been consulted on the development and annual updating of its action plan.
- 7.2 Canada agrees to consult with interested associations and groups on the programs provided for in this bilateral agreement and for which it provides a financial contribution. The federal and provincial governments may agree to hold these consultation jointly.
- 7.3 Saskatchewan agrees to participate in meetings between representatives of the federal government and of the provincial and territorial governments to be held at least once a year to discuss the programs provided for in this Protocol and to review the various initiatives undertaken with respect to the objectives and strategic priorities outlined in this Protocol.

## **8. DURATION**

- 8.1 This Agreement shall take effect on April 1, 2000 and expire on March 31, 2003.

## **9. AMENDMENT OF AGREEMENT**

- 9.1 This Agreement may be amended with the written consent of both parties.

## **10. PARTNERSHIP**

- 10.1 The parties recognize that this Agreement does not constitute an association for the purpose of creating a partnership or a co-enterprise and it does not create an agency relationship between Canada and Saskatchewan.

## **11. MEMBERS OF THE HOUSE OF COMMONS, THE SENATE AND THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF SASKATCHEWAN**

- 11.1 No member of the House of Commons, the Senate or the Legislative Assembly of Saskatchewan may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom.

## **12. OFFICIALS AND EMPLOYEES OF THE GOVERNMENT**

- 12.1 No official or employee of Canada may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom without the consent in writing of the Minister to whom the official or employee reports.

## **13. LIABILITY OF CANADA**

- 13.1 Canada is not liable for any injury, including fatal injury, or material damage suffered by Saskatchewan or anyone else as a result of the implementation of this Agreement by Saskatchewan unless such injuries or damages are attributable to the fault of an employee or agent of Canada in the course of his or her duties.

## **14. INDEMNIFICATION**

- 14.1 Saskatchewan shall indemnify and save harmless Canada and the Minister of Canadian Heritage and their servants or agents from and against all claims, losses, damages, costs and expenses related to any injury or death of a person, or loss or damage to property caused or alleged to be caused by Saskatchewan or its servants or agents in carrying out the activities described in this Agreement.

## **15. COMMUNICATIONS**

- 15.1 Any notice concerning this Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage  
Canadian Heritage  
Ottawa, Ontario  
K1A 0M5

- 15.2 Any notice concerning this Agreement intended for Saskatchewan shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education  
Government of Saskatchewan  
Legislative Building, Room 340  
Regina, Saskatchewan  
S4S 0B3

- 15.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

## **16. SCHEDULES**

- 16.1 The attached Schedules are an integral part of this Agreement:

Schedule A - Administrative Procedures; and  
Schedule B - Provincial Action Plan.

**IN WITNESS WHEREOF**, the parties have signed this Agreement.

**ON BEHALF OF CANADA**

**ON BEHALF OF SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Minister of Canadian Heritage

\_\_\_\_\_  
Minister of Education of Saskatchewan

\_\_\_\_\_  
Witness

\_\_\_\_\_  
Witness

## SCHEDULE A

### ADMINISTRATIVE PROCEDURES

#### 1. PUBLIC INFORMATION

- 1.1 Canada and Saskatchewan agree that they must be able to show their respective legislative assemblies and the Canadian public that the financial contribution made by Canada contributes to the maintenance and development of educational programs in French and second-language instruction programs in French for which funds thus paid have been appropriated.
- 1.2 In accordance with Clause 7.1 of the Protocol, Canada and Saskatchewan agree that the text of this bilateral Agreement as well as the provincial action plan shall be made available to all provincial/territorial governments and to the Canadian public upon signing of the Agreement.
- 1.3 Saskatchewan shall make public an annual report on the measures undertaken and results achieved as part of its action plan as well as for any other project or activity funded with the supplementary contribution described in Clause 5.5 of the Agreement.
- 1.4 Saskatchewan shall provide the information referred to in Clause 1.3 in the manner considered by it to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in the opinion of Canada or Saskatchewan, to clarify the information provided, Canada and Saskatchewan will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.
- 1.5 In accordance with the Clause 7.6 of the Protocol, Saskatchewan agrees to give recognition of Canada's participation when conducting publicity for all programs and measures for which financial assistance was provided by Canada. For the purpose of this Agreement, publicity includes, without being limited to, news releases, reports of provincial government departments or agencies, correspondence with educational institutions, and, in the case of award programs for teachers and students, in correspondence with individuals, publicity announcements concerning programs and application forms. Saskatchewan agrees to provide Canada with samples of these different kinds of publicity annually.
- 1.6 In accordance with Clause 7.7 of the Protocol, Saskatchewan also agrees to take all reasonable measures to ensure that any other recipient of a financial contribution from Canada (for example, schools, school boards and postsecondary institutions) agree to mention Canada's contributions wherever appropriate in any publicity relating to the programs for which Canada has made a financial contribution.
- 1.7 In accordance with Clause 7.9 of the Protocol, Saskatchewan agrees to provide Statistics Canada, for each year of this Agreement, with statistical data on enrolment and instruction time in French educational programs, French immersion programs, second-language instruction programs in French, programs to train teachers to teach in French as the minority language and in French as a second language in Saskatchewan. The data to be provided and the procedures to be used for the collection thereof will be in accordance with the current arrangements in effect between Statistics Canada and Saskatchewan.

- 1.8 Saskatchewan agrees that the provincial and territorial governments, collectively through the CMEC, will issue news releases with Canada announcing programs funded by Canada. Each provincial/territorial government individually may also issue news releases and these may be issued with Canada. Canada may also issue news releases on the funding that it provides and these may be issued with the provincial/territorial government or governments concerned.

## 2. PAYMENTS

### 2.1 Funding of three-year action plan

In each fiscal year, Canada's contributions to the action plan of Saskatchewan as per Clause 5.4 of the Agreement shall be paid as follows:

- (a) an initial payment representing approximately one-quarter (25%) of Canada's contribution for the first fiscal year shall be paid on signing of this Agreement and Canada's acceptance of the three-year action plan;
- (b) in each subsequent year, the first payment, representing approximately one-quarter (25%) of Canada's contribution for that year, will be paid on or about June 30 of each year on condition that the requirements for the previous payments have been met and, where necessary, subject to the receipt and acceptance of an updated action plan;
- (c) in each year of the Agreement, the second payment, representing approximately one-quarter (25%) of Canada's contribution for that year, will be paid on or about September 30 of each year;
- (d) in each year of the Agreement, the third payment, representing approximately one-quarter (25%) of Canada's contribution for that year, shall be paid on or about December 31 of each year subject to receipt and acceptance of a detailed report on the measures implemented in the preceding year, except for the first year of the Agreement, and a final certified financial statement of expenditures for the preceding year; the report and financial statement will be submitted no later than November 30 of each year.
- (e) in each year of the Agreement, the fourth and final payment, representing the balance of Canada's contribution for the year, shall be paid following receipt and acceptance of a certified interim financial statement of actual expenditures made as of January 31 of the current year and anticipated expenditures to the end of the school year.

### 2.2 Supplementary contribution

Canada's supplementary contribution to Saskatchewan as per Clause 5.5 of the Agreement will be subject to the Minister's approval and shall be paid as follows:

- (a) an initial payment representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution for the current year shall be paid following the Minister's approval;
- (b) in the case of a supplementary contribution approved on a multi-year basis, in each subsequent year an initial payment representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution shall be paid on or about June 30 of each year;



- (c) a second and final payment, representing the balance of the contribution for the current year following receipt and acceptance:
  - (i) of a report on the measures implemented as a result of Canada's contribution during the previous year and of a final certified financial statement relating thereto, where appropriate. This report and financial statement will be submitted at the same time as those to be provided for the action plan;
  - (ii) of a certified interim financial statement of actual expenditures incurred as of January 31 of the year in question and anticipated expenditures to the end of the school year; this financial statement shall be submitted at the same time as the interim financial statements of the action plan.

2.3 Where the payments are made on the basis of expenditure forecasts, these payments shall be debts owed to Canada until Saskatchewan has submitted information satisfactory to the federal Minister in support of these expenditures in accordance with this Agreement.

2.4 Auxiliary agreements for capital projects

Canada and Saskatchewan may conclude auxiliary agreements concerning the implementation of capital projects. These auxiliary agreements will establish the procedures for the payment of Canada's contribution. These procedures will indicate the documents that are required to ensure that the payments are made. These auxiliary agreements will also indicate conditions to be met in order to fulfill the requirements of the provincial and federal legislation and regulations regarding environmental assessment.

### 3. ACCOUNTS AND FINANCIAL STATEMENTS

- 3.1 Saskatchewan agrees to keep accounts and records of its revenues and expenditures related to this Agreement.
- 3.2 In accordance with Clause 2.1 above, Saskatchewan shall provide certified interim statements of expenditures associated with Canada's contribution no later than March 31 of each year of this Agreement. The certified interim statements of expenditures shall provide details on actual expenditures prior to January 31 and forecasts for anticipated expenditures after January 31 of the current year.
- 3.3 For a given year, Saskatchewan shall provide final certified statements of expenditures no later than November 30 following the end of the previous fiscal year.
- 3.4 For the purposes of this Agreement, the financial statements provided by Saskatchewan to Canada shall indicate a breakdown of expenditures by category of support for each of the linguistic objectives and a specific breakdown of expenditures for teacher and student bursaries and fellowships.
- 3.5 For the purposes of this Agreement, the financial statements provided by Saskatchewan to Canada shall be certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Saskatchewan and agreed to by Canada.

#### **4. OVERPAYMENT**

- 4.1 If the payments made to Saskatchewan under this Agreement exceed the amounts to which Saskatchewan is entitled under this Agreement, the overpayment shall be returned to Canada, failing which Canada may reduce its future contributions to Saskatchewan by an equivalent amount.

#### **5. FINANCIAL AUDIT**

- 5.1 Canada reserves the right to audit or to have an audit conducted of the accounts and records of Saskatchewan in connection with the programs, projects and measures supported with Canada's contribution. Should such an audit take place, it would be undertaken by an auditor to be agreed upon by Canada and Saskatchewan.
- 5.2 Canada agrees to inform Saskatchewan of the results of any financial audit and to pay Saskatchewan, as soon as possible after the completion of the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Saskatchewan. Saskatchewan agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.

#### **6. EVALUATION**

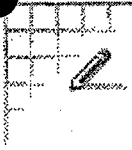
- 6.1 The evaluation of provincial educational programs and measures, including its action plan, is the responsibility of Saskatchewan. Saskatchewan agrees to share the results of these evaluations with Canada.
- 6.2 Canada is responsible for the evaluation of its financial support to Saskatchewan for French-language education and French second-language instruction. For such evaluations, Canada shall use the information provided further to this Agreement. If additional information is required, such information shall be the subject of discussions between Canada and Saskatchewan. Furthermore, Canada agrees to consult Saskatchewan on the design of these evaluations and to facilitate its participation during the course of such evaluations.

#### **7. AVAILABILITY OF MATERIALS**

- 7.1 Saskatchewan agrees that it shall take all reasonable measures to make available to any researcher, institution or provincial or territorial government and the general public, any audio-visual aids, curriculum material, films, research, studies or other material developed through financial support provided for a project or activity by Canada. For this purpose, Saskatchewan may catalogue this material and make it available to the public. Saskatchewan also agrees that all the costs of providing such documents shall be calculated in light of the financial contribution made by Canada. Wherever possible, such costs shall be calculated solely on the basis of the costs associated with the provision of the said documents but not with the preparation of these documents.


**SCHEDULE B**

**PROVINCIAL ACTION PLAN**



Marion Menard  
11/23/2000 03:02 PM

Pour : "Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>  
cc :

Objet : Réf. : RE: Version anglaise de l'Entente 

Bonjour ,

J'ai converti les documents WordPerfect en documents MS Word.

Il est possible que certaines coquilles se soient glissées à l'intérieur des document " bilatengsask.doc" et "saskenteng.doc lors de la conversion en MS Word. Faites une lecture attentive des documents et contactez-moi si vous éprouvez des difficultés à ouvrir les documents.

Merci.

Marion



JUNE 12, 2000

DRAFT

Conversion  
en  
Microsoft  
Word

CANADA-SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT  
FOR THE DEVELOPMENT OF  
FRANCOPHONE MINORITY EDUCATION

## **Canada-Saskatchewan Special Agreement For the Development of Francophone Minority Education**

**THIS SPECIAL AGREEMENT** was made on this \_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 2000.

**BETWEEN: THE GOVERNMENT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada",  
represented by the Minister of Canadian Heritage,

**AND: THE GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN**, hereinafter referred to as  
"Saskatchewan", represented by the Minister of Education of Saskatchewan,

**WHEREAS** the Constitution of Canada, and more particularly the Canadian Charter of Rights and Freedoms, as well as the Official Languages Act, recognize that French and English are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**WHEREAS** education is within the jurisdiction of the province and Saskatchewan is therefore entitled to determine the objectives, define the content and establish the priorities of its French language programs in the language of the minority and to evaluate them;

**WHEREAS** section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province to have their children educated in their own language where numbers warrant;

**WHEREAS** the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

**WHEREAS** the Legislative Assembly of Saskatchewan has adopted the School Amendment Act, 1995 which provides for the implementation of Francophone school governance;

**WHEREAS** the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the Official Languages Act, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official language minority communities education in their own language;

**WHEREAS** Canada and Saskatchewan have previously implemented a Special Agreement that resulted in the establishment of Francophone school governance in Saskatchewan;

**WHEREAS** Canada has approved a new series of Special Measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

**NOW THEREFORE**, this Special Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows:

**1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT**

- 1.1 The purpose of this Special Agreement is to establish a framework for cooperation between Canada and Saskatchewan for the purpose of enhancing the quality of the education programs in the minority language, pursuant to the Saskatchewan action plan appearing in Schedule 1.

**2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION**

- 2.1 Subject to the provisions of clause 3.1 of this Special Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Saskatchewan in order to achieve the objectives related to French-language school governance and French post-secondary education described in its action plan, including:
- (i)
  - (ii)
  - (iii)
- 2.2 The Saskatchewan action plan appearing in Schedule 1 includes a more detailed description of the activities that are to be undertaken, the results contemplated and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of the respective contributions of Canada and Saskatchewan.

**3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION**

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of the current spending levels budgeted in the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Saskatchewan for the implementation of its action plan for the purposes described in clause 2, the lesser of ten million dollars (\$10,000,000) and 50 per cent of the total eligible expenditures made by Saskatchewan, which are allocated for distribution as follows:

Fiscal year

1999-2000	\$1,900,000
2000-2001	\$2,000,000
2001-2002	\$2,000,000
2002-2003	\$2,000,000
2003-2004	\$2,100,000

- 3.2 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Saskatchewan and the continuation of the current spending levels budgeted for the Department of Education, Saskatchewan agrees to contribute to the eligible expenditures under the approved Action Plan (described in Schedule 1), in accordance with the following schedule:

Fiscal year

1999-2000	\$
2000-2001	\$
2001-2002	\$
2002-2003	\$
2003-2004	\$

- 3.3 The financial assistance allocated by the province of Saskatchewan under section 3.2 is in addition to the funds normally granted in the context of the School funding program and the regular increases pertaining thereto.
- 3.4 The budgeted contribution shall also be in addition to Canada's and Saskatchewan's contributions under the Bilateral Agreement on Official Languages in Education or any other similar agreement between Canada and Saskatchewan in connection with French-language education.
- 3.5 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Special Agreement are in Schedule 2 to this Special Agreement.

**4. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES**

- 4.1 Canada and Saskatchewan agree that the contributions referred to in clause 3 apply only to the activities described in the Saskatchewan Action Plan (Schedule 1) and in accordance with the federal-provincial budget allocation in this Special Agreement.



## **5. PUBLIC ACKNOWLEDGEMENT**

- 5.1 Canada and Saskatchewan agree that the text of this Special Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 5.2 Saskatchewan will ensure that the respective contributions of Canada and Saskatchewan are clearly identified in the annual reports of the School Board and in any promotion and publicity program the School Board may undertake concerning the activities funded within the framework of this Special Agreement.
- 5.3 In its promotion and publicity activities in relation to this Special Agreement, Saskatchewan shall mention the participation of the Department of Canadian Heritage in a way that reflects the financial contribution of Canada.

## **6. DURATION**

- 6.1 This Special Agreement between Saskatchewan and Canada is valid for the period commencing April 1, 1999 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the present provisions, shall cover only the activities carried out and the expenditures made by Saskatchewan during the said period in terms of Saskatchewan's action plan.

## **7. AMENDMENT**

- 7.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Special Agreement or terminate it during the term of the Agreement.

## **8. EVALUATION**

- 8.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Special Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the Francophone School Board to participate in this meeting.
- 8.2 Saskatchewan agrees to provide a report to Canada, within the six months following the expiration of this Special Agreement, on the evaluation of the activities carried out with Canada's financial support.

## **9. CONSULTATIONS**

- 9.1 Saskatchewan will continue to consult in particular the Francophone School Board, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs envisaged under this Special Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Special Agreement.

## **10. PARTNERSHIP**

- 10.1 The parties acknowledge that this Special Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Saskatchewan.

## **11. COMMUNICATIONS**

- 11.1 Any notice concerning this Special Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage  
Canadian Heritage  
Ottawa, Ontario  
K1A 0M5

- 11.2 Any notice concerning this Special Agreement intended for Saskatchewan shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education  
Government of Saskatchewan  
Legislative Building, Room 340  
Regina, Saskatchewan  
S4S 0B3

- 11.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

## **12. SCHEDULES**

12.1 The schedules attached hereto are an integral part of this Special Agreement:

Schedule 1 - Saskatchewan Action Plan;  
Schedule 2 - Administrative Procedures and Terms.

**IN WITNESS WHEREOF**, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

**GOVERNMENT OF CANADA**

**GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Minister of Canadian Heritage

\_\_\_\_\_  
Minister of Education

**IN THE PRESENCE OF:**

**IN THE PRESENCE OF:**

\_\_\_\_\_  
Witness

\_\_\_\_\_  
Witness

## **SCHEDULE 1**

### **SASKATCHEWAN'S ACTION PLAN**

## SCHEDULE 2

### CANADA-SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT FOR THE DEVELOPMENT OF FRANCOPHONE MINORITY EDUCATION

#### ADMINISTRATIVE PROCEDURES AND TERMS

#### 1. PAYMENT

- 1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Saskatchewan the contribution referred to in clause 3 of this Special Agreement, as follows:
- (a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Special Agreement;
  - (b) in each subsequent fiscal year, the initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution for that year will be made subject to the acceptance of a detailed activities report on the progress achieved in accomplishing the objectives of the action plan in the preceding year and, where necessary, an updated action plan, provided that the requirements for preceding instalments have been fulfilled;
  - (c) in each fiscal year of this Special Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
    - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Saskatchewan for the preceding year, if applicable;
    - (ii) of an interim certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Saskatchewan during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to March 31 of that year.
- 1.2 In addition to the annual reports referred to in clause 1.1 of this Schedule, Saskatchewan shall submit to Canada, by December 31, 2004, a final report containing a detailed progress report on Saskatchewan's action plan.

## **SCHEDULE 2**

- 1.3 In addition to the financial statements referred to in clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Saskatchewan during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be presented to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004.
- 1.4 The amount payable by Canada to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in clause 1.1 of this Schedule, provided that the information presented in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Special Agreement and that Saskatchewan has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

### **3. TRANSFERS**

- 3.1 Saskatchewan may transfer funds among the objectives of the Action Plan with the authorization in writing of Canada. Saskatchewan shall present the appropriate request before March 1 of the fiscal year in question.

### **4. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS**

- 4.1 For the purposes of this Special Agreement, Saskatchewan will present financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Saskatchewan and agreed to by Canada.
- 4.2 For the purposes of this Special Agreement, the financial statements referred to in clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Saskatchewan in regard to the activities funded within the framework of this Special Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the Action plan.

- 4.3 The activities reports referred to in clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities referred to in the Saskatchewan Action plan (Schedule 1).

## **SCHEDULE 2**

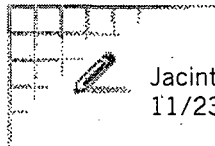
### **5. OVERPAYMENT**

- 5.1 Should the payments made to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement exceed the amounts to which Saskatchewan is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Saskatchewan.

### **6. FINANCIAL AUDIT**

- 6.1 Canada reserves the right to audit Saskatchewan's accounts and records pertaining to the provisions of this Special Agreement, or to have them audited, for the purpose of ensuring that these provisions are being fulfilled, and Saskatchewan agrees to make available to the auditors any book, record or information they may require. The scope and extent of the financial audits, and the time selected to perform them, shall be established by Canada and, where applicable, these audits may be conducted by officials of the Department of Canadian Heritage or their agents.
- 6.2 Canada agrees to inform Saskatchewan of the results of any financial audit and to pay Saskatchewan, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Saskatchewan. Saskatchewan agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.





Jacinthe Guindon  
11/23/2000 12:35 PM

Pour : Angelina Munaretto/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Nicole Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Roseline Roy/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Edith Gendron/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Monic Albert/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Andre Latreille/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Sylvie Rochette/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Plan d'action LOE

Félicitations, le comité de révision des plans d'action a revu toutes les premières versions des plans d'action. Merci beaucoup de votre belle collaboration. Ce fut échange très intéressant.

### Plans d'action LOE

Le comité des plans d'action aimerait obtenir une situation des négociations des plans d'action. Pourriez-vous m'indiquer où vous en êtes dans le processus d'approbation. Avez-vous complété les étapes suivantes :

- partage des commentaires du comité des plans d'action à la province
- réception du préambule
- révision du préambule par le comité des plans d'action
- transmission des commentaires de Patrimoine canadien à la province sur le préambule
- réception d'une version révisée du plan d'action et du préambule (préciser de quelle version il s'agit -- 2e, 3e ou 4e)
- analyse de la xième version
- réception de la version finale de la province (n'oubliez pas qu'il faudrait la version anglaise et française)

Lorsque vous recevez une version révisée du plan d'action, le comité est à votre disposition pour revoir avec vous les changements apportés. J'aimerais recevoir une copie (si ce n'est déjà fait) de la dernière version des plans d'action. Si des changements importants proposés par le comité n'ont pas été retenus pourriez-vous me l'indiquer. Lorsque vous aurez une version finale du plan, le comité aimerait en recevoir une copie.

### Ententes bilatérales

Le comité sur les plans d'action a aussi été consulté à plusieurs reprises sur les clauses du texte de l'entente bilatérale. À quelle étape de la négociation de ces textes en êtes-vous?

- texte en négociation
- négociation sur le texte terminée
- texte terminé

J'apprécierais si vous pouviez m'informer des principales modifications au texte.

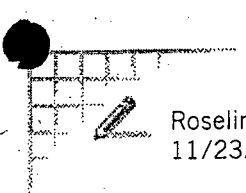
### Mesures spéciales

Plusieurs ententes spéciales seront signées en même temps que les ententes bilatérales. Plusieurs travaillent déjà sur des ententes qui ont été partagées avec la province. L'entente la plus récente qui a été approuvée par les services juridiques est celle de l'Île-du-Prince-Édouard.

Plusieurs clauses ont été ajoutées. Cette entente sera révisée par Jean Carrier et au début de la semaine prochaine, Monic partagera avec vous la version la plus récente approuvée par les services juridiques et financiers.

#### **Recommandations LOE**

Dès la fin de la période électorale, il sera possible d'acheminer des recommandations sur les ententes bilatérales et spéciales LOE. Edith a préparé un modèle de recommandation qu'elle vous rendra disponible d'ici la fin de la semaine. Le texte pour le SGISC sera disponible au cours de la semaine prochaine.



Roseline Roy  
11/23/2000 11:32 AM

Pour : Angelina Munaretto/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Nicole Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Edith Gendron/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Monic Albert/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Barbara Perron/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Andre Latreille/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Jacinthe Guindon/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Entente LOE - j'aime mieux en anglais : OLE OLE!!

Lors d'une rencontre de l'équipe de l'Ouest, nous avons constaté qu'il est de plus en plus difficile d'avoir des textes semblables dans toutes nos ententes suite aux très nombreux changements que nous leur avons apportés au cours des dernières semaines.

Nous proposons donc de faire une relecture en groupe afin de s'assurer que nous avons tous fait les changements appropriés.

Le défi sera sûrement de trouver une date qui fera l'affaire de tous. Je propose le lundi 27 novembre, à 14 heures. S'il-vous-plait m'indiquer si cela vous convient. Je vous confirmerai la tenue de la rencontre par la suite.

merci!



Notes

7



De : Monic Albert le 12/07/2000 11:05 AM  
Pour : Edith Gendron/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Roseline Roy/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Barbara Perron/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Nicole Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Angelina Munaretto/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Jacinthe Guindon/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Andre Latreille/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
Objet : Modèle d'entente spéciale

Vous trouverez dans le répertoire i:\ententesLOE les versions française et anglaise de l'ébauche d'entente spéciale que nous avons présentée à l'Î.-P.-É. Cette ébauche a été vue et acceptée par les services financiers et juridiques du Ministère. Vous pourrez vous en inspirer pour vos ententes spéciales, le cas échéant.

**Mais attention!!! Le paragraphe 3.4 est particulier à l'Î.-P.-É. Il devra être modifié en fonction des conditions en vigueur dans vos provinces et territoires respectifs (contribution équivalente ou supérieure à celle du Canada sauf à T.-N. ...et dans les territoires?).**

**Aussi : les provinces et territoires ont le choix entre 2 versements (modalités de paiement du modèle) ou 4 versements (même calendrier que celui de l'entente LOE).**

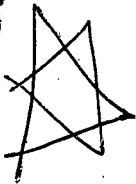
**P.S. Si vous trouvez des coquilles dans les textes du «modèle» d'entente spéciale, veuillez m'en faire part. Je me porte volontaire pour en coordonner la diffusion.**

DRAFT

*Revisée par  
Jean Carrier au  
Finance*

**SPECIAL AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND THE GOVERNMENT OF PRINCE EDWARD ISLAND  
ON INVESTMENT MEASURES FOR THE  
QUALITY OF MINORITY-LANGUAGE EDUCATION**

**BREVET**



*affection*

*Recto seulement*

*imprimés sur du papier  
brouillon*

**MEMORANDUM OF AGREEMENT BETWEEN CANADA AND SASKATCHEWAN  
FOR THE IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE FOR  
THE FRENCH-SPEAKING MINORITY IN SASKATCHEWAN**

**AMENDMENT TO THE SUB-AGREEMENT ON CAPITAL PROJECTS  
RELATED TO THE IMPLEMENTATION OF  
FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE**

**AMENDMENT** made on this 31 day of March, 1998.

**BETWEEN: THE GOVERNMENT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada",  
represented by the Minister of Canadian Heritage, hereinafter referred to  
as "the Minister"

**AND: THE GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN**, hereinafter referred to as  
"Saskatchewan", represented by the Minister of Education of  
Saskatchewan.

**THE PRESENT AMENDMENT WITNESSES** that the parties, in consideration of the  
mutual covenants herein agree to amend the Sub-agreement on Capital Projects  
Related to the Implementation of Francophone School Governance, dated the 30<sup>th</sup> day  
of March, 1994 and modified the 31<sup>st</sup> day of March, 1995, the 29<sup>th</sup> day of March, 1996  
and the 20<sup>th</sup> day of February, 1997 as follows:

**1. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION**

The contribution of Canada referred to in Clause 2.1 is deleted and replaced by  
the amount of sixteen million four hundred and fifty thousand dollars  
(\$16,450,000).

Clause 2.2 is deleted and replaced by the following:

**2.2 a)** Saskatchewan recognizes having received \$15,579,561 in the  
following allotments:

1994-95	\$3,500,000
1995-96	\$7,750,000
1996-97	\$3,000,000
1997-98	\$1,329,561

.../2



## SCHEDULE 1

### ADMINISTRATIVE TERMS AND CONDITIONS

#### 1. PAYMENT

1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Prince Edward Island the contribution referred to in Clause 3 of this Special Agreement, as follows:

- (a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Agreement;
- (b) in each subsequent year, the first payment, representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution for that year, will be paid subject to the receipt and acceptance of an updated Action Plan, where necessary, and on the condition that the requirements for the previous payments have been met;
- (c) in each fiscal year of this Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
  - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Prince Edward Island for the preceding year, except for the first year of the Agreement;
  - (ii) of an interim certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Prince Edward Island during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to March 31 of that year;
  - (iii) of a detailed report on the activities conducted under the Action Plan (Schedule 2) in the preceding year, except for the first year of the Agreement.

1.2 In addition to the annual reports referred to in Clause 1.1 of this Schedule, Prince Edward Island shall submit to Canada, by December 31, 2003, a final detailed report on the accomplishments made within the framework of its Action Plan.

4 décembre 2000

Monsieur René Archambault  
Directeur général  
Bureau de la minorité de  
langue officielle  
Ministère de l'Éducation  
Regina (Saskatchewan)  
S4P 3V7

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le compte rendu d'une rencontre que nous avons eue avec M. Louis Julé le 22 novembre dernier. M. Julé nous a fait part des différents défis que le Collège Mathieu est appelé à faire face dans un avenir rapproché. La baisse marquée des inscriptions pour l'année 2000-2001 a créé des pressions financières sur le budget d'opération du Collège. Ce manque à gagner, en plus de remettre en question la viabilité financière à long terme de l'institution, complique la mise en oeuvre des six recommandations du Rapport Bisson.

La situation que vit le Collège Mathieu est préoccupante et doit nous amener à réfléchir sur l'objectif premier qui détermine le sens de nos investissements en éducation en Saskatchewan, soit celui d'offrir aux membres de la collectivité minoritaire d'expression française la possibilité de se faire instruire dans leur langue maternelle. Cet engagement de notre part, en conformité avec l'article 2 du Protocole signé avec le Conseil des ministres de l'éducation du Canada, doit se faire dans un esprit de collaboration et de respect des prérogatives qui sont les vôtres.

Vous vous rappellerez qu'en 1999, le conseil d'administration du Collège Mathieu entérinait les six recommandations du Rapport Bisson. Afin d'appuyer le Collège dans sa démarche, le ministère du Patrimoine canadien accordait une contribution spéciale annuelle de 250 000 \$ pour une période de trois ans. Or, à la suite de l'exposé de M. Julé, il nous apparaît évident que des résultats tardent à se faire sentir.

Dans ces conditions, nous serons particulièrement vigilants quant aux actions qui seront entreprises par le Collège Mathieu d'ici les prochains mois pour assurer la pérennité de l'institution. Permettez-moi de vous proposer la tenue d'une rencontre en début d'année afin d'avoir une discussion franche et approfondie sur la situation actuelle que vit le Collège Mathieu. Je me propose d'aller vous rencontrer sur place afin d'étudier

## **SCHEDULE 1**

1.3 In addition to the financial statements referred to in Clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Prince Edward Island during the fiscal year ending March 31, 2003 shall be submitted to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2003.

1.4 The amounts payable by Canada to Prince Edward Island pursuant to this Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in Clause 1.1 of this Schedule, provided that the information submitted in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Agreement and that Prince Edward Island has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

## **2. TRANSFERS**

2.1 Prince Edward Island may transfer funds among the objectives of the Action Plan (Schedule 2) with the authorization in writing of Canada. Prince Edward Island shall submit the appropriate request before February 15 of the fiscal year in question.

## **3. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS AND ACTIVITY REPORTS**

3.1 For the purposes of this Agreement, Prince Edward Island will submit financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Prince Edward Island and agreed to by Canada.

3.2 For the purposes of this Agreement, the financial statements referred to in Clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Prince Edward Island in regard to the activities funded within the framework of this Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the Action Plan (Schedule 2).

3.3 The activity reports referred to in Clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities referred to in Prince Edward Island Action Plan (Schedule 2).

**Commentaires :**

---

---

---

---

---

---

**DRAFT**

## **SCHEDULE 1**

### **4. OVERPAYMENT**

- 4.1 Should the payments made to Prince Edward Island pursuant to this Agreement exceed the amounts to which Prince Edward Island is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Prince Edward Island.

### **5. FINANCIAL AUDIT**

- 5.1 Canada reserves the right to audit Prince Edward Island's accounts and records pertaining to the provisions of this Agreement, or to have them audited, for the purpose of ensuring that these provisions are being fulfilled, and Prince Edward Island agrees to make available to the auditors any book, record or information they may require. The scope and extent of the financial audits, and the time selected to perform them, shall be established by Canada and, where applicable, these audits may be conducted by officials of the Department of Canadian Heritage or their agents.
- 5.2 Canada agrees to inform Prince Edward Island of the results of any financial audit and to pay Prince Edward Island, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Prince Edward Island. Prince Edward Island agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.

#### 4. PERSPECTIVES D'AVENIR

*Auriez-vous des suggestions à proposer en vue d'une reconduite de l'Entente de collaboration multipartite sur la culture ?*

---

---

---

---

---

#### 5. AUTRES COMMENTAIRES

---

---

---

---

---

DELET

**SPECIAL AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND THE GOVERNMENT OF PRINCE EDWARD ISLAND  
ON INVESTMENT MEASURES FOR THE  
QUALITY OF MINORITY-LANGUAGE EDUCATION**

**THIS SPECIAL AGREEMENT** was made on this \_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 2000

**BETWEEN:**           **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage,

**AND:**               **THE GOVERNMENT OF PRINCE EDWARD ISLAND**, hereinafter referred to as "Prince Edward Island", represented by the Minister of Education.

**WHEREAS** the *Canadian Constitution*, and more particularly the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, as well as the *Official Languages Act*, recognize that English and French are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**WHEREAS** education is a provincial jurisdiction and it is the responsibility of Prince Edward Island to determine the objectives, define the contents, set the priorities and make the evaluation of its minority-language educational programs;

**WHEREAS** section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province or territory to have their children educated in their own language where numbers warrant;

**WHEREAS** Prince Edward Island entrusts the *Commission scolaire de langue française* with the responsibility of French-language education governance and promotion across the province;

**WHEREAS** the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the *Official Languages Act*, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official-language minority communities education in their own language;

**WHEREAS** Canada has approved a series of special measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of French-language post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

**NOW THEREFORE**, this Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows.

**1.     PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT**

- 2 -

- b) Un montant de 565 299 \$ représentant le solde de la contribution pour l'exercice financier 1997-1998 sera versé conformément aux modalités de la présente sous-entente;
- c) Le solde maximum de 305 140 \$ sera réparti comme suit :

1998-1999	305 140 \$
-----------	------------

## 2. PRÉÉANCE

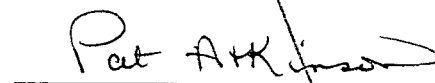
Toutes les autres clauses du Protocole d'entente demeurent les mêmes et, en cas de contradiction, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de la Sous-entente relative aux projets d'immobilisation reliés à la gestion scolaire en français signée le 30 mars 1994 et modifiée le 31 mars 1995, le 29 mars 1996 et le 20 février 1997.


**EN FOI DE QUOI**, les parties aux présentes ont donné leur accord à la présente à la date indiquée ci-dessus.


**GOUVERNEMENT DU CANADA**

**GOUVERNEMENT DE LA  
SASKATCHEWAN**

  
Ministre du Patrimoine canadien

  
Ministre de l'Éducation de la  
Saskatchewan

  
Témoign

  
Témoign



- 1.1 The purpose of this Agreement is to establish a framework for cooperation between Canada and Prince Edward Island for the purpose of enhancing the quality of the minority-language education programs and consolidate French-language post-secondary education, pursuant to Prince Edward Island's Action Plan which appears in Schedule 2 to this Agreement.

## **2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION**

- 2.1 Subject to the provisions of Clause 3.1 of this Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Prince Edward Island in order to carry out the activities described in its Action Plan (Schedule 2) related to the provision of quality French minority-language education to the development of French minority-language post-secondary education, namely:
- (i) Implementation of a French minority-language education curriculum for the Summerside-Miscouche region students;
  - (ii) Implementation of a French minority-language education curriculum for the West Prince region students;
  - (iii) Implementation of a French minority-language education curriculum for the Rustico region students;
  - (iv) Implementation of an homogeneous French minority-language preschool program;
  - (v) Addition of a human resource for the *Commission scolaire de langue française*;
  - (vi) Implementation of development projects to be carried out by the *Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard* for the *Collège de l'Acadie* campus in Prince Edward Island.
- 2.2 Prince Edward Island's Action Plan appearing in Schedule 2 to this Agreement includes a description of the activities to be undertaken, the desired outcomes and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of Canada's and Prince Edward Island's respective contributions.

## **3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION**

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of current and forecasted budgetary levels for the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Prince Edward Island for the implementation of

**PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LE CANADA ET LA SASKATCHEWAN  
RELATIF À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE POUR LA  
MINORITÉ FRANCOPHONE EN SASKATCHEWAN**

**MODIFICATION À LA SOUS-ENTENTE RELATIVE AUX PROJETS  
D'IMMOBILISATION RELIÉS À LA GESTION SCOLAIRE EN FRANÇAIS**

**MODIFICATION** apportée ce 31<sup>e</sup> jour de mars 1998.

**ENTRE :** **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé «le Canada»,  
représenté par la Ministre du Patrimoine canadien, ci-après appelée «la  
Ministre»

**ET :** **LE GOUVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN**, ci-après appelé «la  
Saskatchewan», représenté par la ministre de l'Éducation de la  
Saskatchewan.

**LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE** que les parties, en considération des  
engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier comme suit  
la sous-entente relative aux projets d'immobilisation reliés à la gestion scolaire en  
français conclue le 30 mars 1994 et modifiée le 31 mars 1995, le 29 mars 1996 et le 20  
février 1997 :

**1. MONTANT MAXIMAL DE LA CONTRIBUTION**

Le montant de la contribution mentionné à la clause 2.1 est supprimé et  
remplacé par un montant de seize millions quatre cent cinquante mille dollars  
(16 450 000 \$).

La clause 2.2 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

**2.2** a) La Saskatchewan reconnaît avoir reçu un montant de  
15 579 561 \$ réparti comme suit :

1994-1995	3 500 000 \$
1995-1996	7 750 000 \$
1996-1997	3 000 000 \$
1997-1998	1 329 561 \$

.../2

its Action Plan (Schedule 2) for the purposes described in Clause 2, the lesser of two million three hundred and twenty five thousand dollars (\$2,325,000) and an amount proportional to the eligible expenditures made by Prince Edward Island, according to the following schedule:

2000-2001	\$700,000
2001-2002	\$900,000
2002-2003	\$725,000

- 3.2 Canada and Prince Edward Island recognize that Canada's contribution provided in a particular fiscal year shall be paid to support measures that are implemented during the provincial school year.
- 3.3 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Prince Edward Island and the maintenance of the current and forecasted budgetary levels of the Department of Education, Prince Edward Island agrees to contribute to the eligible expenditures incurred under the approved Action Plan (Schedule 2), in accordance with the following schedule:
- |           |           |
|-----------|-----------|
| 2000-2001 | \$219,900 |
| 2001-2002 | \$297,600 |
| 2002-2003 | \$784,500 |
- 3.4 Canada's contribution is subject to Prince Edward Island providing a contribution equivalent to or greater than one-third of Canada's contribution, in addition to the funds normally granted in the context of the Foundation Program and to the *Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard* as well as in addition to the regular increases pertaining thereto.
- 3.5 The budgeted contribution shall also be in addition to Canada's and Prince Edward Island's contributions under the *Canada - Prince Edward Island Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* or any other similar agreement between Canada and Prince Edward Island regarding French-language education.
- 3.6 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Agreement appear in Schedule 1 to this Agreement.

#### **4. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES**

- 4.1 Canada and Prince Edward Island agree that the contributions referred to in Clause 3 apply only to the activities described in Prince Edward Island's Action Plan (Schedule 2), in accordance with the federal and provincial budgetary breakdowns provided for in this Agreement.

- 2 -

- 2.2 a) Saskatchewan recognizes having received \$13,100,000 in the following allotments:

1994-95	\$3,500,000
1995-96	\$7,750,000
1996-97	\$1,850,000

- b) The remainder of the revised contribution for 1996-97, totalling \$1,150,000 will be paid according to the provisions of the Sub-agreement;

- c) The balance of \$1,650,000 will be allotted as follows:

1997-98	\$1,650,000
1998-99	\$ 0

### 3. PRECEDENCE

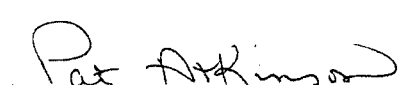
All other clauses contained in the Memorandum of Agreement remain unchanged, and in the event of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over those of the Sub-agreement on Capital Projects Related to the Implementation of Francophone School Governance, dated the 30<sup>th</sup> day of March, 1994 and modified the 31<sup>st</sup> day of March 1995 and the 29<sup>th</sup> day of March 1996.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have signed this Amendment to the Sub-agreement on the date indicated above.

GOVERNMENT OF CANADA

GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN

  
Deputy Prime Minister and Minister of  
Canadian Heritage

  
Minister of Education of Saskatchewan

  
Witness

  
Witness

## **5. PUBLIC INFORMATION**

- 5.1 Canada and Prince Edward Island agree that the text of this Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 5.2 Prince Edward Island shall make public an annual report on the activities carried out and the results achieved as part of its Action Plan (Schedule 2). This report shall be made public in conjunction with the annual report referred to in Clause 1.3 of Schedule A to the *Canada - Prince Edward Island Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction*.
- 5.3 Prince Edward Island shall provide the information referred to in Clause 5.2 of this Agreement in the manner it considers to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in the opinion of Canada or Prince Edward Island, to clarify the information provided, Canada and Prince Edward Island will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.
- 5.4 Prince Edward Island agrees to give recognition of Canada's participation when conducting publicity for all programs and activities for which financial assistance was provided by Canada. For the purpose of this Agreement, publicity includes, without being limited to, news releases, reports of provincial government departments or agencies; and correspondence with educational institutions. Prince Edward Island agrees to provide Canada with samples of these different kinds of publicity annually.

## **6. DURATION**

- 6.1 This Agreement between Prince Edward Island and Canada is valid for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2003, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the provisions of this Agreement shall cover only the activities conducted and the expenditures made by Prince Edward Island during the said period in the carrying out of its Action Plan (Schedule 2).

## **7. AMENDMENT AND TERMINATION**

- 7.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Agreement or terminate it during the term of the Agreement.
- 7.2 Either party may terminate this Agreement at the end of any fiscal year by giving notice in writing to the other party at least one full fiscal year in advance.
- 7.3 Upon receipt of such a notice as described in Clause 7.2:

## **Troisième rencontre de mise à jour de l'Entente de collaboration multipartite sur la culture**

*La troisième rencontre de mise à jour annuelle de l'Entente de collaboration multipartite sur la culture aura lieu le 1 février prochain. Afin que cette rencontre soit fructueuse pour tous les participants, nous invitons les partenaires de l'Entente à réfléchir sur leur implication au cours de la dernière passée. Nous vous invitons à mettre dès maintenant vos commentaires par écrit pour par la suite les transmettre par la suite verbalement aux autres participants lors de la rencontre du 1 février prochain.*

*Ce document n'est pas un sondage à remplir mais bien un aide-mémoire qui aidera à orienter nos discussions du 1 février prochain ainsi qu'à aider le ministère du Patrimoine et la Fédération culturelle canadienne-française à améliorer le cadre de collaboration général établi par l'Entente collaboration multipartite sur la culture.*

*Nous vous remercions de l'attention et du temps que vous accordez à ce document.*

### **1. ÉVALUATION GLOBALE**

*Quelle évaluation générale faites-vous de la participation de votre organisation à l'égard de l'Entente multipartite ?*

---

---

---

---

---

### **2. LE PLAN D'ACTION**

*En regard du secteur d'activités de votre organisation, quel bilan faites-vous de l'état de l'avancement des projets inscrits au plan d'action ?*

---

---

---

---

---

a) no new measure shall be undertaken; and

a) the existing measures shall terminate as of the date provided for in this notice and no expenditure shall be made after the date of expiration of the Agreement.

## **8. EVALUATION**

8.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the *Conseil scolaire de langue française* to participate in this meeting.

8.2 Prince Edward Island agrees to provide a report to Canada, within the six months following the expiration of this Agreement, on the evaluation of the activities carried out with Canada's financial support.

## **9. CONSULTATIONS**

9.1 Prince Edward Island will continue to consult in particular the *Conseil scolaire de langue française*, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs contemplated under this Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Agreement. /

## **10. PARTNERSHIP**

10.1 The parties acknowledge that this Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Prince Edward Island.

## **11. MEMBERS OF THE HOUSE OF COMMONS, THE SENATE AND THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF PRINCE EDWARD ISLAND**

11.1 No member of the House of Commons, the Senate or the Legislative Assembly of Prince Edward Island may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom.

Je me propose d'aller vous rencontrer sur place afin d'étudier en profondeur tous les aspects de la question. Aussi, afin d'avoir un portrait juste de la situation, nous pensons qu'il serait nécessaire que votre gouvernement fasse la demande des documents suivants :

- **un rapport d'activités détaillé qui fait le point sur la mise en oeuvre des six recommandations du Rapport Bisson;**
- **un rapport financier qui décrit l'utilisation qui a été faite de la contribution spéciale de 250 000 \$ pour les deux premières années;**
- **un aperçu des actions qui seront entreprises au cours de la troisième année et les coûts s'y rattachant.**

En espérant avoir le plaisir de vous rencontrer prochainement, nous vous prions d'agréer, Monsieur Archambault, nos salutations distinguées.

Hilaire Lemoine

p.j. - Compte rendu de la rencontre du 22 novembre 2000  
- Document de discussion présenté par Louis Julé

c.c. Denis Racine, Directeur PCH, Région des Prairies  
Sylvie Bergeron, agente de programme principale, Bureau de Saskatoon  
Chantal Alarie, agente de programme, Bureau de Saskatoon



**12. OFFICIALS AND EMPLOYEES OF THE GOVERNMENT**

- 12.1 No official or employee of Canada may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom without the consent in writing of the Minister to whom the official or employee reports.

**13. LIABILITY OF CANADA**

- 13.1 Canada is not liable for any injury, including fatal injury, or material damage suffered by Prince Edward Island or anyone else as a result of the implementation of this Agreement by Prince Edward Island unless such injuries or damages are attributable to the fault of an employee or agent of Canada in the course of his or her duties.

**14. INDEMNIFICATION**

- 14.1 Prince Edward Island shall indemnify and save harmless Canada and the Minister of Canadian Heritage and their servants or agents from and against all claims, losses, damages, costs and expenses related to any injury or death of a person, or loss or damage to property caused or alleged to be caused by Prince Edward Island or its servants or agents in carrying out the activities described in this Agreement.

**15. COMMUNICATIONS**

- 15.1 Any notice concerning this Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage  
Ottawa ON K1A 0M5

- 15.2 Any notice concerning this Agreement intended for Prince Edward Island shall be sent by mail to the following address:

The Minister Education  
Province of Prince Edward Island  
Post Office Box 2000  
Charlottetown PE C1A 7N8

- 15.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

Je me propose d'aller vous rencontrer sur place afin d'étudier en profondeur tous les aspects de la question. Aussi, afin d'avoir un portrait juste de la situation, nous pensons qu'il serait nécessaire que votre gouvernement fasse la demande des documents suivants :

- **un rapport d'activités détaillé qui fait le point sur la mise en oeuvre des six recommandations du Rapport Bisson;**
- **un rapport financier qui décrit l'utilisation qui a été faite de la contribution spéciale de 250 000 \$ pour les deux premières années;**
- **un aperçu des actions qui seront entreprises au cours de la troisième année et les coûts s'y rattachant.**

En espérant avoir le plaisir de vous rencontrer prochainement, nous vous prions d'agréer, Monsieur Archambault, nos salutations distinguées.

.../2

Hilaire Lemoine

- p.j. - Compte rendu de la rencontre du 22 novembre 2000  
- Document de discussion présenté par Louis Julé

c.c. Denis Racine, Directeur PCH, Région des Prairies  
Sylvie Bergeron, agente de programme principale, Bureau de Saskatoon  
Chantal Alarie, agente de programme, Bureau de Saskatoon

**16. SCHEDULES**

16.1 The Schedules attached hereto are an integral part of this Agreement:

- Schedule 1 - Prince Edward Island Action Plan;
- Schedule 2 - Administrative Terms and Conditions.

4 décembre 2000

Monsieur René Archambault  
Directeur général  
Bureau de la minorité de  
langue officielle  
Ministère de l'Éducation  
Regina (Saskatchewan)  
S4P 3V7

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le compte rendu d'une rencontre que nous avons eue avec M. Louis Julé le 22 novembre dernier. M. Julé nous a fait part des différents défis que le Collège Mathieu est appelé à faire face dans un avenir rapproché. La baisse marquée des inscriptions pour l'année 2000-2001 a créé des pressions financières sur le budget d'opération du Collège. Ce manque à gagner, en plus de remettre en question la viabilité financière à long terme de l'institution, complique la mise en oeuvre des six recommandations du Rapport Bisson.

La situation que vit le Collège Mathieu est préoccupante et doit nous amener à réfléchir sur l'objectif premier qui détermine le sens de nos investissements en éducation en Saskatchewan, soit celui d'offrir aux membres de la collectivité minoritaire d'expression française la possibilité de se faire instruire dans leur langue maternelle. Cet engagement de notre part, en conformité avec l'article 2 du Protocole signé avec le Conseil des ministres de l'éducation du Canada, doit se faire dans un esprit de collaboration et de respect des prérogatives qui sont les vôtres.

Vous vous rappellerez qu'en 1999, le conseil d'administration du Collège Mathieu entérinait les six recommandations du Rapport Bisson. Afin d'appuyer le Collège dans sa démarche, le ministère du Patrimoine canadien accordait une contribution spéciale annuelle de 250 000 \$ pour une période de trois ans. Or, à la suite de l'exposé de M. Julé, il nous apparaît évident que des résultats tardent à se faire sentir.

Dans ces conditions, nous serons particulièrement vigilants quant aux actions qui seront entreprises par le Collège Mathieu d'ici les prochains mois pour assurer la pérennité de l'institution. Permettez-moi de vous proposer la tenue d'une rencontre en début d'année afin d'avoir une discussion franche et approfondie sur la situation actuelle que vit le Collège Mathieu.

**IN WITNESS WHEREOF**, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

**ON BEHALF OF HER MAJESTY THE  
QUEEN IN RIGHT OF CANADA**

**ON BEHALF OF THE GOVERNMENT  
OF PRINCE EDWARD ISLAND**

---

Ministre du Patrimoine canadien

---

Minister of Education

**IN THE PRESENCE OF:**

**IN THE PRESENCE OF:**

---

Witness

---

Witness

en profondeur tous les aspects de ce dossier. Aussi, afin d'avoir un portrait juste de la situation, nous pensons qu'il serait approprié que votre gouvernement fasse la demande des documents suivants :

- **un rapport d'activités détaillé qui fait le point sur la mise en oeuvre des six recommandations du Rapport Bisson;**
- **un rapport financier qui décrit l'utilisation qui a été faite de la contribution spéciale de 250 000 \$ pour les deux premières années;**
- **un aperçu des actions qui seront entreprises au cours de la troisième année et les coûts s'y rattachant.**

En espérant avoir le plaisir de vous rencontrer prochainement, nous vous prions d'agréer, Monsieur Archambault, nos salutations distinguées.

.../2

Hilaire Lemoine

p.j. - Compte rendu de la rencontre du 22 novembre 2000  
- Document de discussion présenté par Louis Julé

c.c. Denis Racine, Directeur PCH, Région des Prairies  
Sylvie Bergeron, agente de programme principale, Bureau de Saskatoon  
Chantal Alarie, agente de programme, Bureau de Saskatoon

**SCHEDULE 2**

**PRINCE EDWARD ISLAND ACTION PLAN**

TEA 800

## Troisième rencontre de mise à jour de l'Entente de collaboration multipartite sur la culture

Vous êtes invités à formuler vos commentaires afin d'aider le ministère du Patrimoine et la Fédération culturelle canadienne-française à améliorer le cadre de collaboration général établi par l'Entente collaboration multipartite sur la culture. Il est important de bien situer vos réflexions par rapport à la dernière année de mise à jour de l'Entente. Vos commentaires serviront à orienter nos discussions lors de la rencontre de mise à jour annuelle qui aura lieu le 1 février prochain.

Nous vous remercions de l'attention et du temps que vous accordez à notre demande.

### 1. ÉVALUATION GLOBALE

*Quelle évaluation générale faites-vous de la participation de votre organisation à l'égard de l'Entente multipartite ?*

**DRAFT**

---

---

---

---

---

---

### 2. LE PLAN D'ACTION

*En regard du secteur d'activités de votre organisation, quel bilan faites-vous de l'état de l'avancement des projets inscrits au plan d'action ?*

---

---

---

---

---

---

### 3. LES DÉFIS

*Expliquez, le cas échéant, les difficultés que vous avez rencontrées et les points possibles d'amélioration :*

---

---

---

---

---

---



8/2/14

**JUNE 12, 2000**

**DRAFT**

**CANADA-SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT  
FOR THE DEVELOPMENT OF  
FRANCOPHONE MINORITY EDUCATION**

## **Canada-Saskatchewan Special Agreement For the Development of Francophone Minority Education**

**THIS SPECIAL AGREEMENT** was made on this \_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 2000.

**BETWEEN: THE GOVERNMENT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada",  
represented by the Minister of Canadian Heritage,

**AND: THE GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN**, hereinafter referred to as  
"Saskatchewan", represented by the Minister of Education of Saskatchewan,

**WHEREAS** the Constitution of Canada, and more particularly the Canadian Charter of Rights and Freedoms, as well as the Official Languages Act, recognize that French and English are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**WHEREAS** education is within the jurisdiction of the province and Saskatchewan is therefore entitled to determine the objectives, define the content and establish the priorities of its French language programs in the language of the minority and to evaluate them;

**WHEREAS** section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province to have their children educated in their own language where numbers warrant;

**WHEREAS** the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

**WHEREAS** the Legislative Assembly of Saskatchewan has adopted the School Amendment Act, 1995 which provides for the implementation of Francophone school governance;

**WHEREAS** the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the Official Languages Act, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official language minority communities education in their own language;

**WHEREAS** Canada and Saskatchewan have previously implemented a Special Agreement that resulted in the establishment of Francophone school governance in Saskatchewan;

**WHEREAS** Canada has approved a new series of Special Measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

**NOW THEREFORE**, this Special Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows:

**1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT**

- 1.1 The purpose of this Special Agreement is to establish a framework for cooperation between Canada and Saskatchewan for the purpose of enhancing the quality of the education programs in the minority language, pursuant to the Saskatchewan action plan appearing in Schedule 1.

**2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION**

- 2.1 Subject to the provisions of clause 3.1 of this Special Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Saskatchewan in order to achieve the objectives related to French-language school governance and French post-secondary education described in its action plan, including:

(i)

(ii)

(iii)

- 2.2 The Saskatchewan action plan appearing in Schedule 1 includes a more detailed description of the activities that are to be undertaken, the results contemplated and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of the respective contributions of Canada and Saskatchewan.

**3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION**

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of the current spending levels budgeted in the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Special

Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Saskatchewan for the implementation of its action plan for the purposes described in clause 2, the lesser of ten million dollars (\$10,000,000) and 50 per cent of the total eligible expenditures made by Saskatchewan, which are allocated for distribution as follows: Fiscal year

1999-2000	\$1,900,000
2000-2001	\$2,000,000
2001-2002	\$2,000,000
2002-2003	\$2,000,000
2003-2004	\$2,100,000

- 3.2 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Saskatchewan and the continuation of the current spending levels budgeted for the Department of Education, Saskatchewan agrees to contribute to the eligible expenditures under the approved Action Plan (described in Schedule 1), in accordance with the following schedule:

Fiscal year

1999-2000	\$
2000-2001	\$
2001-2002	\$
2002-2003	\$
2003-2004	\$

- 3.3 The financial assistance allocated by the province of Saskatchewan under section 3.2 is in addition to the funds normally granted in the context of the School funding program and the regular increases pertaining thereto.
- 3.4 The budgeted contribution shall also be in addition to Canada's and Saskatchewan's contributions under the Bilateral Agreement on Official Languages in Education or any other similar agreement between Canada and Saskatchewan in connection with French-language education.
- 3.5 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Special Agreement are in Schedule 2 to this Special Agreement.

#### **4. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES**

- 4.1 Canada and Saskatchewan agree that the contributions referred to in clause 3 apply only to the activities described in the Saskatchewan Action Plan (Schedule 1) and in accordance with the federal-provincial budget allocation in this Special Agreement.

#### **5. PUBLIC ACKNOWLEDGEMENT**

- 5.1 Canada and Saskatchewan agree that the text of this Special Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 5.2 Saskatchewan will ensure that the respective contributions of Canada and Saskatchewan are clearly identified in the annual reports of the School Board and in any promotion and publicity program the School Board may undertake concerning the activities funded within the framework of this Special Agreement.
- 5.3 In its promotion and publicity activities in relation to this Special Agreement, Saskatchewan shall mention the participation of the Department of Canadian Heritage in a way that reflects the financial contribution of Canada.

#### **6. DURATION**

- 6.1 This Special Agreement between Saskatchewan and Canada is valid for the period commencing April 1, 1999 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the present provisions, shall cover only the activities carried out and the expenditures made by Saskatchewan during the said period in terms of Saskatchewan's action plan.

#### **7. AMENDMENT**

- 7.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Special Agreement or terminate it during the term of the Agreement.

## **8. EVALUATION**

- 8.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Special Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the Francophone School Board to participate in this meeting.
- 8.2 Saskatchewan agrees to provide a report to Canada, within the six months following the expiration of this Special Agreement, on the evaluation of the activities carried out with Canada's financial support.

## **9. CONSULTATIONS**

- 9.1 Saskatchewan will continue to consult in particular the Francophone School Board, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs envisaged under this Special Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Special Agreement.

## **10. PARTNERSHIP**

- 10.1 The parties acknowledge that this Special Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Saskatchewan.

## **11. COMMUNICATIONS**

- 11.1 Any notice concerning this Special Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage  
Canadian Heritage  
Ottawa, Ontario  
K1A 0M5

- 11.2 Any notice concerning this Special Agreement intended for Saskatchewan shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education  
Government of Saskatchewan  
Legislative Building, Room 340  
Regina, Saskatchewan  
S4S 0B3

- 11.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

## **12. SCHEDULES**

- 12.1 The schedules attached hereto are an integral part of this Special Agreement:

Schedule 1 - Saskatchewan Action Plan;  
Schedule 2 - Administrative Procedures and Terms.

**IN WITNESS WHEREOF**, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

**GOVERNMENT OF CANADA**

**GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Minister of Canadian Heritage

\_\_\_\_\_  
Minister of Education

**IN THE PRESENCE OF:**

**IN THE PRESENCE OF:**

\_\_\_\_\_  
Witness

\_\_\_\_\_  
Witness



## **SCHEDULE 1**

### **SASKATCHEWAN'S ACTION PLAN**

## SCHEDULE 2

### CANADA-SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT FOR THE DEVELOPMENT OF FRANCOPHONE MINORITY EDUCATION

#### ADMINISTRATIVE PROCEDURES AND TERMS

##### 1. PAYMENT

- 1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Saskatchewan the contribution referred to in clause 3 of this Special Agreement, as follows:
- (a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Special Agreement;
  - (b) in each subsequent fiscal year, the initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution for that year will be made subject to the acceptance of a detailed activities report on the progress achieved in accomplishing the objectives of the action plan in the preceding year and, where necessary, an updated action plan, provided that the requirements for preceding instalments have been fulfilled;
  - (c) in each fiscal year of this Special Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
    - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Saskatchewan for the preceding year, if applicable;
    - (ii) of an interim certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Saskatchewan during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to March 31 of that year.
- 1.2 In addition to the annual reports referred to in clause 1.1 of this Schedule, Saskatchewan shall submit to Canada, by December 31, 2004, a final report containing a detailed progress report on Saskatchewan's action plan.

## **SCHEDULE 2**

- 1.3 In addition to the financial statements referred to in clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Saskatchewan during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be presented to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004.
- 1.4 The amount payable by Canada to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in clause 1.1 of this Schedule, provided that the information presented in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Special Agreement and that Saskatchewan has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

### **3. TRANSFERS**

- 3.1 Saskatchewan may transfer funds among the objectives of the Action Plan with the authorization in writing of Canada. Saskatchewan shall present the appropriate request before March 1 of the fiscal year in question.

### **4. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS**

- 4.1 For the purposes of this Special Agreement, Saskatchewan will present financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Saskatchewan and agreed to by Canada.
- 4.2 For the purposes of this Special Agreement, the financial statements referred to in clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Saskatchewan in regard to the activities funded within the framework of this Special Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the Action plan.
- 4.3 The activities reports referred to in clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities referred to in the Saskatchewan Action plan (Schedule 1).

## **SCHEDULE 2**

### **5. OVERPAYMENT**

- 5.1 Should the payments made to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement exceed the amounts to which Saskatchewan is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Saskatchewan.

### **6. FINANCIAL AUDIT**

- 6.1 Canada reserves the right to audit Saskatchewan's accounts and records pertaining to the provisions of this Special Agreement, or to have them audited, for the purpose of ensuring that these provisions are being fulfilled, and Saskatchewan agrees to make available to the auditors any book, record or information they may require. The scope and extent of the financial audits, and the time selected to perform them, shall be established by Canada and, where applicable, these audits may be conducted by officials of the Department of Canadian Heritage or their agents.
- 6.2 Canada agrees to inform Saskatchewan of the results of any financial audit and to pay Saskatchewan, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Saskatchewan. Saskatchewan agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.

8/2/14

**12 juin 2000**

**ÉBAUCHE**

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-SASKATCHEWAN  
RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION  
DE LA MINORITÉ FRANCOPHONE**

## **Entente spéciale Canada-Saskatchewan relative au développement de l'éducation de la minorité francophone**

**LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE** a été conclue en ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2000.

**ENTRE : LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé le «Canada»,  
représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

**ET : LE GOUVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN**, ci-après appelé  
« Saskatchewan », représenté par le ministre de l'Éducation de la Saskatchewan,

**ATTENDU QUE** la Constitution du Canada et plus particulièrement la Charte canadienne des droits et libertés ainsi que la Loi sur les langues officielles reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**ATTENDU QUE** la Saskatchewan, étant donné que l'éducation est du ressort de la province, a le droit de déterminer les objectifs, définir les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français dans la langue de la minorité et en faire l'évaluation;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative de la Saskatchewan a adopté la *Loi sur l'éducation*, 1995 permettant la mise en oeuvre de la gestion scolaire en français;

**ATTENDU QUE** la Ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la Loi sur les langues officielles, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**ATTENDU QUE** le Canada et la Saskatchewan ont antérieurement mis en oeuvre une Entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire en français en Saskatchewan;

**ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions post-secondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

**EN CONSÉQUENCE**, la présente Entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE**

- 1.1 La présente Entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et la Saskatchewan en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Saskatchewan figurant à l'Annexe 1.

## **2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1 Sous réserve des dispositions de la clause 3.1 de la présente Entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par la Saskatchewan pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises et d'enseignement postsecondaire en français décrits dans son plan d'action, notamment :
- i)
  - ii)
  - iii)
- 2.2 Le plan d'action de la Saskatchewan qui figure à l'Annexe 1 comprend une description plus détaillée des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle de la Saskatchewan.

## **3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente Entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la Saskatchewan pour la mise en oeuvre de son plan d'action aux fins décrites à la clause 2, le moindre de 10 millions de dollars (10 000 000 \$) et 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par la Saskatchewan, prévu à être réparti comme suit :

Année financière

1999-2000 :	1 900 000 \$
2000-2001 :	2 000 000 \$
2001-2002 :	2 000 000 \$
2002-2003 :	2 000 000 \$
2003-2004 :	2 100 000 \$

- 3.2 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative de la Saskatchewan et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, la Saskatchewan s'engage à contribuer aux dépenses admissibles en vertu du Plan d'action approuvé (décrit à l'Annexe 1), selon l'échéancier suivant :

Année financière

1999-2000 :	\$
2000-2001 :	\$
2001-2002 :	\$
2002-2003 :	\$
2003-2004 :	\$

- 3.3 L'aide financière prévue par la province de la Saskatchewan, en vertu de l'article 3.2, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.4 La contribution prévue doit également être en sus des contributions du Canada et de la Saskatchewan en vertu de l'Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et la Saskatchewan au titre de l'enseignement en français.
- 3.5 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'Entente spéciale se trouvent à l'Annexe 2 de la présente Entente spéciale.

**4. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS**

- 4.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que les contributions mentionnées à la clause 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le Plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 1) et selon la ventilation budgétaire fédérale-provinciale de la présente Entente spéciale.



## **5. MENTION DU CONCOURS DU CANADA**

- 5.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que le texte de la présente Entente spéciale et ses annexes seront mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 5.2 La Saskatchewan s'assurera que la contribution du Canada et celle de la Saskatchewan soient clairement identifiées dans les rapports annuels du Conseil scolaire et dans tout programme de promotion ou de publicité que le Conseil scolaire pourrait entreprendre concernant les activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale.
- 5.3 La Saskatchewan, dans ses activités de promotion ou de publicité relatives à la présente Entente spéciale, doit faire mention de la participation du ministère du Patrimoine canadien d'une manière à refléter la contribution financière du Canada.

## **6. DURÉE**

- 6.1 La présente Entente spéciale lie la Saskatchewan et le Canada pour la période commençant le 1er avril 1999 et se terminant le 31 mars 2004 , et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par la Saskatchewan au cours de ladite période en fonction du plan d'action de la Saskatchewan.

## **7. MODIFICATION**

- 7.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente Entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.

## **8. ÉVALUATION**

- 8.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'Entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants du Conseil scolaire francophone à participer à cette rencontre.
- 8.2 La Saskatchewan convient de fournir au Canada un rapport sur l'évaluation des activités réalisées avec l'appui financier du Canada, dans les six mois suivant l'expiration de la présente Entente spéciale.

## **9. CONSULTATIONS**

- 9.1 La Saskatchewan continuera de consulter en particulier le Conseil scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressées relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente Entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente Entente spéciale.

## **10. PARTENARIAT**

- 10.1 Les parties reconnaissent que la présente Entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et la Saskatchewan.

## **11. COMMUNICATIONS**

- 11.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente Entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

La ministre du Patrimoine canadien  
Patrimoine canadien  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0M5

- 11.2 Toute communication destinée à la Saskatchewan concernant la présente Entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Le ministre de l'Éducation  
Gouvernement de la Saskatchewan  
Édifice Législatif, bureau 340  
Regina (Saskatchewan)  
S4S 0B3

- 11.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

## **12. ANNEXES**

12.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente Entente spéciale :

Annexe 1 - Plan d'action de la Saskatchewan;  
Annexe 2 - Modalités et conditions administratives.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé la présente Entente spéciale à la date inscrite à la première page.

**GOUVERNEMENT DU CANADA**

**GOUVERNEMENT DE LA  
SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation

**EN PRÉSENCE DE :**

**EN PRÉSENCE DE :**

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin

## **ANNEXE 1**

### **PLAN D'ACTION DE LA SASKATCHEWAN**

## ANNEXE 2

### Entente spéciale Canada-Saskatchewan relative au développement de l'éducation de la minorité francophone

#### MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

#### 1. PAIEMENT

1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser à la Saskatchewan la contribution mentionnée à la clause 3 de la présente Entente spéciale de la façon suivante :

- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente Entente spéciale;
- b) pour chaque exercice subséquent, le premier versement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera fait sous réserve de l'acceptation d'un rapport d'activités détaillé au sujet des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du plan d'action pour l'exercice précédent et au besoin, d'un plan d'action mis à jour, à condition que les versements précédents aient été remplis;
- c) pour chaque exercice de la présente Entente spéciale, le second paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
  - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada à la Saskatchewan pour l'exercice précédent, s'il y a lieu;
  - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues au 31 mars de ce même exercice.

1.2 En plus des rapports annuels mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, la Saskatchewan devra soumettre au Canada, d'ici le 31 décembre 2004, un rapport final détaillant l'état des réalisations du plan d'action de la Saskatchewan.

## **ANNEXE 2**

- 1.3 En plus des états financiers mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié, démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004.
- 1.4 Les montants à payer par le Canada à la Saskatchewan conformément à la présente Entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente Entente spéciale et que la Saskatchewan ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

### **3. TRANSFERTS**

- 3.1 La Saskatchewan pourra transférer des fonds entre les objectifs du Plan d'action avec l'autorisation écrite du Canada. La Saskatchewan devra présenter une demande en ce sens avant le 1er mars de l'exercice financier visé.

### **4. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS**

- 4.1 Aux fins de la présente Entente spéciale, la Saskatchewan présentera des états financiers au Canada, certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par la Saskatchewan et agréés par le Canada.
- 4.2 Aux fins de la présente Entente spéciale, les états financiers mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe, sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par la Saskatchewan à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du Plan d'action.
- 4.3 Les rapports d'activités mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités mentionnées dans le Plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 1).

## ANNEXE 2

### 5. EXCÉDENT

- 5.1 Si les paiements versés à la Saskatchewan, conformément à la présente Entente spéciale, dépassent les montants auxquels la Saskatchewan a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures à la Saskatchewan.


### 6. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 6.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres de la Saskatchewan relatifs aux dispositions de la présente Entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et la Saskatchewan accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 6.2 Le Canada accepte d'informer la Saskatchewan des résultats de toute vérification financière et de verser à la Saskatchewan, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon l'étude, s'avérer due par lui à la Saskatchewan. La Saskatchewan accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par elle au Canada.






# Notes

 Lise Toupin  
11/21/2000 05:43 PM

Pour : "Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>  
cc : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Réf. : Plan d'action de la Saskatchewan 

Merci Willy. Marion revoit présentement votre dernière version et on se reparle très prochainement.

À bientôt!

"Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 11-21-2000 11:35:28 AM



"Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 11-21-2000 11:35:28 AM

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Plan d'action de la Saskatchewan

---

Lise,  
Veuillez trouver ci-joint, la dernière version du plan d'action de la Saskatchewan.  
Nous nous tenons à votre entière disposition pour répondre à d'éventuelles questions.

Willy J. Barraud

<< Fr-fl2 Plan d'action quinquenal.doc>> <<Fr Mesures speciales.doc>>  
<<Fr-Fds supp\_ Plan d'action quinquenal.doc>> <<Fr-fl1 Plan d'action quinquenal.doc>> <<Plan d'action.doc>>



- Fr-fl2 Plan d'action quinquenal.doc



- Fr Mesures speciales.doc ✓



- Fr-Fds supp\_ Plan d'action quinquenal.doc



- Fr-fl1 Plan d'action quinquenal.doc



- Plan d'action.doc

## Mesures spéciales

ACTIVITÉS de la Division scolaire francophone #310	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	INVESTISSEMENT PRÉVU
<b>1. Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion.</li> <li>- Recrutement.</li> <li>- Partenariat et collaboration avec les conseils d'école.</li> <li>- Équivalence de la programmation académique.</li> <li>- Participation active des parents dans les projets éducatifs.</li> <li>- Projets éducatifs.</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la crédibilité de la DSF.</li> <li>- Informer les ayants droits.</li> <li>- La collaboration entre les divers partenaires en éducation est établie et maintenue.</li> <li>- Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone.</li> <li>- Parents, personnel, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF et pour créer un rapprochement avec les intervenants.</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau de satisfaction de la clientèle.</li> <li>- Nombre d'élèves en augmentation.</li> <li>- Des mécanismes de collaboration efficaces et permanents sont développer et implanter.</li> <li>- Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés.</li> <li>- Chaque école à son projet éducatif avec la participation des parents, du personnel et des élèves.</li> <li>- Niveau de participation.</li> </ul>	<p><b>Base annuelle</b></p> <p>Contribution provinciale 261 270 \$ Contribution fédérale 200 000 \$</p> <p><b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b> Contribution provinciale 1 045 080 \$ Contribution fédérale 800 000 \$</p> <p>Détails des contributions fédérales de 2000 à 04*: Promotion : 40 000 \$ Recrutement : 12 000 \$ Partenariat : 20 000 \$ Équivalence : 110 000 \$ Participation des parents et Projets éducatifs : 18 000 \$</p>
<b>2. Programmes et services:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Excellence de la programmation.</li> <li>- Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie.</li> <li>- Préscolaire/prématernelle/maternelle.</li> <li>- Conseillers.ères en orientation.</li> <li>- Projets interprovinciaux.</li> <li>- Cours à distance.</li> <li>- Ressources multimédia.</li> </ul>	<b>2.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leur besoins.</li> <li>- Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogue.</li> <li>- Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants,droits, assurant ainsi une francisation plus précoce.</li> <li>- La DSF offrira des services spécialisés à sa clientèle. E.g. Orientation.</li> <li>- Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones.</li> <li>- Offrir des cours à distance de soutien aux élèves et aux enseignant.e.s éloigné.e.s.</li> <li>- Les élèves ont accès aux ressources suggérés par le ministère de l'Éducation.</li> </ul>	<b>2.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de cours et de programmes spécialement conçus pour les élèves.</li> <li>- Nombre de programmes de francisation, d'intégration culturelle et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie offerts dans les écoles.</li> <li>- Niveau de satisfactions de la clientèle.</li> <li>- Nombre de programmes de préscolaires, prématernelles, et maternelles qui sont implantés.</li> <li>- Nombre d' étudiant.e.s qui s'expriment en français.</li> <li>- Niveau de satisfaction des élèves.</li> <li>- Nombre de projets inter-provinciaux qui sont élaborés et qui sont implantés dans les écoles fransaskoises.</li> <li>- Nombre d'élèves qui ont accès à des cours.</li> <li>- Les centres de ressources des écoles sont dotés d'un nombre de ressources.</li> </ul>	<p><b>Base annuelle</b></p> <p>Contribution provinciale 2 251 426 \$ Contribution fédérale 00-01: 1 800 000 \$ Contribution fédérale 01-02: 1 800 000 \$ Contribution fédérale 02-03: 1 800 000 \$ Contribution fédérale 03-04: 1 900 000 \$</p> <p><b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b> Contribution provinciale 9 005 704 \$ Contribution fédérale 7 300 000 \$</p> <p>Détails des contributions fédérales de 2000 à 04*: Programmation : 115 000 \$ Francisation, intégration... :1 240 000 \$ Présc./prémat./mat. :195 000 \$ Orientation : 60 000 \$ Projets interprovinciaux : 8 000 \$ Cours à distance : 82 000 \$ Ressources multimédia : 100 000 \$</p>

\* Veuillez prendre que pour l'année fiscale 2003-04 le projet Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie est augmenté de 100 000 \$.

OCR	Code	Titre de l'activité	Date de début	Date de fin	Description des principaux éléments de l'activité	Segment de clientèle visé	Impact obtenu (Moyen de vérification /validation)	Coût	Analyse coûts / bénéfices	Recommandation /Alternatives
CCO	12	Messages envoyés à 4230 étudiants de ConnexionTravail, aux étudiants inscrits dans la grande base de données de ConnexionTravail, surtout les étudiants bilingues	05/30/2000		Rédiger le message et approuver message d'Alison.	Étudiants.	Entre 50 et 150 étudiants.	\$ -		Envoyer le message plus tôt (avril) et un peu plus court.
CCO	12	Annonce JCT sur la page d'accueil du site de Connexion-Travail	06/01/2000	06/07/2000	Rediger le message; suivis avec Alison.	Employeurs et étudiants.	?			En parler avec Alison au mois d'avril pour maximiser les chances (notre annonce est placée seulement si aucun employeur ne paie pour l'espace)
CCO	13	Annonces dans les journaux scolaires, post-secondaires.	03/28/2000	04/19/2000	Faire des annonces, contacter les agences de publicité, planifier les parutions selon le budget.	Étudiants.	0 à 3 personnes par parution.	\$ 13,660.00		Faire parître les annonces plus tôt dans l'année (janvier ou février). Mettre un peu moins d'argent.
Sous-Total CCO		12						\$ 13,668.00		

Marion Menard  
11/08/2000 02:53 PM

(8 novembre 2000)

Pour : "Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Plan d'action LOE

Bonjour,

Je vous ai proposé des pistes de travail quant à l'élaboration des indicateurs de votre plan d'action. Ces propositions font suite à notre conférence téléphonique de la semaine dernière. Nous sommes conscients du fait que vous aurez à faire un choix parmi les indicateurs proposés. Il est vrai que ceux-ci doivent permettre de mesurer l'atteinte des résultats visés mais également, être réalistes quant aux coûts et au travail administratif qui sera impliqué dans la collecte de données

Prenez note que j'attends une copie du plan d'action de la Nouvelle-Écosse et que je vous en achemine une copie dès que possible. Vous pourrez ainsi vous inspirer de la démarche entreprise par cette province.

Merci de votre collaboration

Marion Ménard  
Agent de programmes  
819-953-8764



Fr Mesures spéciales

**Mesures spéciales** (Les « mesures spéciales » visent à aider les partenaires (collèges, institutions, conseils scolaires, universités) à mettre en place des mesures de qualités en éducation)

ACTIVITÉS de la DSF	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE (NOTE: Les indicateurs correspondent davantage à des résultats visés qu'à des indicateurs de performance)	INVESTISSEMENT PRÉVU
<b>1. Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion</li> <li>- Recrutement</li> <li>- Partenariat et collaboration avec les conseils d'école</li> <li>- Équivalence de la programmation académique</li> <li>- Participation active des parents dans les projets éducatifs</li> <li>- Projets éducatifs (définir, si possible)</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la crédibilité de la DSF.</li> <li>- Informer les ayants droits.</li> <li>- La collaboration entre les divers partenaires en éducation est établie et maintenue.</li> <li>- Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone</li> <li>- Parents, personnel, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF (et pour créer un rapprochement avec les intervenants)</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clientèle satisfaite des services offertes.</li> <li>- Pourcentage d'élèves en augmentation.</li> <li>- Des mécanismes de collaboration efficaces et permanents sont développer et implanter.</li> <li>- Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés.</li> <li>- Chaque école à son projet éducatif avec la participation des parents, du personnel et des élèves</li> </ul>	<p align="center"><u>Base annuelle</u></p> <p>Contribution provinciale 261 270\$ Contribution fédérale 200 000\$</p> <p><b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b> Contribution provinciale 1 045 080\$ Contribution fédérale 800 000\$</p>



Fr Mesures spéciales

*Il faut voir sur papier sur ce qui a de spécial.*

**2. Programmes : et services de la DSF**

- a) Excellence de la programmation. (!!!!)
- b) Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie.
- c) Préscolaire/prématernelle/maternelle
- d) Conseillers.ères en orientation
- e) Projets interprovinciaux.
- f) Cours à distance.
- g) Ressources multimédia.

*voici dans  
par d'élèves à la province*

Est-ce que la coopération entre les provinces ne devrait pas se retrouver dans « Élaboration de programme » (et non pas dans « mesures spéciales »)

Est-ce que c'est une collaboration autre que celle existante avec le CMEC et / ou le Western Protocol Consortium ?

**2.**

- a) Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leur besoins.
- b) Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie.
- c) Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants droits, assurant ainsi une francisation plus précoce.
- d) La DSF offrira des services spécialisés à sa clientèle. E.g. Orientation.
- e) Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones. (Ce n'est pas plutôt les conseils?)
- f) Offrir des cours à distance de soutien aux élèves et aux enseignant.e.s éloigné.e.s.
- g) Les élèves ont accès aux ressources suggérés par le ministère de l'Éducation.

**2.**

- a) Les élèves ont accès à une variété de cours et de programmes spécialement conçus pour eux.
- b) Nb de Les programmes de francisation, d'intégration (définir intégration : à l'école? structure d'accueil?) et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie sont offerts dans les écoles.  
(INDICATEUR : Niveau de satisfaction de la clientèle)
- c) Les programmes de préscolaires, prématernelles, et maternelles sont implantés, et les étudiant.e.s s'expriment en français.
- d) Les élèves reçoivent des services en orientation.  
(INDICATEUR : Niveau de satisfaction des élèves / Nb de ressources humaines)
- e) Des projets interprovinciaux sont élaborés et implantés dans les écoles fransaskoises.  
(INDICATEUR : Description + nb de projets)
- f) Un plus grand nombre d'élèves ont accès à plus de cours.
- g) Les centres de ressources des écoles sont mis à jour et réapprovisionnés.
- h) implantés dans les écoles fransaskoises.  
(INDICATEUR : Niveau d'utilisation + Nb de nouvelles acquisitions)


**Base annuelle**

Contribution provinciale 2 351 426\$  
Contribution fédérale 00-01: 1 800 000\$  
Contribution fédérale 01-02: 1 800 000\$  
Contribution fédérale 02-03: 1 800 000\$  
Contribution fédérale 03-04: 1 900 000\$

**Total (de 2000-01 à 2003-04)**

Contribution provinciale 9 405 704\$  
Contribution fédérale 7 300 000\$

Ventilation par programmes et services de la colonne « activité »

 Marion Menard  
11/08/2000 04:12 PM

Pour : Rene.Archambault@sasked.gov.sk.ca  
cc :


Objet : Plan d'action LOE

M.Archambault,

Tel que demandé. Veuillez noter que j'ai envoyé l'ébauche du plan d'action de la Nouvelle-Écosse, pour fin de comparaison, au 306-787-3164.

Marion Ménard

----- Envoyée par Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA le 11/08/2000 04:07 PM -----

 Marion Menard  
11/08/2000 02:53 PM

Pour : "Barraud, Willy EDO" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Plan d'action LOE

Bonjour,

Je vous ai proposé des pistes de travail quant à l'élaboration des indicateurs de votre plan d'action. Ces propositions font suite à notre conférence téléphonique de la semaine dernière. Nous sommes conscients du fait que vous aurez à faire un choix parmi les indicateurs proposés. Il est vrai que ceux-ci doivent permettre de mesurer l'atteinte des résultats visés mais également, être réalistes quant aux coûts et au travail administratif qui sera impliqué dans la collecte de données

Prenez note que j'attends une copie du plan d'action de la Nouvelle-Écosse et que je vous en achemine une copie dès que possible. Vous pourrez ainsi vous inspirer de la démarche entreprise par cette province.

Merci de votre collaboration

Marion Ménard  
Agent de programmes  
819-953-8764



**\*\*\* Plan d'action de la Saskatchewan \*\*\***

**Compte rendu de la conférence téléphonique du 1 novembre 2000 (13 h 30 h)**

**Participants :** PCH : Lise Toupin, Marion Ménard, Sylvie Bergeron  
SASKATCHEWAN : René Archambault, Willy Barraud

---

- À la demande de PCH de revoir la formulation de certains indicateurs du plan d'action, la Sask. demande de pouvoir consulter d'autres plans d'action de d'autres province. Marion Ménard tentera de voir ce qui est possible avec d'autres provinces.
- Lise Toupin demande la possibilité d'inclure une clause pour pouvoir défrayer les coûts en se basant sur l'année scolaire et non pas l'année financière de la province. On mettrait les dates du 1 avril 2000 au 31 juin 2001. René Archambault est ouvert à la suggestion mais demande de pouvoir consulter certaines personnes avant de donner son aval à la proposition.
- Lise Toupin explique que le contexte des élections fédérales à venir a un impact sur le renouvellement des ententes. On ne pourra pas tout signer dans trois semaines. Il faudrait si possible s'entendre sur le contenu du plan d'action. Par la suite, on pourrait acheminer le tout au ministre de l'Éducation de la Sask.
- Lise Toupin demande des précisions quant au contenu du préambule soumis par la Saskatchewan.

**COLLÈGE MATHIEU**

- La Sask. est plutôt défavorable à la création d'un projet de bourses.
- LT : Le CM n'a pas encore démontré qu'il est viable financièrement.
- LT : On doit avoir des précisions quant à l'utilisation du 250 000 \$. Il faut réitérer par lettre qu'un rapport d'activités et un de réalisation est nécessaire.
- La consultation tripartite a donné des résultats insatisfaisants. Faudrait-il penser à une autre consultation ?

 Marion Menard  
10/30/2000 10:29 AM

Pour : Sylvie\_Bergeron@pch.gc.ca, Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH  
cc :

Objet : Plan d'action de la Saskatchewan

Bonjour,

Voici la nouvelle version envoyée par Willy Barraud en date du 26 octobre.

MM

----- Envoyée par Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA le 10/30/2000 10:33 AM -----



"Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 10/26/2000  
10:57:47 AM

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH, "Archambault, Rene ED0"  
<Rene.Archambault@sasked.gov.sk.ca>

Objet : Plan d'action de la Saskatchewan

---

Lise,  
Veuillez trouver ci-joint, une nouvelle copie de l'ébauche du plan d'action de la Saskatchewan. Cette copie sera utilisée lors de la conférence téléphonique qui aura lieu le mercredi 1 novembre 2000 à 13h30 (heure de l'Est).  
Je me tiens à votre disposition pour répondre à d'éventuelles questions.  
Cordialement.

Willy J. Barraud

<< Fr-fl2 Plan d'action quinquenal.doc>> <<Fr Mesures speciales.doc>>  
<<Fr-Fds supp\_ Plan d\_action quinquenal.doc>> <<Fr-fl1 Plan d'action quinquenal.doc>>



- Fr-fl2 Plan d'action quinquenal.doc



- Fr Mesures speciales.doc



- Fr-Fds supp\_ Plan d\_action quinquenal.doc



- Fr-fl1 Plan d'action quinquenal.doc



## Notes

Version  
de juin 2002

# Plan d'action de la Saskatchewan

Version du 26 octobre

⊕ documents afférents.

- LOI
- Special ✓



"Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 10/26/2000  
10:57:47 AM

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH, "Archambault, Rene ED0"  
<Rene.Archambault@sasked.gov.sk.ca>  
Objet : Plan d'action de la Saskatchewan

---

Lise,  
Veuillez trouver ci-joint, une nouvelle copie de l'ébauche du plan d'action  
de la Saskatchewan. Cette copie sera utilisée lors de la conférence  
téléphonique qui aura lieu le mercredi 1 novembre 2000 à 13h30 (heure de  
l'Est).  
Je me tiens à votre disposition pour répondre à d'éventuelles questions.  
Cordialement.

Willy J. Barraud

<< Fr-fl2 Plan d'action quinquenal.doc>> <<Fr Mesures speciales.doc>>  
<<Fr-Fds supp\_ Plan d'action quinquenal.doc>> <<Fr-fl1 Plan d'action  
quinquenal.doc>>



- Fr-fl2 Plan d'action quinquenal.doc



- Fr Mesures speciales.doc ✓



- Fr-Fds supp\_ Plan d'action quinquenal.doc



- Fr-fl1 Plan d'action quinquenal.doc



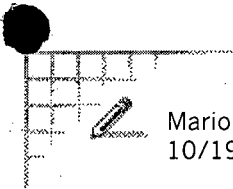
Mesures spéciales

Aider les partenaires (collèges, inst. collégiales, universités) à mettre en place des mesures de qualité en éducation (Par le ministre de l'éducation)

ACTIVITÉS de la DSF	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	INVESTISSEMENT PRÉVU
<b>1. Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion</li> <li>- Recrutement</li> <li>- Partenariat et collaboration avec les conseils d'école</li> <li>- Équivalence de la programmation académique</li> <li>- Participation active des parents dans les projets éducatifs</li> <li>- Projets éducatifs</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la <u>crédibilité</u> de la DSF. ?</li> <li>- Informer les ayants droits.</li> <li>- La collaboration entre les divers partenaires en éducation est établie et maintenue.</li> <li>- Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone</li> <li>- Parents, personnel, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF (+ créer un rapprochement entre les intervenants)</li> </ul>	<b>1.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clientèle satisfaite des services offertes.</li> <li>- Pourcentage d'élèves en augmentation.</li> <li>- Des mécanismes de collaboration efficaces et permanents sont développés et implantés.</li> <li>- Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés.</li> <li>- Chaque école à son projet éducatif avec la participation des parents, du personnel et des élèves</li> </ul>	<b>Base annuelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution provinciale 261 270\$</li> <li>Contribution fédérale 200 000\$</li> </ul> <b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution provinciale 1 045 080\$</li> <li>Contribution fédérale 800 000\$</li> </ul>
<b>2. Programmes et services de la DSF :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>a Excellence de la programmation.</li> <li>b Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie.</li> <li>c Préscolaire/prématernelle/maternelle.</li> <li>d Conseillers.ères en orientation.</li> <li>e Projets interprovinciaux.</li> <li>f Cours à distance.</li> <li>g Ressources multimédia.</li> </ul> <p>→ Toute la coopération entre les prov. doit se retrouver dans « l'élaboration de programmes » PAS DANS MESURES SPÉCIALES</p> <p>→ autres que Western Protocol, consortium et le CMEC.</p>	<b>2.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>a Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leur besoins.</li> <li>b Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie.</li> <li>c Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants droits, assurant ainsi une francisation plus précoce.</li> <li>d La DSF offrira des services spécialisés à sa clientèle. E.g. Orientation.</li> <li>e Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones. (pas plutôt les autres)</li> <li>f Offrir des cours à distance de soutien aux élèves et aux enseignants éloignés.</li> <li>g Les élèves ont accès aux ressources suggérées par le ministère de l'Éducation.</li> </ul>	<b>2.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>A Les élèves ont accès à une variété de cours et de programmes spécialement conçus pour eux.</li> <li>B Les programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie sont offerts dans les écoles.</li> <li>C Les programmes de préscolaires, prématernelles, et maternelles sont implantés, et les étudiants s'expriment en français.</li> <li>D Les élèves reçoivent des services en orientation. (Taux de satisfaction des élèves ou des parents)</li> <li>E Des projets interprovinciaux sont élaborés et implantés dans les écoles francophones.</li> <li>F Un plus grand nombre d'élèves ont accès à plus de cours.</li> <li>G Les centres de ressources des écoles sont mis à jour et réapprovisionnés.</li> </ul>	<b>Base annuelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution provinciale 2 351 426\$</li> <li>Contribution fédérale 00-01: 1 800 000\$</li> <li>Contribution fédérale 01-02: 1 800 000\$</li> <li>Contribution fédérale 02-03: 1 800 000\$</li> <li>Contribution fédérale 03-04: 1 900 000\$</li> </ul> <b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution provinciale 9 405 704\$</li> <li>Contribution fédérale 7 300 000\$</li> </ul>

Fours distance apparent  
partiel

320-4-30



Marion Menard  
10/19/2000 01:13 PM

Pour : Sylvie\_Bergeron@pch.gc.ca, Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH  
cc :

Objet : Plan d'action de la Saskatchewan

Bonjour,

Voici les documents discutés.

MM

----- Envoyée par Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA le 10/19/2000 01:13 PM -----



"Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 10/04/2000  
04:26:50 PM

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH, "Archambault, Rene ED0"  
<Rene.Archambault@sasked.gov.sk.ca>

Objet : Plan d'action de la Saskatchewan

---

Lise,  
Veuillez trouver ci-joint, le plan d'action de la Saskatchewan. Avant de  
l'acheminer à notre ministre pour son approbation, nous aimerions avoir une  
rétroaction de votre part.  
Nous nous tenons à votre entière disposition, si vous avez des questions.  
Cordialement.

Willy J. Barraud

P.s.: Ces documents ont été rédigés en Microsoft Word 97

<< Fr-fl2 Plan d'action quinquenal.doc>> <<Fr Mesures speciales.doc>>  
<<Fr-Fds supp\_ Plan d\_action quinquenal.doc>> <<Fr-fl1 Plan d'action  
quinquenal.doc>>



- Fr-fl2 Plan d'action quinquenal.doc



- Fr Mesures speciales.doc



- Fr-Fds supp\_ Plan d\_action quinquenal.doc




- Fr-fl1 Plan d'action quinquenal.doc

402. 2000

Fr Mesures spéciales

Mesures spéciales

ACTIVITÉS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	INVESTISSEMENT PRÉVU
<b>1. Services spéciaux à la clientèle francophone :</b> (a) Promotion (b) Recrutement (c) Concertation et collaboration avec les conseils d'école (d) Équivalence de la programmation académique (e) Participation active des parents dans les projets éducatifs (f) Projets éducatifs	<b>1.</b> a) Développer la crédibilité de la DSF b) Informer les ayants droits c) Développer et assurer des mécanismes administratifs efficaces et permanents d) Assurer l'équivalence dans les services éducationnels offerts à la clientèle francophone e) Parents, personnel enseignant, et élèves travaillent conjointement pour améliorer l'éducation dispensée dans les écoles de la DSF	<b>1.</b> a) Clientèle satisfaites des services offertes b) Pourcentage d'élèves en augmentation c) Fierté, motivation et conviction de la clientèle francophone à évoluer en français d) Les équivalences dans les services éducationnels sont respectés e) Inter-activités dans les projets éducatifs avec les parents, le personnel enseignant et les élèves f) Des projets éducatifs sont implantés	<b>Base annuelle</b> Contribution provinciale 261 270\$ Contribution fédérale 200 000\$  <b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b> Contribution provinciale 1 045 080\$ Contribution fédérale 800 000\$
<b>2. Programmes :</b> a) Excellence de la programmation b) Francisation, intégration et animation culturelle, orthopédagogie c) Préscolaire/prématernelle/maternelle d) Conseillers.ères en orientation e) Projets interprovinciaux f) Cours à distance g) Ressources multimédia	<b>2.</b> a) Les élèves reçoivent une éducation reconnue pour son excellence et adaptée à leur besoins b) Offrir des programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie afin de palier aux manquement du passé c) Des programmes de préscolaire, prématernelle, maternelle sont offerts à la clientèle des ayants droits, assurant ainsi une francisation plus précoce. d) La DSF offrira des services spécialisés à sa clientèle. E.g. Orientation e) Les provinces collaborent à divers projets pour les élèves francophones f) Offrir des programmes à distance de soutien aux élèves et aux enseignant.e.s éloigné.e.s g) Les élèves ont accès aux ressources suggérés par le ministère de l'Éducation	<b>2.</b> a) Les élèves ont accès à une variété de cours et de programmes spécialement conçus pour eux b) Les programmes de francisation, d'intégration et d'animation culturelle, et d'orthopédagogie sont offerts dans les écoles c) Les programmes de préscolaires, prématernelles, et maternelles sont implantés, et la clientèle s'exprime en français d) Les élèves reçoivent des services en orientation e) Des projets interprovinciaux sont élaborés et implantés dans les écoles fransaskoises f) Un plus grand nombre d'élèves ont accès à plus de cours g) Les centres de ressources des écoles sont mis à jour et réapprovisionnés	<b>Base annuelle</b> Contribution provinciale 2 351 426\$ Contribution fédérale 00-01: 1 800 000\$ Contribution fédérale 01-02: 1 800 000\$ Contribution fédérale 02-03: 1 800 000\$ Contribution fédérale 03-04: 1 900 000\$  <b>Total (de 2000-01 à 2003-04)</b> Contribution provinciale 9 405 704\$ Contribution fédérale 7 300 000\$

 Marion Menard  
10/17/2000 11:34 AM

Pour : Cyntia Plouffe/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc :

Objet : téléconférence nouvelle révison du plan d'action

----- Envoyée par Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA le 10/17/2000 11:37 AM -----

 Chantal Alarie  
10/12/2000 09:15 AM

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Sylvie Bergeron/West-Ouest/PCH/CA@PCH


Objet : téléconférence nouvelle révison du plan d'action


Bonjour,

Par le message plus bas, nous comprenons que nous sommes convoquées à une rencontre pour la révision du plan d'action de la province sous l'entente LOE. Si nous avons bien compris, nous confirmons notre disponibilité pour jeudi le 19 octobre à 11h00 HE. Sylvie Bergeron et moi pourrions être rejointe au (306) 975-5630.

Merci, Chantal Alarie

----- Forwarded by Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA on 10/12/2000 09:11 -----

 Sylvie Bergeron  
10/12/2000 07:09

To: Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH  
cc:  
Fax to:  
Subject: Re: réunion 

J' imagine! si tu es disponible, on pourrait prendre l'appel dans la salle de conférence, peux-tu t'occuper de confirmer notre (ma) participation

Chantal Alarie

 Chantal Alarie  
10/12/2000 06:04 AM

To: Sylvie Bergeron/West-Ouest/PCH/CA@PCH  
cc:  
Subject: réunion

Bonjour,

J' imagine que c'est une convocation pour une réunion pour révision du plan d'action sous l'entente LOE.

Vas-tu y participer?

Merci, Chantal

----- Forwarded by Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA on 10/12/2000 09:03 -----



### Confirmation

Chairperson: Lise Toupin  
Sent by: Cyntia Plouffe

Start: 10/19/2000 09:00  
End: 10/19/2000 10:00

Description: téléconférence nouvelle revision du plan d'action  
endroit : salle 170 (à noter : 11h00 am heure du Québec)

This meeting repeats starting on (if the date occurs on a weekend the meeting ).

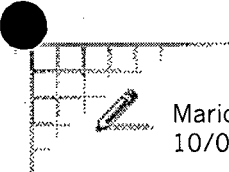
Meeting Dates:

Invitees:

Detailed description:


Status update:

Marion Menard -> Pas de réponse  
Sylvie Bergeron -> Pas de réponse  
Chantal Alarie -> Pas de réponse  
wbarraud -> Pas de réponse  
renéarchambault -> Pas de réponse  
Yvan Déry -> Pas de réponse



Marion Menard  
10/04/2000 04:42 PM

Pour : "Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca>  
cc : "Archambault, Rene ED0" <Rene.Archambault@sasked.gov.sk.ca>

Objet : Réf. : Plan d'action de la Saskatchewan 

Merci pour l'envoi du document.

Je vous contacterai dans les prochains jours pour que nous puissions planifier un moment pour tenir une conférence téléphonique.

Veuillez prendre note que Lise Toupin sera absente du bureau jusqu'au 16 octobre. Lise a été appelée à faire partie d'un jury pour une cause criminelle. Ses déplacements et ses moyens de communication sont limités.

Cela étant dit, Madame Toupin tient à participer à cette conférence téléphonique. Je vous tiens au courant des prochains développements.

Marion Ménard  
agent de programmes  
819-953-8764





## Notes

13 septembre  
2000

Première version des  
preambules

+ Commentaires de  
Mauron  
Vivier

Sc

22/9/2000

Merci Marion,

Suggestion :

On pourrait aussi y  
retrouver des éléments quant  
au postsecondaire et secondaire  
(qui est probablement inclus dans  
le 1000 élèves)

**Note**

À: Lise Toupin

De: Marion Ménard

Date: 09/22/00

Objet: Préambule du plan d'action LOE de la Saskatchewan

SVP. en faire copie aux membres du  
comité avisés (Jacinthe etc.)  
pour leurs commentaires.

Bonjour Lise,

J'ai revu l'ébauche du préambule LOE tel que télécopiée par René Archambault le 13 septembre dernier. Pour te remettre dans le contexte, les préambules serviront à "décrire la situation actuelle des langues officielles dans leur système de l'éducation. (...) Ces renseignements seront utiles comme point de départ pour comparer les résultats au cours des trois prochaines années." (courriel de Jacinthe Guindon en date du 25 août dernier).

Je me suis référé aux propositions du comité des plans d'action LOE sur le contenu des préambules.

- la loi sur l'éducation : OK
- les coûts supplémentaires pour les LOE : Cette section pourrait être retravaillée de façon à rendre plus "claire". Qu'est-ce que tu en penses ? *Possiblement, précise ta pensée ? Questions non répondues*
- le nombre de conseils scolaires : OK
- le nombre d'écoles : OK
- le nombre d'effectifs : OK (pour le français de base et l'immersion)
- les programmes offerts : OK
- les genres de programmes d'immersion : OK
- les programmes de français de base : OK

NOTE : J'attends le retour d'appel de René Archambault pour en savoir plus sur le déroulement du processus de révision du Plan d'action entrepris par l'équipe de René depuis notre dernière conférence téléphonique.

En bref - Première ébauche intéressante à mon avis !! Il faudra le dire à René via un petit conseil ! accompagner de quelques points proposés.



## Note

**À :** Lise Toupin

**De :** Marion Ménard

**Date :** 18 octobre 2000

**Objet :** Préambule du plan d'action LOE de la Saskatchewan : Précisions concernant la section Financement

---

### SECTION FINANCEMENT

Commentaire général : les chiffres du préambule doivent être similaires à ceux apparaissant dans le plan d'action ?

- Que veut dire "actualisation" (2 ième para, dernière ligne) ?
- Nous devons avoir des précisions sur les calculs avec nos chiffres à nous;
- Préciser qui paie quoi ? Préciser les calculs en faisant le lien avec le plan d'action;
- Est-ce que "**Maintien**" veut dire "subvention de base" ? Que veut dire "**implantation**" ?
- Demander des précisions au sujet du financement de \$ 7,8 M : Est-ce que c'est ce que le système francophone reçoit au complet?
- Est-ce que fonds supplémentaires veut dire "coûts supplémentaires" ?
- Que veut dire le "**système francophone**" : Division scolaire ?



Ministère de  
l'Éducation de  
la Saskatchewan

**BUREAU DE LA MINORITÉ DE LANGUE OFFICIELLE**

**Saskatchewan**

**Fiche d'expédition de télécopie**

1500, 4e Avenue  
Regina SK S4P 3V7  
[www.sasked.gov.sk.ca/bmlo](http://www.sasked.gov.sk.ca/bmlo)

**Date:** le 13 septembre 2000

**De:** René Archambault  
BMLO

**Télécopieur:** (306) 787-3164

**Téléphone:** (306) 787-6089

**À:** Lise Toupin  
Patrimoine canadien

**Télécopieur:**

**Téléphone:**

**Nombre de pages envoyées  
(en incluant celle-ci):** 3

**Message:**

Veuillez trouver ci-joint le préambule. J'attends vos commentaires.

Merci.

*Ce document est PERSONNEL et CONFIDENTIEL.  
Si, par erreur, vous recevez cette télécopie,  
veuillez s'il vous plaît appeler Brigitte au (306) 787-6000.*

Est-ce que le plan est trop court?

## PLAN D'ACTION : PRÉAMBULE

Le Bureau de la minorité de langue officielle du ministère de l'Éducation de la Saskatchewan gère l'éducation française dans la province. Il existe actuellement trois programmes de français : le français de base, le français en immersion et le français langue première. → Voir les définitions. OK

Il y a environ 86 000 élèves en français de base de la première à la douzième année. Les commissions scolaires sont libres d'offrir ou non le français de base dans leurs écoles. → Faire une comparaison avec la pop. étudiante totale

Par contre, la loi scolaire garantit l'accès à un programme d'immersion française et à une école francophone. → L'immersion est garantie mais pas le français de base? ② Où est offert le français de base?

### Langue d'enseignement

180(2) Sous réserve des règlements, une langue autre que l'anglais doit être utilisée comme langue d'enseignement dans des écoles déterminées relevant de son autorité dans les cas où la commission scolaire adopte une résolution en ce sens.

180(3) Sous réserve des conditions que peuvent prévoir les règlements, le lieutenant-gouverneur en conseil désigne les écoles où le français est la première langue d'enseignement dans un programme désigné.

180(4) Le français est la langue d'enseignement dans les écoles francophones et dans les programmes d'études en langue minoritaire.

180(5) Par dérogation à l'article 35(1)g), l'élève a droit, à la demande de son père, de sa mère ou de son tuteur, de fréquenter une école désignée mentionnée au paragraphe 180(4) et de recevoir l'enseignement dans un programme désigné pour l'année d'enseignement où il est inscrit.

### Programme d'enseignement en langue minoritaire

181(1) L'adulte de langue minoritaire qui ne réside pas dans la division scolaire francophone et qui est le père ou la mère d'un enfant qui n'a pas encore atteint l'âge de 22 ans peut demander au conseil scolaire, de la façon prévue par celui-ci, de fournir un programme d'études en langue minoritaire à son enfant.

Il y a environ 10 000 élèves de la maternelle à la douzième année dans les écoles d'immersion française. Les écoles font partie des systèmes scolaires publics et séparées. Afin de qualifier comme programme d'immersion, au moins 50% des matières doivent être enseignées en français.

Le gouvernement de la Saskatchewan a aussi implanté un système scolaire francophone. Le ministre de l'Éducation a ainsi rempli ses obligations constitutionnelles en insérant dans la loi scolaire des lois et des règlements garantissant l'accès pour francophone à une éducation en français langue première.

Variation plus loin que la Constitution?

Pourquoi 22 ans? Loi sur l'éducation 6 ans à 21 ans

22 ans considéré

Est-ce que ça correspond à l'art. 23 de la Charte?

- Combien de conseils scolaires offrent l'immersion et/ou le français de base? page 2
- Insérer les informations sur le post-secondaire;

# Pension sur les salaires avec nous sous à nous

La Division scolaire francophone gère 12 écoles avec des inscriptions d'environ 1 000 élèves. Dans le système francophone, toutes les matières sont enseignées en français, à l'exception du programme d'anglais.

Le ministère s'assure qu'il y ait des programmes d'études et des ressources pédagogiques pour les écoles francophones et d'immersion française. Le développement des programmes d'études est presque terminé et de nouvelles ressources continuent à être développées. L'emphase maintenant est mis sur l'actualisation des programmes d'études : le ministère apporte un appui aux commissions scolaires et au conseil scolaire pour assurer l'utilisation des programmes d'études en salle de classe. Le mentorat, des ateliers et des trousse sont des moyens privilégiés pour appuyer les efforts de l'actualisation.

Enfin, pour assurer un meilleur accès pour tous les élèves inscrits dans les programmes français, le ministère, en collaboration avec les commissions scolaires, rend disponible des programmes et des ressources pour l'éducation à distance. Des cours virtuels sont en production au ministère et dans les commissions scolaires. Un total de 2 \$ M est alloué à cette initiative. Mentionnons aussi que la Division scolaire francophone a établi un système de télévision interactive afin de pouvoir rejoindre les élèves éloignés et les petites classes.

## Financement

Le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan assure un financement pour tous les programmes dans les écoles de la province. Une variété de formules sont appliquées comprenant une subvention de base, des facteurs pour l'éducation spéciale, le transport, le facteur des petites écoles, etc. Une subvention est accordée pour les programmes de français afin d'aider à défrayer les coûts supplémentaires associés à ces programmes. Les subventions sont calculées par élève à temps plein.

Français de base  
0 - 24 %  
25 - 49 %  
Immersion  
Francophone

Subv. de base  
Subven. additionnelle

Subv. de base  
Maintient

Implantation

Coûts seeps ?  
- adu. de la struct. scol.  
- dev. de prog.

229 \$  
324 \$  
423 \$  
531 \$

47 \$  
92 \$  
147 \$  
205 \$

+ 205 \$ x 1000 élèves = 736 000 \$

Au dessus de \$6 M est alloué chaque année pour ces programmes.

En plus, le système francophone reçoit un financement de 7,8 \$ M. Cette somme comprend des fonds supplémentaires de 2,5 \$ M. En plus, le ministère est en train de revoir le financement de la Division scolaire francophone afin de s'assurer qu'elle reçoive un financement adéquat. Il est possible que cette révision occasionne l'allocation de fonds additionnels si cela est jugée nécessaire. Les fonds seraient encore des fonds supplémentaires, c'est-à-dire des fonds au dessus des coûts réguliers associés à la gestion d'un système scolaire. Ces fonds sont alloués à des programmes et des projets tels que la francisation, l'intégration culturelle, l'orthopédagogie.

- Qui paie quoi ?  
- Faire le calcul par combien de jeunes; lieu PA.

- Revoir la terminologie

- Nos fonds ?

- Fonds ont-ils des coûts supplémentaires, subvention additionnelle

- Est-ce qu'il y a révision de la formule de calcul ?  
- Refaire le concept de "système francophone"

Ne doit pas demander pour le devis de pour le standard

Mise en œuvre ou mise à jour

app

**Éducation**

au complet que le syst. franc. reçoit

Ne pas oublier que ça doit arriver au double de la contribution fédérale

## **PLAN D'ACTION : PRÉAMBULE**

Le Bureau de la minorité de langue officielle du ministère de l'Éducation de la Saskatchewan gère l'éducation française dans la province. Il existe actuellement trois programmes de français : le français de base, le français en immersion et le français langue première.

Il y a environ 86 000 élèves en français de base de la première à la douzième année. Les commissions scolaires sont libres d'offrir ou non le français de base dans leurs écoles.

Par contre, la loi scolaire garantit l'accès à un programme d'immersion française et à une école francophone.

### **Langue d'enseignement**

180(2) Sous réserve des règlements, une langue autre que l'anglais doit être utilisée comme langue d'enseignement dans des écoles déterminées relevant de son autorité dans les cas où la commission scolaire adopte une résolution en ce sens.

180(3) Sous réserve des conditions que peuvent prévoir les règlements, le lieutenant-gouverneur en conseil désigne les écoles où le français est la première langue d'enseignement dans un programme désigné.

180(4) Le français est la langue d'enseignement dans les écoles francophones et dans les programmes d'études en langue minoritaire.

180(5) Par dérogation à l'alinéa 85(1)g), l'élève a droit, à la demande de son père, de sa mère ou de son tuteur, de fréquenter une école désignée mentionnée au paragraphe (2) et de recevoir l'enseignement dans un programme désigné pour l'année d'enseignement où il est inscrit.

### **Programme d'enseignement en langue minoritaire**

181(1) L'adulte de langue minoritaire qui ne réside pas dans la division scolaire francophone et qui est le père ou la mère d'un enfant qui n'a pas encore atteint l'âge de 22 ans peut demander au conseil scolaire, de la façon prévue par celui-ci, de fournir un programme d'études en langue minoritaire à son enfant.

Il y a environ 10 000 élèves de la maternelle à la douzième année dans les écoles d'immersion française. Les écoles font partie des systèmes scolaires publics et séparées. Afin de qualifier comme programme d'immersion, au moins 50% des matières doivent être enseignées en français.

Le gouvernement de la Saskatchewan a aussi implanté un système scolaire francophone. Le ministre de l'Éducation a ainsi rempli ses obligations constitutionnelles en insérant dans la loi scolaire des lois et des règlements garantissant l'accès pour francophone à une éducation en français langue première.

... page 2



- 2 -

La Division scolaire francophone gère 12 écoles avec des inscriptions d'environ 1 000 élèves. Dans le système francophone, toutes les matières sont enseignées en français, à l'exception du programme d'anglais.

Le ministère s'assure qu'il y ait des programmes d'études et des ressources pédagogiques pour les écoles francophones et d'immersion française. Le développement des programmes d'études est presque terminé et de nouvelles ressources continuent à être développées. L'emphase maintenant est mis sur l'actualisation des programmes d'études : le ministère apporte un appui aux commissions scolaires et au conseil scolaire pour assurer l'utilisation des programmes d'études en salle de classe. Le mentorat, des ateliers et des trousse sont des moyens privilégiés pour appuyer les efforts de l'actualisation.

Enfin, pour assurer un meilleur accès pour tous les élèves inscrits dans les programmes français, le ministère, en collaboration avec les commissions scolaires, rend disponible des programmes et des ressources pour l'éducation à distance. Des cours virtuels sont en production au ministère et dans les commissions scolaires. Un total de 2 \$ M est alloué à cette initiative. Mentionnons aussi que la Division scolaire francophone a établi un système de télévision interactive afin de pouvoir rejoindre les élèves éloignés et les petites classes.

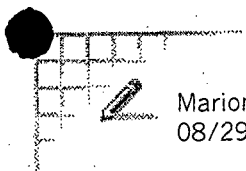
#### Financement

Le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan assure un financement pour tous les programmes dans les écoles de la province. Une variété de formules sont appliquées comprenant une subvention de base, des facteurs pour l'éducation spéciale, le transport, le facteur des petites écoles, etc. Une subvention est accordée pour les programmes de français afin d'aider à défrayer les coûts supplémentaires associés à ces programmes. Les subventions sont calculées par élève à temps plein.

	Maintient	Implantation
Français de base		
0 - 24 %	229 \$	47 \$
25 - 49 %	324 \$	92 \$
Immersion	423 \$	147 \$
Francophone	531 \$	205 \$

Au dessus de \$6 M est alloué chaque année pour ces programmes.

En plus, le système francophone reçoit un financement de 7,8 \$ M. Cette somme comprend des fonds supplémentaires de 2,5 \$ M. En plus, le ministère est en train de revoir le financement de la Division scolaire francophone afin de s'assurer qu'elle reçoive un financement adéquat. Il est possible que cette révision occasionne l'allocation de fonds additionnels si cela est jugé nécessaire. Les fonds seraient encore des fonds supplémentaires, c'est-à-dire des fonds au dessus des coûts réguliers associés à la gestion d'un système scolaire. Ces fonds sont alloués à des programmes et des projets tels que la francisation, l'intégration culturelle, l'orthopédagogie.



Marion Menard  
08/29/2000 11:56 AM

Pour : rene.archambault@sasked.gov.sk.ca, wbarraud@sasked.gov.sk.ca, Sylvie\_Bergeron@pch.gc.ca,  
Denis Racine/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Lise  
Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

cc :

Objet : Compte rendu de la conférence téléphonique du 28 août 2000 (10h30 am)

### **\*\*\* Plan d'action de la Saskatchewan \*\*\***

#### **Compte rendu de la conférence téléphonique du 28 août (10 h 30 am)**

**Participants :** PCH : Lise Toupin, Marion Ménard, Sylvie Bergeron  
SASKATCHEWAN : René Archambault, Willy Barraud

#### **1. ENTENTE BILATÉRALE**

- Lise Toupin demande à René Archambault si la Saskatchewan désire apporter des modifications / corrections au texte de *l'Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*. René Archambault est à l'aise avec la dernière version de l'Entente avec quelques légères modifications envoyées à Micheline. Toutefois, il explique que les trois documents (Entente LOE, Plan d'action, Entente spéciale) feront l'objet d'une approbation en bloc par les services juridiques de la province.

#### **2. PLAN D'ACTION**

Lise Toupin donne des précisions sur les étapes à venir ainsi que les ajouts à apporter au plan d'action :

- Un court document qui décrit la situation actuelle des langues officielles dans l'éducation de la Saskatchewan devra être joint au plan d'action. Ce document contiendra entre autres : la loi sur l'éducation, les coûts supplémentaires pour les LOE, le nombre de conseils scolaires, le nombre d'écoles, le nombre d'effectifs, les programmes offerts, les genres de programmes d'immersion et de programmes de français de base;
- Le plan d'action devra porter sur les coûts additionnels que les provinces doivent encourir pour l'éducation dans les langues officielles;
- L'Entente bilatérale et l'Entente sur les mesures spéciales seront signées en même temps;
- Les fonds supplémentaires feront l'objet d'une présentation comme le plan d'action (activités, résultats visés, indicateurs de performance) et seront indiqués dans une partie séparée du plan d'action et des fonds réguliers;
- Discussion entourant les divers commentaires faits par le comité aviseur.

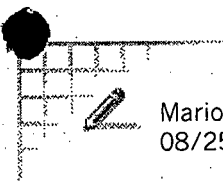
#### **3. NOUVELLES TECHNOLOGIES**

- Discussion libre entre les participants sur l'utilisation des nouvelles technologies en éducation. Il y a déjà des "histoires à succès" dans ce domaine : Collège de l'Acadie, École virtuelle,

● RENEUF. D'autres programmes d'Industrie Canada pourraient être lancés prochainement. (Communautés ingénieuses).

#### 4. COLLÈGE MATTHIEU

- René Archambault dresse un bilan de la situation actuelle du Collège Matthieu. Même si le nombre d'inscription est à la baisse, de nouveaux étudiant.e.s pourraient s'ajouter à la liste d'ici le 15 septembre;
- Conclusion de la conférence téléphonique : René Archambault nous fera parvenir une nouvelle ébauche du plan dans les prochaines semaines pour mes commentaires. Autre appel conférence prévu pour la mi-septembre.



Marion Menard  
08/25/2000 01:52 PM

Pour : rene.archambault@sasked.gov.sk.ca  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

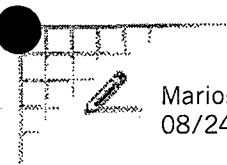
Objet : Conférence téléphonique du 28 août

Bonjour M.Archambault,

Un petit rappel pour confirmer que la conférence téléphonique sur le plan d'action LOE aura lieu ce lundi 28 août. en passant, c'est avec beaucoup d'enthousiasme que j'aborde les différents dossiers qui touchent la Saskatchewan.

J'en profite pour vous faire part de mes coordonnées :

Marion Ménard  
Agent de programme  
Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles  
Ministère du Patrimoine canadien  
15, rue Eddy, bureau 141  
Hull (Québec) K1A 0M5  
Tél.: 819-953-8764  
Télécopieur : 819-953-8764



Marion Menard  
08/24/2000 03:17 PM

Pour : Chantal Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Sylvie\_Bergeron@pch.gc.ca, Denis  
Racine/West-Ouest/PCH/CA@PCH  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Conférence téléphonique : Plan d'action LOE

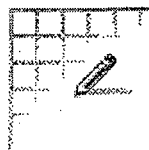
Bonjour,

Une conférence téléphonique est prévue ce lundi 28 août, de 10h30 à 11h30 (heure d'Ottawa), avec René Archambault.

Il sera question de la dernière version du plan d'action LOE de la Saskatchewan. Vous pouvez prendre connaissance des commentaires proposés par Micheline Guilbault en date du 7 juillet dernier.

Marion Ménard  
819-953-8764

----- Envoyée par Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA le 08/24/2000 03:09 PM -----



Lise Toupin  
08/24/2000 02:39 PM

Pour : Marion Menard/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc :

Objet : Plan d'action LOE

SVP pour suivi auprès de nos collègues de la Saskatchewan. MERCI

----- Envoyée par Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA le 08-24-2000 02:43 PM -----

Micheline Guilbeault 07-07-2000 10:21 AM

Pour : rene.archambault@sasked.gov.sk.ca, wbarraud@sasked.gov.sk.ca  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Plan d'action LOE

Je vous fais parvenir nos commentaires sur le plan d'action proposé par la Saskatchewan.

### Commentaires généraux pour Fr-fl1 et Fr-fl2

La lettre accompagnant le plan d'action devra nous indiquer comment la Saskatchewan s'est assurée que les associations et groupes intéressés ont été consultés quant à l'élaboration du plan d'action et ce qu'elle entend par «coûts supplémentaires»

Le pourcentage du maintien sur l'enveloppe totale doit être équivalente ou moindre au pourcentage de 1998-1999 (ex. si en 1998-1999 la Saskatchewan a utilisé 50% de son enveloppe pour le maintien, ce pourcentage ne doit pas être plus élevé pour les prochaines années)

Le plan d'action doit être du **1 avril 2000 au 31 mars 2003**

Changer le titre **Soutien et aide à l'éducation** pour **Appui et administration de l'enseignement**

Changer le titre **Critères de performance** pour **Indicateurs de performance**

Changer le titre du tableau **gestion des écoles fransaskoises** pour **Mesures spéciales**

Décrire les mesures qui seront prises des fonds supplémentaires sur un tableau à part qui portera le titre de Fonds supplémentaires

Dans la colonne investissement prévu, les montants doivent être divisés par mesure, donc un montant par point

#### **Dans les indicateurs de performance :**

- 1) au lieu d'utiliser le mot **préconisés** peut être dire **prescrits par le Ministère de l'Éducation**
- 2) lorsqu'on parle de programmes offerts ou mise en place de nouveaux programmes, peut-on indiquer le nombre visé?
- 3) au lieu de dire On a répondu aux besoins des élèves/enseignants - préférable de dire que les élèves/enseignants sont satisfaits et indiquer la méthode d'évaluation prévue
- 4) rajouter Satisfaction de la clientèle et méthode d'évaluation prévue pour mesurer le degré de satisfaction partout où cela est mesurable
- 5) partout où on parle de pourcentage, dire nombre

#### **Sous la rubrique activités**

Point 1 : Est-ce des subventions de base ou supplémentaires? Il faudrait aussi clarifier dans les résultats visés **nouveaux programmes** et rajouter à la dernière phrase On répond aux besoins **particuliers des écoles françaises** en matière de transport.

Point 2 : Quelle est la différence entre **les programmes** et **nouveaux programmes** sous les résultats visés identifiés au point 1. Sous résultats visés répondre aux besoins des élèves en difficulté (est-ce difficulté d'apprentissage?) - Les besoins spéciaux des élèves sont satisfaits (besoins spéciaux ? handicapés, surdoués, autres)

Point 3 : Mettre ce qui est LOE régulier seulement. Sous résultats visés, corriger **formation en français** et non au français. Préférable de dire que **le Collège Mathieu redéfinit sa mission** et non s'engage à redéfinir sa mission.

#### **Sous indicateurs de performance**

Au point 3 peut-on dire que le Collège Mathieu remettra un rapport financier témoignant de sa santé financière ou indiquer ce qu'il fera pour devenir autonome

Proposons de dire **un plus grand nombre d'adultes** plutôt qu'un plus grand pourcentage

#### **Sous Élaboration de programmes**

Point 1 - Projets interprovinciaux du CMEC / Consortium de l'Ouest ? Sous résultats visés parler de maximisation des ressources - Sous indicateurs de performance ajouter évaluation par les

Utilisateurs

Point 2 - Devrait être sous formation aux enseignants?

Point 3 - Ajouter **dans la salle de classe** après intégration des nouvelles technologies - sous résultats, ajouter **pour bien livrer les programmes** après les logiciels dont elles ont besoin - sous indicateurs, dire que les outils aident à l'apprentissage et parler du temps d'utilisation

Point 5 - Décortiquer : ce sont 3 mesures différentes. En ce qui a trait à la création de programmes, peut-on dire création de cours pour l'éducation des adultes au niveau postsecondaire?

#### **Sous Formation des enseignants**

Point 1 - Est-ce des bourses aussi? Sous les résultats quelle est la différence entre le point 1) assister à des ateliers, etc. et le point 2) activités de développement professionnels

#### **Sous aide aux étudiants**

Partout où l'on parle de formation ou camps de langue ..... rajouter française

#### **Pour le Fr-fl2**

Point 1 : dire formation en français langue seconde (J'imagine qu'il faut enlever pour permettre l'accès à l'éducation en français)

Point 2 : sous indicateurs peut-on mentionner le nombre d'élèves et d'échanges?

#### **MESURES SPÉCIALES**

Il est important d'élaborer davantage. Nous avons de la difficulté à différencier ce qui est mesures spéciales versus LOE régulier. Si les mêmes mesures apparaissent dans LOE régulier il faut démontrer la nouveauté ou le développement du projet. Autrement dit, il faut que les mesures spéciales soient complémentaires aux fonds réguliers, mais additionnelles.

On parle au point 1 de fonctionnement??? De plus, aucun projet d'immobilisation ne sera accepté sous les Mesures spéciales les fonds reliés à ce type de projet viendront des fonds supplémentaires

J'espère que ces remarques vous aideront à réviser votre plan d'action. À ne pas oublier qu'il faut que l'information contenue dans le plan d'action soit assez claire et précise pour satisfaire les publics intéressés. Enfin, si vous avez des questions, n'hésitez pas à m'appeler au (819) 994-4060.

Bonne journée!

Micheline Guilbeault

07-07-2000 10:21 AM

Pour : rene.archambault@sasked.gov.sk.ca, wbarraud@sasked.gov.sk.ca  
cc : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Plan d'action LOE

Je vous fais parvenir nos commentaires sur le plan d'action proposé par la Saskatchewan.

### Commentaires généraux pour Fr-fl1 et Fr-fl2

La lettre accompagnant le plan d'action devra nous indiquer comment la Saskatchewan s'est assurée que les associations et groupes intéressés ont été consultés quant à l'élaboration du plan d'action et ce qu'elle entend par «coûts supplémentaires»

(Il faut en parler de la même façon dans la lettre des consultations)  
Le pourcentage du maintien sur l'enveloppe totale doit être équivalente ou moindre au pourcentage de 1998-1999 (ex. si en 1998-1999 la Saskatchewan a utilisé 50% de son enveloppe pour le maintien, ce pourcentage ne doit pas être plus élevé pour les prochaines années)

Le plan d'action doit être du 1 avril 2000 au 31 mars 2003

Changer le titre **Soutien et aide à l'éducation** pour **Appui et administration de l'enseignement**

Changer le titre **Critères de performance** pour **Indicateurs de performance**

Changer le titre du tableau **gestion des écoles fransaskoises** pour **Mesures spéciales**

Décrire les mesures qui seront prises des fonds supplémentaires sur un tableau à part qui portera le titre de Fonds supplémentaires

(approuvés annuellement, Besoin d'un bon PA des trois initiatives)  
Dans la colonne investissement prévu, les montants doivent être divisés par mesure, donc un montant par point

### Dans les indicateurs de performance :

- 1) au lieu d'utiliser le mot **préconisés** peut être dire **prescrits par le Ministère de l'Éducation**
- 2) lorsqu'on parle de programmes offerts ou mise en place de nouveaux programmes, peut-on indiquer le nombre visé? Pas tout le temps.
- 3) au lieu de dire On a répondu aux besoins des élèves/enseignants - préférable de dire que les élèves/enseignants sont satisfaits et indiquer la méthode d'évaluation prévue
- 4) rajouter Satisfaction de la clientèle et méthode d'évaluation prévue pour mesurer le degré de satisfaction partout où cela est mesurable
- 5) partout où on parle de pourcentage, dire nombre

### Sous la rubrique activités

Point 1 : Est-ce des subventions de base ou supplémentaires? Il faudrait aussi clarifier dans les résultats visés **nouveaux programmes** et rajouter à la dernière phrase On répond aux besoins **particuliers des écoles françaises** en matière de transport.

Point 2 : Quelle est la différence entre **les programmes** et **nouveaux programmes** sous les résultats



visés identifiés au point 1. Sous résultats visés répondre aux besoin des élèves en difficulté (est-ce difficulté d'apprentissage?) - Les besoins spéciaux des élèves sont satisfaits (besoins spéciaux? handicapés, surdoués, autres)

Point 3 : Mettre ce qui est LOE régulier seulement. Sous résultats visés, corriger **formation en français** et non au français. Préférable de dire que **le Collège Mathieu redéfini sa mission** et non s'engage à redéfinir sa mission.

### **Sous indicateurs de performance**

Au point 3 peut-on dire que le Collège Mathieu remettra un rapport financier témoignant de sa santé financière ou indiquer ce qu'il fera pour devenir autonome

Proposons de dire **un plus grand nombre d'adultes plutôt qu'un plus grand pourcentage**

### **Sous Élaboration de programmes**

Point 1 - Projets interprovinciaux du CMEC / Consortium de l'Ouest ? Sous résultats visés parler de maximisation des ressources - Sous indicateurs de performance ajouter évaluation par les utilisateurs

Point 2 - Devrait être sous formation aux enseignants?

Point 3 - Ajouter **dans la salle de classe** après intégration des nouvelles technologies - sous résultats, ajouter **pour bien livrer les programmes** après les logiciels dont elles ont besoin - sous indicateurs, dire que les outils aident à l'apprentissage et parler du temps d'utilisation

Point 5 - Décortiquer : ce sont 3 mesures différentes. En ce qui a trait à la création de programmes, peut-on dire création de cours pour l'éducation des adultes au niveau postsecondaire?

### **Sous Formation des enseignants**

Point 1 - Est-ce des bourses aussi? Sous les résultats quelle est la différence entre le point 1) assister à des ateliers, etc. et le point 2) activités de développement professionnels

### **Sous aide aux étudiants**

Partout où l'on parle de formation ou camps de langue ..... rajouter française

### **Pour le Fr-fl2**

Point 1 : dire formation en français langue seconde (J'imagine qu'il faut enlever pour permettre l'accès à l'éducation en français)

Point 2 : sous indicateurs peut-on mentionner le nombre d'élèves et d'échanges?

### **MESURES SPÉCIALES**

Il est important d'élaborer davantage. Nous avons de la difficulté à différencier ce qui est mesures spéciales versus LOE régulier. Si les mêmes mesures apparaissent dans LOE régulier il faut démontrer la nouveauté ou le développement du projet. Autrement dit, il faut que les mesures spéciales soient complémentaires aux fonds réguliers, mais additionnelles.

On parle au point 1 de fonctionnement??? De plus, aucun projet d'immobilisation ne sera accepté sous les Mesures spéciales les fonds reliés à ce type de projet viendront des fonds supplémentaires

J'espère que ces remarques vous aideront à réviser votre plan d'action. À ne pas oublier qu'il faut que

l'information contenue dans le plan d'action soit assez claire et précise pour satisfaire les publics intéressés. Enfin, si vous avez des questions, n'hésitez pas à m'appeler au (819) 994-4060.

Bonne journée!



Notes

Printemps 2000

(juin 2000)

(Date inconnue)

1<sup>ère</sup> version

Entente + Plan d'action de la  
Jaskatchewan + documents  
afférents

- Joe reguler
- Mesures spéciales ✓

----- Envoyée par Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA le 06/14/2000 09:57 -----

Micheline Guilbeault

06/14/2000 09:57

Pour : Denis Racine/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Sylvie Bergeron/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Chantal ' Alarie/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Rarchambault@sasked.gov.sk.ca

cc :

Objet : Ententes LOE

Voici copie des ententes bilatérales et des ententes spéciales pour notre rencontre de demain.



Bilatengsask.wpd



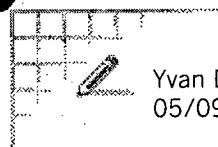
Bilatfrasask.wpd



Saskenteng.wpd



Saskentfr.wpd



Yvan Déry  
05/09/2000 02:25 PM

9 mai 2000

Pour : #CI-DGPALO - OPÉRATIONS, #CI-DGPALO - POLITIQUES  
cc : Hilaire Lemoine/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Examen des plans d'action LOE

Les prochaines semaines seront très actives dans le dossier LOE, alors que nous recevrons des ébauches de plans d'action de l'ensemble des provinces et territoires pour les fonds réguliers LOE de même que, dans certains cas, pour les fonds de mesures spéciales.

Nous devons être en mesure de réagir rapidement aux plans qui seront présentés tout en se donnant une vue d'ensemble de ce qui est proposé par les provinces et territoires. Nous devons répondre de manière coordonnée aux questions des provinces et territoires et s'assurer de demander les mêmes informations de tous et toutes.

Afin de faciliter cette coordination, nous avons décidé de former un **comité d'expertise** sur les plans d'action qui appuiera le travail des agentes responsables de chaque province et territoire, assurera un partage d'information entre les équipes et fera des recommandations aux gestionnaires et au comité de gestion sur les nouvelles questions qui seront soulevées par les provinces et territoires.

**Jacinthe Guindon, Michèle Blais-Chauvin, Nicole Frenette et Sylvie Rochette** ont accepté de faire partie de ce comité.

Nous proposons la démarche suivante pour l'examen des plans d'action. Elle pourra être ajustée par le comité.

- l'agente responsable informe les membres du comité (par courrier électronique) dès qu'un plan d'action est soumis par une province/un territoire;
- l'agente responsable analyse le plan d'action reçu, en tenant compte notamment de la répartition du financement au cours des années antérieures (encadrement vs développement), et des discussions lors de la rencontre des coordonnateurs de mars;
- l'analyse de l'agente est présentée au comité qui pourra suggérer des moyens de pousser plus loin les discussions avec la province/le territoire;
- le comité pourra établir les points qui demandent des décisions de la gestion et faire des recommandations.

J'ai demandé à Jacinthe Guindon de convoquer une première rencontre au cours des prochains jours.

Je vous remercie de votre collaboration.

**JUNE 12, 2000**

**DRAFT**

**CANADA-SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT  
FOR THE DEVELOPMENT OF  
FRANCOPHONE MINORITY EDUCATION**



## **Canada-Saskatchewan Special Agreement For the Development of Francophone Minority Education**

**THIS SPECIAL AGREEMENT** was made on this \_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 2000.

**BETWEEN: THE GOVERNMENT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada",  
represented by the Minister of Canadian Heritage,

**AND: THE GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN**, hereinafter referred to as  
"Saskatchewan", represented by the Minister of Education of Saskatchewan,

**WHEREAS** the Constitution of Canada, and more particularly the Canadian Charter of Rights and Freedoms, as well as the Official Languages Act, recognize that French and English are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**WHEREAS** education is within the jurisdiction of the province and Saskatchewan is therefore entitled to determine the objectives, define the content and establish the priorities of its French language programs in the language of the minority and to evaluate them;

**WHEREAS** section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province to have their children educated in their own language where numbers warrant;

**WHEREAS** the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

**WHEREAS** the Legislative Assembly of Saskatchewan has adopted the School Amendment Act, 1995 which provides for the implementation of Francophone school governance;

**WHEREAS** the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the Official Languages Act, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official language minority communities education in their own language;

**WHEREAS** Canada and Saskatchewan have previously implemented a Special Agreement that resulted in the establishment of Francophone school governance in Saskatchewan;

**WHEREAS** Canada has approved a new series of Special Measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

**NOW THEREFORE**, this Special Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows:

**1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT**

- 1.1 The purpose of this Special Agreement is to establish a framework for cooperation between Canada and Saskatchewan for the purpose of enhancing the quality of the education programs in the minority language, pursuant to the Saskatchewan action plan appearing in Schedule 1.

**2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION**

- 2.1 Subject to the provisions of clause 3.1 of this Special Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Saskatchewan in order to achieve the objectives related to French-language school governance and French post-secondary education described in its action plan, including:
- (i)
  - (ii)
  - (iii)
- 2.2 The Saskatchewan action plan appearing in Schedule 1 includes a more detailed description of the activities that are to be undertaken, the results contemplated and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of the respective contributions of Canada and Saskatchewan.

**3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION**

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of the current spending levels budgeted in the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Saskatchewan for the implementation of its action plan for the purposes described in clause 2, the lesser of ten million dollars (\$10,000,000) and 50 per cent of the total eligible expenditures made by Saskatchewan, which are allocated for distribution as follows:

Fiscal year

1999-2000	\$1,900,000
2000-2001	\$2,000,000
2001-2002	\$2,000,000
2002-2003	\$2,000,000
2003-2004	\$2,100,000

- 3.2 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Saskatchewan and the continuation of the current spending levels budgeted for the Department of Education, Saskatchewan agrees to contribute to the eligible expenditures under the approved Action Plan (described in Schedule 1), in accordance with the following schedule:

Fiscal year

1999-2000	\$
2000-2001	\$
2001-2002	\$
2002-2003	\$
2003-2004	\$

- 3.3 The financial assistance allocated by the province of Saskatchewan under section 3.2 is in addition to the funds normally granted in the context of the School funding program and the regular increases pertaining thereto.
- 3.4 The budgeted contribution shall also be in addition to Canada's and Saskatchewan's contributions under the Bilateral Agreement on Official Languages in Education or any other similar agreement between Canada and Saskatchewan in connection with French-language education.
- 3.5 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Special Agreement are in Schedule 2 to this Special Agreement.

**4. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES**

- 4.1 Canada and Saskatchewan agree that the contributions referred to in clause 3 apply only to the activities described in the Saskatchewan Action Plan (Schedule 1) and in accordance with the federal-provincial budget allocation in this Special Agreement.

## **5. PUBLIC ACKNOWLEDGEMENT**

- 5.1 Canada and Saskatchewan agree that the text of this Special Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 5.2 Saskatchewan will ensure that the respective contributions of Canada and Saskatchewan are clearly identified in the annual reports of the School Board and in any promotion and publicity program the School Board may undertake concerning the activities funded within the framework of this Special Agreement.
- 5.3 In its promotion and publicity activities in relation to this Special Agreement, Saskatchewan shall mention the participation of the Department of Canadian Heritage in a way that reflects the financial contribution of Canada.

## **6. DURATION**

- 6.1 This Special Agreement between Saskatchewan and Canada is valid for the period commencing April 1, 1999 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the present provisions, shall cover only the activities carried out and the expenditures made by Saskatchewan during the said period in terms of Saskatchewan's action plan.

## **7. AMENDMENT**

- 7.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Special Agreement or terminate it during the term of the Agreement.

## **8. EVALUATION**

- 8.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Special Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the Francophone School Board to participate in this meeting.
- 8.2 Saskatchewan agrees to provide a report to Canada, within the six months following the expiration of this Special Agreement, on the evaluation of the activities carried out with Canada's financial support.

**9. CONSULTATIONS**

- 9.1 Saskatchewan will continue to consult in particular the Francophone School Board, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs envisaged under this Special Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Special Agreement.

**10. PARTNERSHIP**

- 10.1 The parties acknowledge that this Special Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Saskatchewan.

**11. COMMUNICATIONS**

- 11.1 Any notice concerning this Special Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage  
Canadian Heritage  
Ottawa, Ontario  
K1A 0M5

- 11.2 Any notice concerning this Special Agreement intended for Saskatchewan shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education  
Government of Saskatchewan  
Legislative Building, Room 340  
Regina, Saskatchewan  
S4S 0B3

- 11.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

## **12. SCHEDULES**

12.1 The schedules attached hereto are an integral part of this Special Agreement:

- Schedule 1 - Saskatchewan Action Plan;
- Schedule 2 - Administrative Procedures and Terms.

**IN WITNESS WHEREOF**, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

**GOVERNMENT OF CANADA**

**GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Minister of Canadian Heritage

\_\_\_\_\_  
Minister of Education

**IN THE PRESENCE OF:**

**IN THE PRESENCE OF:**

\_\_\_\_\_  
Witness

\_\_\_\_\_  
Witness

## **SCHEDULE 1**

### **SASKATCHEWAN'S ACTION PLAN**



## SCHEDULE 2

### CANADA-SASKATCHEWAN SPECIAL AGREEMENT FOR THE DEVELOPMENT OF FRANCOPHONE MINORITY EDUCATION

#### ADMINISTRATIVE PROCEDURES AND TERMS

##### 1. PAYMENT

- 1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Saskatchewan the contribution referred to in clause 3 of this Special Agreement, as follows:
- (a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Special Agreement;
  - (b) in each subsequent fiscal year, the initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution for that year will be made subject to the acceptance of a detailed activities report on the progress achieved in accomplishing the objectives of the action plan in the preceding year and, where necessary, an updated action plan, provided that the requirements for preceding instalments have been fulfilled;
  - (c) in each fiscal year of this Special Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
    - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Saskatchewan for the preceding year, if applicable;
    - (ii) of an interim certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Saskatchewan during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to March 31 of that year.
- 1.2 In addition to the annual reports referred to in clause 1.1 of this Schedule, Saskatchewan shall submit to Canada, by December 31, 2004, a final report containing a detailed progress report on Saskatchewan's action plan.

## **SCHEDULE 2**

- 1.3 In addition to the financial statements referred to in clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Saskatchewan during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be presented to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004.
- 1.4 The amount payable by Canada to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in clause 1.1 of this Schedule, provided that the information presented in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Special Agreement and that Saskatchewan has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

### **3. TRANSFERS**

- 3.1 Saskatchewan may transfer funds among the objectives of the Action Plan with the authorization in writing of Canada. Saskatchewan shall present the appropriate request before March 1 of the fiscal year in question.

### **4. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS**

- 4.1 For the purposes of this Special Agreement, Saskatchewan will present financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Saskatchewan and agreed to by Canada.
- 4.2 For the purposes of this Special Agreement, the financial statements referred to in clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Saskatchewan in regard to the activities funded within the framework of this Special Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the Action plan.

- 4.3 The activities reports referred to in clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities referred to in the Saskatchewan Action plan (Schedule 1).

## **SCHEDULE 2**

### **5. OVERPAYMENT**

- 5.1 Should the payments made to Saskatchewan pursuant to this Special Agreement exceed the amounts to which Saskatchewan is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Saskatchewan.

### **6. FINANCIAL AUDIT**

- 6.1 Canada reserves the right to audit Saskatchewan's accounts and records pertaining to the provisions of this Special Agreement, or to have them audited, for the purpose of ensuring that these provisions are being fulfilled, and Saskatchewan agrees to make available to the auditors any book, record or information they may require. The scope and extent of the financial audits, and the time selected to perform them, shall be established by Canada and, where applicable, these audits may be conducted by officials of the Department of Canadian Heritage or their agents.
- 6.2 Canada agrees to inform Saskatchewan of the results of any financial audit and to pay Saskatchewan, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Saskatchewan. Saskatchewan agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.

**12 juin 2000**

**ÉBAUCHE**

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-SASKATCHEWAN  
RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION  
DE LA MINORITÉ FRANCOPHONE**

## **Entente spéciale Canada-Saskatchewan relative au développement de l'éducation de la minorité francophone**

**LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE** a été conclue en ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2000.

**ENTRE : LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé le «Canada»,  
représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

**ET : LE GOUVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN**, ci-après appelé  
« Saskatchewan », représenté par le ministre de l'Éducation de la Saskatchewan,

**ATTENDU QUE** la Constitution du Canada et plus particulièrement la Charte canadienne des droits et libertés ainsi que la Loi sur les langues officielles reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**ATTENDU QUE** la Saskatchewan, étant donné que l'éducation est du ressort de la province, a le droit de déterminer les objectifs, définir les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français dans la langue de la minorité et en faire l'évaluation;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés reconnaît le droit des Canadiens et Canadiennes appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative de la Saskatchewan a adopté la *Loi sur l'éducation*, 1995 permettant la mise en oeuvre de la gestion scolaire en français;

**ATTENDU QUE** la Ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la Loi sur les langues officielles, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**ATTENDU QUE** le Canada et la Saskatchewan ont antérieurement mis en oeuvre une Entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion scolaire en français en Saskatchewan;

**ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une nouvelle série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'institutions post-secondaires et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

**EN CONSÉQUENCE**, la présente Entente spéciale atteste que les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIALE**

- 1.1 La présente Entente spéciale a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et la Saskatchewan en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Saskatchewan figurant à l'Annexe 1.

## **2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1 Sous réserve des dispositions de la clause 3.1 de la présente Entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par la Saskatchewan pour réaliser les objectifs en matière de gestion des écoles françaises et d'enseignement postsecondaire en français décrits dans son plan d'action, notamment :
- i)
  - ii)
  - iii)
- 2.2 Le plan d'action de la Saskatchewan qui figure à l'Annexe 1 comprend une description plus détaillée des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi qu'une ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle de la Saskatchewan.

## **3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente Entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par la Saskatchewan pour la mise en oeuvre de son plan d'action aux fins décrites à la clause 2, le moindre de 10 millions de dollars (10 000 000 \$) et 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par la Saskatchewan, prévu à être réparti comme suit :

Année financière

1999-2000 :	1 900 000 \$
2000-2001 :	2 000 000 \$
2001-2002 :	2 000 000 \$
2002-2003 :	2 000 000 \$
2003-2004 :	2 100 000 \$

- 3.2 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative de la Saskatchewan et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, la Saskatchewan s'engage à contribuer aux dépenses admissibles en vertu du Plan d'action approuvé (décrit à l'Annexe 1), selon l'échéancier suivant :

Année financière

1999-2000 :	\$
2000-2001 :	\$
2001-2002 :	\$
2002-2003 :	\$
2003-2004 :	\$

- 3.3 L'aide financière prévue par la province de la Saskatchewan, en vertu de l'article 3.2, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.4 La contribution prévue doit également être en sus des contributions du Canada et de la Saskatchewan en vertu de l'Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et la Saskatchewan au titre de l'enseignement en français.
- 3.5 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'Entente spéciale se trouvent à l'Annexe 2 de la présente Entente spéciale.

#### **4. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS**

- 4.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que les contributions mentionnées à la clause 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le Plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 1) et selon la ventilation budgétaire fédérale-provinciale de la présente Entente spéciale.

## **5. MENTION DU CONCOURS DU CANADA**

- 5.1 Le Canada et la Saskatchewan conviennent que le texte de la présente Entente spéciale et ses annexes seront mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 5.2 La Saskatchewan s'assurera que la contribution du Canada et celle de la Saskatchewan soient clairement identifiées dans les rapports annuels du Conseil scolaire et dans tout programme de promotion ou de publicité que le Conseil scolaire pourrait entreprendre concernant les activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale.
- 5.3 La Saskatchewan, dans ses activités de promotion ou de publicité relatives à la présente Entente spéciale, doit faire mention de la participation du ministère du Patrimoine canadien d'une manière à refléter la contribution financière du Canada.

## **6. DURÉE**

- 6.1 La présente Entente spéciale lie la Saskatchewan et le Canada pour la période commençant le 1er avril 1999 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par la Saskatchewan au cours de ladite période en fonction du plan d'action de la Saskatchewan.

## **7. MODIFICATION**

- 7.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente Entente spéciale ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.

## **8. ÉVALUATION**

- 8.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur l'Entente spéciale et discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants du Conseil scolaire francophone à participer à cette rencontre.
- 8.2 La Saskatchewan convient de fournir au Canada un rapport sur l'évaluation des activités réalisées avec l'appui financier du Canada, dans les six mois suivant l'expiration de la présente Entente spéciale.



## **9. CONSULTATIONS**

- 9.1 La Saskatchewan continuera de consulter en particulier le Conseil scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressées relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente Entente spéciale. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente Entente spéciale.

## **10. PARTENARIAT**

- 10.1 Les parties reconnaissent que la présente Entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et la Saskatchewan.

## **11. COMMUNICATIONS**

- 11.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente Entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

La ministre du Patrimoine canadien  
Patrimoine canadien  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0M5

- 11.2 Toute communication destinée à la Saskatchewan concernant la présente Entente spéciale doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Le ministre de l'Éducation  
Gouvernement de la Saskatchewan  
Édifice Législatif, bureau 340  
Regina (Saskatchewan)  
S4S 0B3

- 11.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

## **12. ANNEXES**

12.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente Entente spéciale :

Annexe 1 - Plan d'action de la Saskatchewan;  
Annexe 2 - Modalités et conditions administratives.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé la présente Entente spéciale à la date inscrite à la première page.

**GOUVERNEMENT DU CANADA**

**GOUVERNEMENT DE LA  
SASKATCHEWAN**

\_\_\_\_\_  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation

**EN PRÉSENCE DE :**

**EN PRÉSENCE DE :**

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin

## **ANNEXE 1**

### **PLAN D'ACTION DE LA SASKATCHEWAN**

## **ANNEXE 2**

### **Entente spéciale Canada-Saskatchewan relative au développement de l'éducation de la minorité francophone**

#### **MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES**

##### **1. PAIEMENT**

1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser à la Saskatchewan la contribution mentionnée à la clause 3 de la présente Entente spéciale de la façon suivante :

- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada, après signature de la présente Entente spéciale;
- b) pour chaque exercice subséquent, le premier versement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera fait sous réserve de l'acceptation d'un rapport d'activités détaillé au sujet des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du plan d'action pour l'exercice précédent et au besoin, d'un plan d'action mis à jour, à condition que les versements précédents aient été remplis;
- c) pour chaque exercice de la présente Entente spéciale, le second paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
  - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada à la Saskatchewan pour l'exercice précédent, s'il y a lieu;
  - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues au 31 mars de ce même exercice.

1.2 En plus des rapports annuels mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, la Saskatchewan devra soumettre au Canada, d'ici le 31 décembre 2004, un rapport final détaillant l'état des réalisations du plan d'action de la Saskatchewan.

## **ANNEXE 2**

- 1.3 En plus des états financiers mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, un état financier final certifié, démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, soit le 31 décembre 2004.
- 1.4 Les montants à payer par le Canada à la Saskatchewan conformément à la présente Entente spéciale seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés à la clause 1.1 de la présente Annexe, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente Entente spéciale et que la Saskatchewan ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

### **3. TRANSFERTS**

- 3.1 La Saskatchewan pourra transférer des fonds entre les objectifs du Plan d'action avec l'autorisation écrite du Canada. La Saskatchewan devra présenter une demande en ce sens avant le 1er mars de l'exercice financier visé.

### **4. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS**

- 4.1 Aux fins de la présente Entente spéciale, la Saskatchewan présentera des états financiers au Canada, certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par la Saskatchewan et agréés par le Canada.
- 4.2 Aux fins de la présente Entente spéciale, les états financiers mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe, sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par la Saskatchewan à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente Entente spéciale. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du Plan d'action.
- 4.3 Les rapports d'activités mentionnés à la clause 1 de la présente Annexe doivent contenir une description détaillée des activités mentionnées dans le Plan d'action de la Saskatchewan (Annexe 1).

## **ANNEXE 2**

### **5. EXCÉDENT**

- 5.1 Si les paiements versés à la Saskatchewan, conformément à la présente Entente spéciale, dépassent les montants auxquels la Saskatchewan a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent à ses contributions ultérieures à la Saskatchewan.

### **6. VÉRIFICATION FINANCIÈRE**

- 6.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres de la Saskatchewan relatifs aux dispositions de la présente Entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et la Saskatchewan accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 6.2 Le Canada accepte d'informer la Saskatchewan des résultats de toute vérification financière et de verser à la Saskatchewan, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon l'étude, s'avérer due par lui à la Saskatchewan. La Saskatchewan accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par elle au Canada.





## Notes

Maurin.

tu avais sûrement ceci dans tes  
dossiers avant ...

Merci /  
René



"Barraud, Willy ED0" <WBarraud@sasked.gov.sk.ca> le 06-29-2000 01:04:48 PM

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc : "Archambault, Rene ED0" <Rene.Archambault@sasked.gov.sk.ca>  
Objet : Ententes Canada-Saskatchewan

Micheline,  
Ce courriel a pour but de confirmer l'approbation de la province de la Saskatchewan du texte pour l'Entente relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde et l'Entente spéciale relative au développement de l'éducation de la minorité francophone. Toutefois, en ce qui concerne l'Entente spéciale relative au développement de l'éducation de la minorité francophone, nous aimerions apporter deux modifications. La première est en page 1, la loi sur l'éducation est intitulée la "Loi de 1995 sur l'éducation" et non "la loi sur l'éducation, 1993" comme indiqué sur cette page. La deuxième modification, se trouve dans le paragraphe 3: Montant maximum de la contribution. Nous aimerions que le paiement de 2 100 000 \$ soit pour l'année fiscale 2003-2004, au lieu de l'année fiscale 2002-2003. N'hésitez pas à me contacter au (306) 787-6089 si vous avez des questions.

Willy J. Barraud pour René Archambault

Voici liste pour mettre à jour ta liste  
de prévisions budgétaires.

Mich

En annexe, c'est ce qui apparaissait dans  
l'état de la question pour nous remise à  
René lors de notre voyage

Année financière

1999-2000 :	1 900 000 \$
2000-2001 :	2 000 000 \$
2001-2002 :	2 000 000 \$
2002-2003 :	2 100 000 \$
2003-2004 :	2 000 000 \$



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre Deputy Minister

Hull (Québec)  
K1A 0M5

Hull, Quebec  
K1A 0M5

6 JUIN 2000

1 JUN 09 2000

8129-3-1-00  
Ch 2000-13465

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS

GESTION SCOLAIRE EN SASKATCHEWAN

(Pour signature)

**RÉSUMÉ**

- ° Les discussions se poursuivent depuis plusieurs mois avec le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan afin d'en venir à un accord dans le dossier du renouvellement de l'Entente spéciale de gestion, qui a expiré le 31 mars 1999.
- ° Le gouvernement de la Saskatchewan souhaite recevoir un engagement formel de votre part, à cet égard.

Contexte

- ° La première *Sous-entente relative à la gestion scolaire et l'amélioration de l'enseignement en français*, signée en mars 1994, prévoyait un montant de 7,75 M \$ sur six ans, soit de 1993-1994 à 1998-1999. Cette entente est venue à échéance en mars 1999. Comme nous n'avons pas encore signé une nouvelle entente, vous avez approuvé, à la fin mars, un montant de 1,9 M \$ en vertu des Mesures spéciales afin de permettre la poursuite, en 1999-2000, des initiatives entreprises selon la première Entente.

Considérations

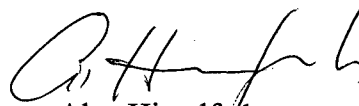
- ° Nous avons offert à la Saskatchewan un montant de 10 M \$ pour cinq ans qui proviendrait des Mesures spéciales. Ce montant servira à appuyer des projets de développement en matière de gestion scolaire francophone visant à améliorer la qualité des programmes et en matière d'enseignement postsecondaire dans la langue de la minorité.

- 2 -

- ° La Saskatchewan s'engage à trouver des solutions pour obtenir du financement additionnel pour des initiatives de gestion scolaire et d'amélioration des cours offerts au niveau postsecondaire, soit dans le cadre de nouveaux programmes provinciaux ou via l'enveloppe régulière du Programme des langues officielles dans l'enseignement, étant donné que le financement en vertu des Mesures spéciales se terminera en 2003-2004 et que le gouvernement provincial devra alors prendre la relève à cet égard.
- ° Nous poursuivons notre travail avec les représentants du ministère de l'Éducation quant au plan d'action proposé par la Saskatchewan. Lorsque nous aurons terminé nos discussions, nous serons en mesure de finaliser le texte d'Entente spéciale et de vous le proposer pour signature.
- ° Entre-temps, le ministère de l'Éducation souhaite recevoir un engagement formel de votre part en ce qui a trait au niveau de financement proposé pour les Mesures spéciales.

#### **Recommandation**

- ° Nous vous recommandons de signer la lettre ci-jointe au ministre de l'Éducation de la Saskatchewan, M. Jim Melenchuk, dans laquelle vous confirmez l'engagement financier de Patrimoine canadien jusqu'en 2003-2004, pour des initiatives de gestion scolaire et d'enseignement postsecondaire pour la minorité de langue officielle.



Alex Himelfarb

Pièces jointes

Préparée par :

Micheline Guilbeault, Programmes d'appui aux langues officielles, 994-4060  
Norman Moyer, Identité canadienne, 994-2164

Minister  
of Canadian Heritage



Ministre  
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

JUN 08 2000

The Honourable Jim Melenchuk, M.L.A.  
Minister of Education  
Government of Saskatchewan  
2405 Legislative Building, Room 340  
Regina, Saskatchewan  
S4S 0B3

Dear Mr. Melenchuk:

I am writing to you concerning the renewal of the Special Agreement on Francophone School Governance in Saskatchewan.

Following discussions between our respective officials, I am pleased to confirm federal funding of \$10 million over five years (1999-2000 to 2003-2004), including \$1.9 million already approved for 1999-2000, to improve the quality of programs offered for Francophone School Governance and to develop the French-language post-secondary education sector. This amount will come from the new Special Investment Measures in Education envelope.

It is my understanding that discussions are progressing well on a multi-year action plan to 2004 and on the text of a new Special Agreement. As soon as this work has been completed, we will be in a position to sign a Special Agreement that will allow us to pursue in partnership the work done since 1993 in Francophone school governance and post-secondary education in Saskatchewan.

Thank you for your close co-operation. I look forward to your continued support in matters relating to official languages in education.

Please accept my best wishes.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Canada

8124-3-1-00

PROGRAMMES D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES  
OFFICIAL LANGUAGES SUPPORT BRANCH

NOM/NAME

FRANÇAIS/FRENCH	8124-3-1-00 : SOUS-ENTENTE - GESTION SCOLAIRE ET L'AMÉLIORATION DES PROGRAMMES EN FRANÇAIS
ANGLAIS/ENGLISH	

MODIFICATIONS

<input checked="" type="checkbox"/>	NOUVEAU DOSSIER / NEW FILE
<input type="checkbox"/>	NOUVEAU VOLUME / NEW VOLUME #
<input type="checkbox"/>	ANNULER NOUVEAU DOSSIER / CANCEL REQUEST
<input type="checkbox"/>	CHANGEMENT DU NOM FRANÇAIS
<input type="checkbox"/>	CHANGE IN THE ENGLISH NAME

COMMENTAIRES/COMMENTS

PROGRAMME D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES  S.V.P. ME RETOURNER LE DOSSIER. MERCI  CYNTHIA PLOUFFE- 953-5125  MERCI! / THANK YOU!
--

DEMANDÉ PAR / REQUESTED BY:

Cynthia Plouffe  
SIGNATURE

6 MARS 2001

DATE